

Silence

N°289
Novembre
2002
4 €
6 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Associations
Croissance pathogène

L'économie plurielle
me laisse perplexe

Un monde
écologique est-il
possible ?



Un autre monde (écologique) est possible ?

Clarine Liotier

■ **Jeûne bio et silence diurne**

André Larivière

■ **Une œuvre artistique collective**

Gaëlle Thomas

Offrir Silence !

Les fêtes de fin d'années approchent. Dans la liste des cadeaux possibles : un abonnement à Silence. Si vous offrez cinq abonnements découverte pour six mois (15 x 5 = 75 €), vous bénéficiez de votre réabonnement gratuit pour un an (40 €).

Les Ami-e-s de Silence

Lors des rencontres des 20 ans de Silence, a germé l'idée de créer une association pour favoriser les liens, les rencontres et les actions entre lectrices et lecteurs. L'association compte, début octobre, une quinzaine de membres (la cotisation est symbolique : 2 euros par an). Voici les idées que nous aimerions y développer :

■ **Silence on tourne !** Projections de films ou documentaires en lien avec des cinémas indépendants ou des locaux associatifs, suivis de débats.

■ **Silence en coulisse !** Mise en place de forme de théâtre-actions (style théâtre de l'opprimé d'Au-

gusto Boal), de jeux de rôles, pour favoriser la découverte des moyens de vivre autrement, s'interroger sur des formes de domination, sur les structures pyramidales...

■ **Silence dans la nature.** Balades en forêts, randonnées, découvertes de coins, de plantes rares, d'arbres, d'oiseaux, de jardinage, de paysages...

■ **Le son du Silence.** Soirée musicale conviviale (sans ampli !) où chacun, chacune vient avec son instrument, sa voix, sa musique, départs groupés pour des festivals de musiques en lien avec nos idées, des concerts...

■ **Silence, je bouquine !** Rencontres autour d'un livre (celui du mois dans Silence ?), de guides pratiques, de romans qui nous ont touchés, en lien éventuel avec des libraires.

■ **Silence de l'éc(h)onstruction :** découverte de réalisations en habitat sain, de maisons autoconstruites, de lieux de vie, en liaison avec les exemples présentés dans la revue, recherche d'autres lieux. Cette liste ne demande qu'à être enrichie ! N'hésitez pas à nous contacter. *Les Ami-e-s de Silence*, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 31 94.

Nord-Sud
Un pesticide à mettre hors de combat

Julien Reinhard

25
Sécuritaire
Les mauvais garçons

Bernard Bolze

Associations
La croissance pathogène

Madeleine Nutchey

Associations
L'économie plurielle et solidaire me laisse perplexe

Serge Latouche

Brèves

- 14 Alternatives
- 16 Energies
- 17 Nucléaire
- 18 Nord-Sud
- 20 Environnement
- 23 Santé
- 24 Société
- 26 Paix
- 27 Femmes
- 28 Annonces
- 29 Politique
- 36 Livres
- 38 Courrier

Les infos contenues de ce numéro ont été arrêtées au 2 octobre 2002.

N°300 : A vous la parole !

Si 2002 a été l'année de nos vingt ans, le numéro 300 devrait sortir pendant l'été 2003. Après avoir réfléchi à ce que pourrait être ce numéro, nous avons adopté l'idée de faire un numéro hors actualité.

Pour cela, nous lançons un appel à contribution pour que, sous forme écrite, de contes, de nouvelles, d'interviews, de poésies, de photos, de BD, de dessins, de collages, de trucage d'images, vous nous proposiez sur un format maximum de deux pages un «reportage» sur un thème en liaison avec les alternatives que nous souhaitons (écologie, non-violence...).

Nous avons déjà essayé de faire cela pour le numéro 250 et le résultat avait été mitigé : nous n'avions collecté que de quoi faire huit pages. Afin d'être plus dynamiques, nous avons donc décidé de lancer un appel plus large en contactant directement d'autres revues, des dessinateurs, des photographes, des graphistes. Si vous en connaissez, vous pouvez leur transmettre cet appel.

A l'arrivée, nous aimerions avoir un numéro d'une quarantaine de pages, regroupant une cinquantaine de contributions. Celles-ci seront sélectionnées par le comité de lecture. Elles ne sont pas rémunérées, mais les personnes qui seront publiées bénéficieront d'un abonnement d'un an à partir de ce numéro 300.

Nous aimerions réaliser ce numéro 300 pour début août 2003. Nous le réaliserions avant nos congés de juillet. Ceci veut dire que votre participation doit nous parvenir avant le **30 avril 2003**.

• **Courriers :**
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
☎ **Renseignements**
04 78 39 55 33 mardi et jeudi
☎ **Diffusion - Comptabilité - Abonnements**
04 74 07 08 68 le mardi
04 78 39 55 33 le jeudi
☎ **Rédaction**
04 78 39 55 33 le mercredi
☎ **Stand, correspondants**
04 77 41 18 16
• **Virements bancaires**
CCP 550 39 Y LYON
• **Distribution en Belgique**
Brabant-Ecologie
Route de Renpont, 33 - B - 1380 OHAIN
Tel / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Imprime sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorial - Tel 04 75 85 51 00
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs
La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire 64946
N° ISSN 0756-2640
Date de parution 4 trimestre 2002
Tirage 6000 ex

Editeur : Association Silence
Présidente : Madeleine Nutchey
Vice-président : Xavier Sérédine
Tresorière : Myriam Cognard
Vice-tresorier : Jacques Caclin
Administratrice : Suzanne Vignal

Réalisation de la revue
Directrice de publication : Madeleine Nutchey
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Communication et documentation : Alexandre Esteban Maquette et publicite : Vincent Cheynet
Salons et fêtes : Bruno Clementin
Rédaction : Michel Bernard, Alain-Claude Galtre, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier
Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Guinevald, Henri Persat, André Picot
Dessinateurs : Aldio, Lasserpe, Maïlen
Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise Wente
Expédition : Melanie Combes, Claude Crotet, Marguerite Descamps, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Perez, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schli, Myriam Travostino
Et pour ce numéro : Samuel Arze, Bernard Bolze, Marianne Cosnier, Jean-Michel Gagneux, Bruno Guillennin, André Larivière, Serge Latouche, Clarine Liotier, Christophe Rastell, Danielle Ray, Julien Reinhard, Joseph Senchewisch, Catherine Thomas
Couverture : Marianne Cosnier.

Venez nous voir !

N°290 - décembre
Comité de clôture des articles :
samedi 26 octobre à 14 h
(lecture brèves - mercredi 30 octobre à 12 h)
Expédition :
vendredi 15 novembre de 14 h à 21 h 30

N°291/292 - janvier
Comité de clôture des articles :
samedi 23 novembre à 14 h
(lecture brèves - mercredi 27 novembre à 12 h)
Expédition :
vendredi 13 décembre de 14 h à 21 h 30

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence

Bulletin d'abonnement page 39

LE SOMMET DE JOHANNESBURG
A ACCOUCHÉ D'UNE SOURIS
ASTHMATIQUE !



FEU VERT POUR LA CONSTRUCTION
D'UN DEUXIÈME PORTE-AVIONS



ANNÉE 2030, LES CHASSEURS MANIFESTENT
POUR L'ALLONGEMENT DES PÉRIODES DE CHASSE



SÉCURITÉ ROUTIÈRE :
LE GRAND VIRAGE



PLAN SOCIAL CHEZ ARZ



Mammouths et petites souris

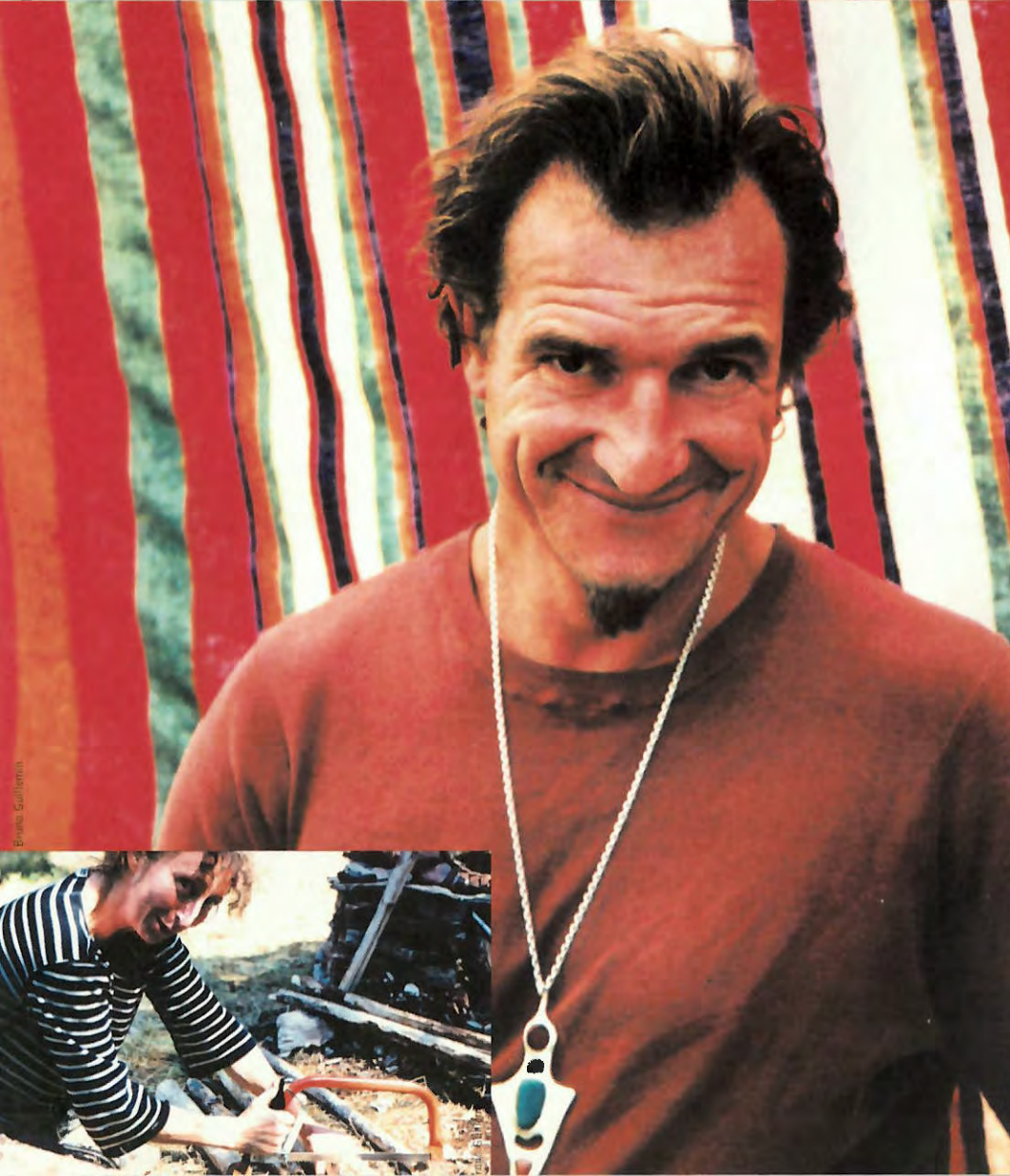
Dans ce numéro, nous abordons, à travers deux articles, la question de l'avenir des associations. La croissance des structures, avec la professionnalisation, en cas de repli financier, ne laisse comme recours que le conformisme pour ne pas déplaire à ceux qui subventionnent (1). Les penseurs officiels entretiennent par ailleurs le mythe d'un milieu associatif constituant un « tiers secteur » chargé d'assurer les relations d'entraide en complément du secteur marchand et du secteur de la redistribution (Etat-providence). L'association est-elle là pour consolider le système ou pour le dénoncer ? Si l'on observe un nombre record d'associations et de salariés, force est de constater que cela ne se traduit pas par un mouvement social fort. Si les virements automatiques fonctionnent de mieux en mieux, les permanents seuls ne peuvent suppléer à coup de communiqués sur internet l'absence de militants sur le terrain.

Les responsables associatifs peuvent aussi s'interroger sur les raisons de cette stérilisation du militantisme. Lorsque Silence laisse ses lecteurs prendre l'initiative à l'occasion de ses vingt ans, on constate une énergie débridée pour organiser de multiples débats, actions, ateliers et même manifestation de rue. Tout cela étant organisé par des personnes de 7 à 77 ans.

Il existait cet été au Cun une ambiance chaleureuse, non marchande, qui laissait place aux envies et aux rêves. Les petites souris qui étaient présentes sont peut-être plus aptes à ronger le système que les gros mammouths.

Michel Bernard ■

(1) Exception notable : Greenpeace qui n'accepte aucune subvention.



Un autre monde (éco) est possible ?



Marianne Gaudier

Profitant des rencontres des vingt ans de Silence, nous avons proposé, pendant la semaine au Cun, à ceux et celles qui le voulaient, de répondre à quelques questions sur ce que pourrait être un monde éco.



Marianne Gaudier

Jean-Louis Gaby expliquant le fonctionnement d'un capteur solaire.

Les lecteurs de Silence forment un public qui se reconnaît dans les termes du sous-titre : *écologie, alternatives, non-violence*. On peut voir dans ces trois mots une pensée, des moyens et une méthode. Avoir un objectif si vaste c'est certainement dénoncer l'état actuel des choses mais aussi avoir une certaine idée de «ce qui pourrait être».

Vous allez lire les conclusions d'une petite enquête réalisée à l'occasion de l'anniversaire de Silence au Cun du Larzac. Elle avait

pour thème non pas «qui sont les écolos ?», la question avait été traitée dans un précédent numéro (1), mais plutôt «à quoi rêvent-ils ?». S'intéresser aux aspirations, aux utopies d'une population qualifiée d'idealiste nous a permis de mieux nous interroger sur le sens de l'engagement militant. Vous ne trouverez donc pas de statistiques mais des

idées, des thèmes et tendances recueillis dans la très éco ambiance du camp. Et bien sûr quelques citations...

Le renversement de la situation ne pourra être que total.

Les personnes qui ont répondu ne représentent pas tous les lecteurs de Silence. Pas plus que ceux-ci ne représentent l'ensemble de la mouvance écologiste. Cependant ils se trouvaient dans un cadre on ne peut plus favorable à la réflexion que nous leur avons proposée. Espérons que cette remise en question leur a semblé intéressante.

Vous avez dit éco ?

Certains nous ont fait part de leurs interrogations quant au sens à donner au mot «éco». Cette abréviation remplace le plus souvent l'adjectif «écologiste», partisan de l'écologie. Et écologie est fréquemment pris comme écologisme. D'où une incertitude sur les définitions. Le choix du mot tronqué n'est donc pas une concession à la «mode journalistique», mais correspond à une volonté de laisser l'interprétation la plus libre possible. Ainsi il est évident que la Terre est écologique par essence. C'est donc plutôt l'approche militante qui est visée ici. Celle qui vise à la protection, voire la reconstruction, des équilibres naturels. Il s'agit de mesurer le pessimisme ou l'optimisme des personnes engagées dans ce but. Connaître leurs aspirations, rêves et utopies

Le virage : une impérieuse nécessité

Nombreuses sont les personnes interrogées qui à la question de la possibilité de

(1) N°239-240



Initiation au bâton chinois.



Atelier de sculpture sur bois.

l'avènement d'un monde écolo ont répondu, avec enthousiasme, à celle de la nécessité.

«Il est non seulement possible mais nécessaire !»

Cette conscience première est un trait caractéristique de la population écologiste. Sa sensibilité la fait réagir de façon instinctive en terme d'idéal. La réalité et la faisabilité n'est pas forcément pensée aussi spontanément.

L'image du virage est également récurrente. Cela revient à se représenter l'histoire de l'humanité de façon plus ou moins linéaire, puis cassée tout d'un coup, avant de pouvoir éventuellement s'orienter de façon différente. Nous ne serions donc que dans la première phase, celle de la prise de conscience des effets de notre mode de vie. Le renversement de la situation ne pourra être que total.

Là, les visions diffèrent quant aux modalités de ce virage. Si beaucoup l'appellent de leurs vœux, une poignée de pessimistes convaincus considère qu'il est déjà trop tard. Qu'aucun changement radical n'évitera au monde *«d'aller dans le mur»*. Ceux-ci ont alors une vision particulière de leur militantisme. Il s'agit avant tout de trouver un lieu de rencontre, de réconfort, un entre-soi de personnes partageant les mêmes idées. L'intérêt est purement individuel, c'est une question de bonne conscience.

«Je ne crois pas en l'homme... la seule issue est comme pour les dinosaures !... la disparition !»

Vivre mieux après la «grande catastrophe»

Dans l'imaginaire collectif, l'idée de *«l'après grande cata»* est très présente. Cette *«crise grave»*, ce *«désastre»*, voire *«l'hiver nucléaire»* est habituellement vu comme un certain apogée du système industriel actuel mais aussi, plus surprenant, comme le point de départ d'une nouvelle société. Les événements déclencheurs cités sont variés : épidémie, accident nucléaire, sécheresse ou famine. Par contre imaginer que *«repartir de zéro»* après cela est possible semble une incohérence souvent relevée. En effet comment concevoir une agriculture revalorisée lorsqu'on connaît les effets durables d'une pollution nucléaire sur la terre ? Comment recommencer à vivre sur des terres désertes ? Personne ne semble imaginer, parmi ceux qui ont évoqué cette éventualité, que *«la grande catastrophe»* marquera la Terre et pas seulement les consciences. Ainsi ceux qui annoncent *«un monde écolo, oui, mais après l'hiver nucléaire»* par exemple, semblent finalement exagérément optimistes !

Un travail de longue haleine

Ce qui se dégage des propos de ceux, nombreux, qui croient un monde écolo possible, c'est qu'une vie d'homme ne suffira pas à sa réalisation. Ce monde différent, peu pensent le connaître de leur vivant. En revanche c'est au terme de deux ou trois générations

qu'ils situent le bout du tunnel. Ainsi beaucoup croient («encore» précisent-ils) en l'homme, et le pensent capable de changer son mode de vie. Conscients de l'utopie que représente leur rêve, un monde écolo est toutefois un but vers lequel tendre, un horizon lointain, mais qui motive l'action présente. *«Ça va barder... mais petit à petit»*.

Et l'imagination dans tout ça ?

La question faisant le plus appel aux rêves et aux desirs n'a pas vraiment donné lieu à des descriptions précises. A quoi ressemblera un monde écolo ? Personne ne se sent capable de l'imaginer. Ce sont plutôt des valeurs que ce monde devra suivre qui ont été énoncées. La représentation concrète de l'application de ces valeurs est pour le moins difficile à concevoir. Rares sont ceux qui se risquent à décrire effectivement l'allure d'un monde si radicalement différent. La plupart des personnes semble n'avoir jamais été poussée par une vision très précise du but à atteindre, de ce qui devrait être. Peut-être trop occupées qu'elles étaient à combattre quotidiennement ce qui est. Le militant est avant tout pragmatique.

Beaucoup disent néanmoins être aidés dans leur réflexion par des livres lus, des thèses entendues. Le nom de Pierre Rabhi est très souvent cité. Il a certainement influencé les lecteurs de Silence. Une rare image est présente de façon quasi générale dans leurs rêves, c'est celle du jardinage. *«Cultiver son jardin»* est sûrement la pratique la plus unanimement reconnue comme nécessaire et indissociable d'un monde écolo.

Citer ses pratiques actuelles ou celles supposées bénéfiques sont les seuls éléments qui permettent à nos interviewés d'imaginer à quoi ressemblerait un monde écolo.

Ils ont peut-être eu des rêves farfelus, mais ils sont rangés au placard face à la tâche déjà difficile de vivre suivant leurs idéaux.

Pour certains le paradis a existé et l'avenir est à chercher dans une sorte de «retour à la vie d'avant». Le village, la famille élargie, sont idéalisés et proposés comme modèles. Aucun ne note par exemple le poids du contrôle social qui existe dans ce type de société rurale. On peut penser que cette vision est souvent le fait de citadins, ceux-ci qui réagissent en opposition à toutes les contraintes de la vie en ville, sans s'interroger sur celles spécifiques à la campagne. Ça ressemblera à...

«Les pelouses seront remplacées par des jardins»

«Un monde dans lequel on aurait envie de protéger la fragilité, de l'environnement, de la vie»

Jeûne bio et silence diurne



Plus de 200 lecteurs devant le MacDo de Millau !

Le 6 au 13 juillet 2002, pour les 20 ans de la revue, au Cun du Larzac, nous cherchions une manière d'exprimer notre non-violence militante active. Il n'a suffi, en fait, que d'être à l'écoute de l'actualité. Le samedi 6 juillet, nous apprenons que Jean-Baptiste Libouban, le responsable des communautés de l'Arche, jeûne depuis quatre jours à une dizaine de kilomètres d'ici, à la Jasse, en soutien à José Bové qui est incarcéré pour le démontage du McDo de Millau. Nous saisissons cette occasion au vol et invitons Jean-Baptiste le lendemain, dernier jour de son jeûne, à venir nous expliquer le pourquoi de son geste. Et nous annonçons aux lecteurs présents qu'une réunion s'ensuivra pour voir comment nous pourrions nous impliquer. 75 personnes viennent écouter le témoignage simple et touchant de Jean-Baptiste. Par la suite, les idées fusent de toutes parts. Le concept se précise et nous décidons de refaire symboliquement l'histoire du démontage du McDo et ses suites judiciaires. L'action s'intitulera «jeûne bio et silence diurne». Le mot «bio» après jeûne n'a d'autre prétention que d'être une astuce pour attirer l'attention. Quand au «silence diurne», il s'appelait au départ «tapage diurne» et effectivement, l'action tiendra à la fois de l'un et de l'autre...

Pour terminer cette réunion, nous formons un mini-groupe de coordination (qui se réunira tous les jours) et quelques sous-groupes spécifiques pour contacts avec la presse, avec la Confédération paysanne, avec les autorités, mise en place d'une collecte de fonds pour assurer la trésorerie, petite logistique (location de deux cars, tracts...), préparation de banderoles, peinture militante sur un fourgon (qui se révélera une belle œuvre de création collective).

Le jeudi 11 juillet, avant de monter dans les cars à midi, nous rappelons aux gens que pour pouvoir appeler cette action «jeûne» (bio ou pas), il est nécessaire de sauter au moins un repas dans la journée. 250 personnes viendront jeûner ce midi, dont certains toute la journée.

Nos gamelles servent à taper pour créer un énorme charivari.

Nous réaliserons après coup que, par cette action, nous avons pédagogiquement proposé aux gens une bonne expérience de jeûne très bref, car s'il est déjà arrivé à beaucoup de sauter un repas pour cause de maladie ou de suractivité, bien peu l'avaient fait de manière délibérée jusqu'à ce jour.

Sous un fort soleil, nous passons donc une heure et demie devant le fast-food avec nos banderoles, tous tournés vers les voitures qui roulent au pas sur le chemin des vacances. Nous distribuons de nombreux tracts. Nous avons apporté nos gamelles pour mimer un repas, mais ces couverts servent surtout à taper pour créer un énorme charivari. Après quinze minutes de ce jeu, nous faisons un silence (le plus total possible) de cinq minutes. Le contraste est saisissant. Et ça repart de plus belle pour quinze minutes de gros boucan.

Ensuite, les lecteurs organisent un défilé tapageur vers le centre-ville jusqu'au palais de justice. Félix Leclerc chantait : «On lui bâtit des palais qu'elle n'habite pas». De nouveau tapage, silence total et chanson composée pour l'occasion. La déambulation passe

ensuite par la permanence du député-maire ou après un nouveau tapage-silence, on entonne «Chirac en prison, Bové à la maison».

Nous voici enfin devant la sous-préfecture où malgré les heures d'ouverture, la place est soigneusement cadenassée. C'est au travers des grilles qu'il nous faut remettre notre lettre-message aux autorités (n'est-ce pas là un clair symbole du combat que mène actuellement José Bové ?). Ce dernier silence devant la sous-préfecture s'avère être aussi total que le charivari qui l'a précédé. Les mouches sont gênées tant on les entend voler. Et les talons d'une innocente passante claquent au fond des tympanes des 250 personnes immobiles assises au milieu de la rue.

Après un petit mot de Michel Bernard pour Silence, un représentant de la «Conf» raconte l'action qu'ils ont menée le même jour à Rodez. Le tout se termine par une farandole avec percussions dans la rue.

Quatre heures sous le soleil de Millau pour rappeler que d'un côté on incarcère un responsable syndical «coupable» d'avoir démonté un McDo dans un geste clairement revendiqué (les parties démontées ont été livrées à la sous-préfecture par un cortège public) et que de l'autre, on s'abstient d'inculper un groupe d'agriculteurs FNSEA qui a complètement saccagé un entrepôt frigorifique en Mayenne à l'automne 2001. Mieux, encore : dans sa mansuétude, l'Etat a été jusqu'à verser 10 millions d'euros pour dédommager le propriétaire de cet entrepôt.

André Larivière ■



Sit-in devant le palais deux justices.



Marianne Coquerit

Débat sur le thème du n° de juin : le jeûne politique.

«des écohameaux, des talus, des buttes, des sentiers, des petits pays, des petits patois, des petites chansons»

«On irait laver son linge ensemble au lavoir en discutant plutôt que d'aller boire un verre au bar»

«Harmonie, harmonie, harmonie !»

«Sans blague, je ne m'exerce pas à voir le paradis, le monde meilleur»

Plus de valeurs que de rêves

La cohérence de la population interrogée réside pour l'essentiel en un ensemble de valeurs partagées. Celles-ci dépassent très largement celles relatives à la protection de l'environnement. Ce sont généralement des valeurs humanistes que les écolos opposent à celles qui dominent dans la société actuelle. Ce monde écolo sera donc avant tout basé sur des références nouvelles. On les voit plébisciter la *solidarité* face à l'individualisme, la *coopération* face à la concurrence. La *responsabilité* et la *tolérance* reviennent aussi de façon récurrente. Ces valeurs sont celles qu'ils jugent nécessaires d'universaliser pour atteindre, ou du moins s'approcher, d'un monde écolo. Au contraire des rares descriptions imagées de ce monde, les moyens pour y parvenir évoquent beaucoup de choses aux lecteurs de Silence. Lister toutes les propositions relevées formerait une liste quasi sans fin ! On peut néanmoins rassembler ces idées selon qu'elles correspondent à des «moyens pour» ou à des «moyens contre».

Des moyens pour...

Dans cette première idée, on trouve un thème très majoritairement partagé, celui de la diffusion nécessaire d'un mode de vie écolo. Là le militantisme devient une *action au quotidien*. La remise en cause du mode de vie est privilégiée non seulement pour «changer par le bas», mais également sensibiliser le plus grand nombre aux alternatives existantes. Il s'agit tout d'abord de révéler la situation actuelle pour ensuite proposer des alternatives. L'enjeu est de faire prendre conscience et non pas d'imposer des solutions «pré-pensées». La *décroissance* par exemple ne pourra résulter que d'un choix. L'application par le plus grand nombre des principes écolos passera nécessairement par leur acceptation. Ce sujet fait néanmoins dire aux pessimistes que l'impossibilité de l'avènement d'un mode écolo réside ici, l'homme serait justement trop bête pour comprendre.

Le travail de la terre, l'achat de produits locaux, les économies d'eau et d'énergie sont vus comme autant d'actions simples à mettre en place au niveau individuel. Le mot *simplicité* est très plébiscité. Citer ses efforts de responsabilisation face à ses besoins et sa consommation sert à montrer à son entourage que des choses simples sont possibles. Il s'agit de *prouver par*

Ils espèrent montrer l'exemple par le simple fait d'expliquer leurs pratiques de tous les jours.



Marianne Coquerit

Gros succès pour la sculpture.

l'exemple, faire connaître les expériences viables et reproductibles. La pédagogie est donc pour beaucoup liée à l'action quotidienne. Certains citent des collègues «convertis» à des pratiques d'économie d'électricité. Ils espèrent montrer l'exemple par le simple fait d'expliquer leurs pratiques de tous les jours.

Pour que les arguments portent, que la voie indiquée soit une proposition acceptable, il est important de se pencher sur le message diffusé.

«(Il est nécessaire) de beaucoup s'interroger, se remettre en cause, vivre avec l'éthique que l'on s'est construite sans jamais être persuadé d'avoir raison, en repoussant toujours plus loin les limites du réalisable et du pensable... Toujours en se demandant si on ne peut pas aller plus loin».

Il est important, certains l'ont noté, de ne pas considérer sa pensée comme finie, arrêtée à la mise en application de quelques «recettes».

Il y a, en marge de cette réflexion, la position de ceux pour qui l'objectif personnel est l'*autarcie*. Là le discours pédagogique est le plus souvent absent. En effet, les phéno-

Une œuvre artistique collective



Les lecteurs se lancent dans le land-art.

ne douzaine de perches de châtaignier venues tout exprès de Gironde, autant de volontaires pour construire ensemble une œuvre dont personne ne savait au départ ce qu'elle serait. Et puis la terre du Larzac, et les pierres, les buis. Les petits sacs de terre et les graines apportés par ceux qui en avaient eu envie.

Il a fallu discuter un peu au début pour que chacun dise ce que l'on imaginait construire à partir de ce qui était donné au départ : les perches disposées en ossature de tipi ; et puis partir chercher les matériaux autour du Cun. Une vieille brouette fit l'affaire pour le transport de terre et de cailloux. Quelques outils nous ont bien servi : une scie, un vilebrequin, de la ficelle.

L'œuvre grandissait pour témoigner du plaisir que nous avions à nous retrouver ensemble.

Les jours suivants chacun s'est mis à la construction proprement dite, en fonction de ce qu'il avait envie de faire et en fonction du travail des autres, dans une harmonie qui fut facile à trouver. Un visiteur nous surpris : il saisit la pioche et creusa un trou ou nous pensions édifier un dôme. On accepta le trou ; il fut entouré de terrasses, lesquelles furent plantées de graines. Le tipi trouva un prolongement en forme de dos de dinosaure...

L'œuvre grandissait pour témoigner du plaisir que nous avions à nous retrouver ensemble, dans un élan enfantin, pour construire une cabane ? un lieu de méditation ? Un perchoir pour les oiseaux ?

Pour les finitions, Richard apporta quelques matériaux sonores et Claire inonda notre tipi végétale des lumières de la Provence.

Merci à tous ceux qui ont participé une heure ou trois jours à cette œuvre éphémère comme le fut notre rencontre... Une rencontre constructive et créative, qui se déroula dans l'harmonie, le plaisir partagé. Sans jamais de conflits. Comme quoi c'est possible ! Merci aux visiteurs, aux photographes qui par leur regard font vivre cette réalisation.

Catherine Thomas ■



Pose de plantes vertes.



Pierres en équilibre.



Terres diverses.



Montage de la queue.



Joseph Sennew sch

Beaucoup d'activités pour les enfants.

mènes de marginalisation ne sont pas vécus de la même façon par tous. Un mode de vie plus respectueux de l'environnement est ainsi pour certains un objectif purement personnel, une recherche pour soi. Ainsi cette personne qui affirmait : « je suis optimiste pour moi mais pessimiste pour les autres ».

Pour la majorité cependant la marginalisation est vue comme un risque, qui pourrait anéantir tous les efforts particuliers en empêchant leur généralisation.

De l'importance de l'éducation

Au vu de la difficulté qui existe à ne pas rester une « minorité éclairée » les écolos placent de grands espoirs dans l'éducation et dans la jeunesse. Ils ont conscience que la vie qu'ils proposent risque d'être perçue comme une entrave au confort, un ensemble de restrictions, d'interdits et de contraintes.

L'enfance est une période primordiale pour l'acquisition d'automatismes, d'habitudes. L'éducation doit se pencher sur la question du contenu de ces réflexes. Il s'agit d'inculquer des valeurs écologistes qui ont



Marianne Gostier

Initiation au diabolo devant les tipis et l'éolienne.

bien du mal à être intégrées plus tard. « Eduquer est bien plus facile que rééduquer ». Cette tâche n'est sans doute pas aisée, les propos de plusieurs enseignants ou éducateurs en témoignent. C'est, entre autres, une réorganisation complète de l'institution scolaire qui serait nécessaire. Ceux qui vivent ces difficultés au quotidien ne sont pas pour autant les plus pessimistes.

Portée par des générations jeunes et convaincues c'est ainsi que les écolos ont espoir que leurs idées se généralisent. Ils ont foi en un changement « par le bas », impulsé par la jeunesse.

Le rôle ambigu des médias

Au chapitre des moyens pour favoriser l'émergence d'un monde écolo, on trouve en bonne place la nécessité de montrer, d'éduquer et celle, plus générale, d'informer. La méfiance est souvent de mise face aux médias de masse tels que la télévision, bannie de nombreux foyers écolos. Mais les personnes interrogées baignent tout de même dans une masse d'informations importante. Un nombre impressionnant de revues, bulletins et autres publications qu'ils lisent ou auxquels ils sont abonnés est cité. L'acceptation du terme « information » varie cependant suivant les sensibilités. La diffusion de l'information est un impératif pour tous ceux qui croient en leur force de conviction pour convertir le plus grand nombre à leurs idées. Ils constatent la puissance des médias et regrettent le peu de place réservé aux thèmes qui leur sont chers dans la grande presse, la radio ou la télévision. Investir le champ médiatique est pour eux un préalable en vue d'une prise de parole efficace des écolos.

Il existe au contraire des personnes qui rejettent l'ensemble des médias conventionnels. Ce refus correspond à la mouvance « autonomiste ». On pourrait nommer ainsi la population de ceux qui se contentent de vivre suivant leurs valeurs, sans se soucier d'être suivis ou pas. Qui en tout cas ne cherchent pas à faire ostentation de leurs choix alternatifs.

A la rencontre de ces deux positions, on peut souligner l'espoir contenu dans ce souhait : « Savoir utiliser les médias sans qu'eux nous utilisent ».



Marianne Gostier

La « lutte contre », une action politique et citoyenne

Refuser, résister, condamner, autant de mots utilisés pour décrire une autre facette des actions nécessaires. Les propos hautement politiques qu'ils introduisent révèlent des positionnements souvent radicaux mais aussi très pragmatiques.

Parmi les personnes interrogées, aucune ne se dit satisfaite de la représentation et de l'action du mouvement écologiste dans la politique institutionnelle. D'un besoin de plus de respect des différences au rêve d'un grand parti, les jugements sont multiples. Néanmoins peu attendent d'instances politiques l'impulsion de leur propre militantisme. Le changement « par le haut » est souvent vu comme incontournable mais rarement comme premier. Les idées motrices sont plutôt attendues dans le cadre d'associations ou de syndicats que de partis. En cela les écologistes ne se distinguent pas de l'ensemble de la population, au vu des tendances générales de l'évolution de la vie politique. Comme beaucoup de Français ils sont effrayés ou dégoûtés par le mot « politique ». Ils souhaitent paradoxalement avoir de l'influence dans ce champ. Ils militent en se disant apolitiques. Ces contradictions ne sont pas propres aux écolos, mais elles sont d'autant plus fortes qu'il qu'agit de personnes particulièrement impliquées dans le soutien de multiples causes.

20 ans

José pousse la chansonnette

Nous venons de vivre un bien beau moment ! Et ce en partie grâce aux lecteurs de Silence.

Rappelez-vous, deuxième semaine de juillet, vous venez fêter vos vingt ans sur le plateau du Larzac. Le jeudi, 250 des lecteurs présents ont jeûné devant le restaurant rapide de Millau en solidarité avec l'incarcération et le jeûne de José Bové. Et puis, il y a eu cette chanson écrite par quelques-uns des militants «Ouvrez, ouvrez la cage à jojo» que nous avons plusieurs fois déclamée dans les rues.

Ce matin, José est sorti de prison et ce soir nous fêtons sur le Larzac cette sortie. Un groupe de musiciens rapeurs qui anime la soirée, a bien entendu entonné la chanson.

Qui est alors venu sur la scène, devant le public en délire ? José lui-même. Ce fut très fort d'émotion, d'explosion de joie. Toute la foule a repris et José libre a carrément poussé la chansonnette... Ouvrez-leur la porte vers la liberté.

Jean-Michel Gagneux
Larzac, le 1er août.

Peinture du camion avant la manif.



Bruno Guillermen



Ouvrez la cage à Jojo.

20 ans

Unité pluralité

Du temps a passé depuis la manifestation des 20 ans de Silence. Je tenais à dire Merci, merci, merci et encore merci pour tout. Tout a été parfait dans ce séjour. Il est remarquable qu'un rassemblement aussi important ait été aussi discret.

Dans le calme et la bonne humeur, tout le monde a pu y puiser quelque chose de bénéfique tant il y avait de quoi satisfaire tous les intérêts. C'est fou ce que les «silencieux» ont de talents, connaissances, intelligence.

Pour ma part, cela a été un profond ressourcement, une force, une confiance... un espoir.

A nous maintenant de trouver des idées d'unité-pluralité.

Danielle Ray
Rhône.

Emile Mas, prof d'espéranto.



François Guillermen

Alexandre Esteban balisant le camping.

20 ans

Chacun à son rythme

J'ai beaucoup apprécié la semaine des vingt ans de Silence au Cun du Larzac. J'ai participé à plusieurs ateliers (théâtre-forum, massage, discussion autour de la non-violence dans son panier, premières parties des débats sur les alternatives politiques et l'écologie libertaire...).

J'ai ressenti/vécu une certaine harmonie et une grande richesse de l'ensemble, dues à l'addition des richesses humaines individuelles et des potentiels de chacun.

En effet, la diversité des «origines» et des expériences, des pratiques, modes d'organisation individuelle et collective grosso-modo vers un même but : agir à son propre niveau et balayer devant sa porte, en tant qu'acteur, économique voire «politique» au sens noble du terme, apportait une cohérence à l'ensemble des participants.

Cette cohérence pouvait très souvent se vérifier auprès de chacun, dans ses actes quotidiens, choix de vie les plus modestes et les plus simples, idées et valeurs défendues...

Il y avait bien sûr des différences. Par exemple

entre végétariens, omnivores, antispécistes avec des frictions parfois houleuses, mais globalement l'ouverture, le respect et la tolérance ont prédominé face aux cheminements, rythmes (âge), et classe sociale. Sur ce dernier point, les gens «riches» avec double salaire des couples ont quelquefois du mal, culturellement, à se défaire d'une éducation-alienation autour des valeurs imposées et artificielles du confort et de la technologie !

L'organisation générale du camp a laissé celui-ci gérer par lui-même les ateliers non-prévus à l'avance (la majorité me semble-t-il) et a permis une certaine «profusion» des initiatives. La manif de Millau a été un petit «plus» militant.

Le site en lui-même et l'environnement proche — Causse du Larzac — sentait bon l'authenticité comme on dit aujourd'hui, et la force «historique» tranquille.

Deux petits points plus critiques.

- Il m'a semblé que le site du Cun avait perdu un peu de son homogénéité et de sa force en se séparant en quatre associations bien distinctes. Etant donné la nécessité d'assurer la fonctionnalité et la «productivité» des activités, pour obtenir des ressources suffisantes.

- Je considère que les individus venus défendre l'idée d'un rassemblement des «énergies» pour une écologie politique le faisaient a priori honnêtement mais que leurs

efforts étaient sapés dès le départ qu'ils le faisaient, pour plusieurs d'entre eux, au titre d'un parti «vert» qui a montré concrètement comment œuvrer à la récupération électorale au service d'un projet capitaliste dit de gauche (croissance, gaspillage, nucléaire, défense des intérêts privés, néoesclavagisme/colonialisme, idéologie sécuritaire et militariste) qui est en tout point contraire aux idéaux écologiste et libertaire, simplement envieux et à la traîne des idéologies libérales.

Il ne peut y avoir de rapprochement entre la social-démocratie libérale et blindée servie alternativement par la droite et la gauche : les partis de gestion et de pouvoir, et la mouvance politique alternative et indépendante, qu'elle soit de tendance écologiste, gauchiste ou libertaire.

J'ai vu le 19 août une belle banderole «faite à la main» sur un pont routier au-dessus d'une rocade de La Rochelle «Libérons nos vies, sortons de la croissance» : quel est le ministre qui peut m'expliquer son action en ce sens, concrète et d'envergure, depuis 20 ans ?

Christophe Rastoll ■
Corrèze.



Initiation au tam-tam africain sur fond de photopies.

Les interrogations sur le devenir de la démocratie sont omniprésentes dans les idées relevées. L'aspiration à devenir acteur plutôt que citoyen passif se retrouve à tous les niveaux de la réflexion. Ils revendiquent le droit à s'exprimer autrement que par le vote, à critiquer efficacement les actions gouvernementales. Pour cela ils valorisent les actions telles que manifestations, pétitions mais donnent aussi une grande importance aux différentes formes artistiques d'expression. Si le « coup de force » a été évoqué la grande majorité des personnes interrogées donne sa préférence à la non-violence. De par leur riche expérience associative, les écolos semblent très à même de mettre des mots sur les alternatives au modèle existant. Démocraties « participative », « directe », « locale », « horizontale », les vocables ne manquent pas. Dans des structures restreintes ils ont expérimenté ces méthodes de fonctionnement et souhaitent leur généralisation.

Au-dessus des querelles politiques, consensus sur les réseaux

L'organisation pratique des contre-pouvoirs que les écolos prônent se base sur un fonctionnement en réseaux. Ce concept est très souvent cité, il permet de respecter les différences tout en mobilisant des forces d'action importantes. L'indépendance vis-à-vis du « système » passe, le plus souvent, dans les faits, par l'usage de la loi sur les associations de 1901. Les actions futures devront mobiliser les membres des nombreuses associations qui agissent dans les mêmes domaines. La coopération entre les hommes que nombre d'interrogés prône commencerait par ce lien entre les divers organismes alternatifs militants existants.

Les autres liens interpersonnels sont valorisés dans cette même approche. Des le plus restreint, le cercle d'amis, le fonctionnement en réseau peut permettre de développer des actions alternatives, par exemple des zones de gratuité. Les réseaux sont le moyen privilégié pour à la fois développer la réflexion et permettre l'action.

Une vision mondiale à revoir

Dans une approche qui se veut globale, pour un changement radical de société, un aspect manque bien souvent aux réflexions recueillies. Les solutions et alternatives prônées par les écologistes sont très marquées par le contexte économique et géographique

dans lequel elles ont été élaborées : l'Occident développé.

Retour à la ruralité, décroissance, économies d'énergie sont autant de solutions proposées face à un mode de vie qui est pourtant loin d'être universel. La société de consommation n'est pas le cadre de vie de l'ensemble de la population de la Terre. Peu se préoccupent de cet état des choses alors qu'ils valorisent des actions nécessairement globales. L'idée de prévenir plutôt que de guérir est assez peu répandue. Pourtant les Occidentaux, qui connaissent les conséquences de leur mode de développement, seraient bien inspirés de veiller à ce qu'il ne soit pas imité. Proposer la décroissance n'a de sens que là où les besoins les plus élémentaires sont déjà satisfaits. Ailleurs cela touche au ridicule. Le même constat peut s'appliquer en ce qui concerne la baisse du recours aux médicaments, en Afrique subsaharienne cette proposition est insensée (2). Le monde n'est pas basé sur un seul système qu'il suffirait de modifier ou de renverser, de nombreuses logiques se combinent. L'imagination d'alternatives propres à la multitude des situations de départ est une nécessité.

On peut cependant espérer que ceux, nombreux, qui ont indiqué la place des voyages dans leur vie portent finalement

dans leur démarche un intérêt pour la façon de vivre des gens qu'ils rencontrent. Qu'ils cherchent à s'enrichir des autres. On peut également les considérer comme des ambassadeurs, des vecteurs de diffusion de la pensée écologiste vers les sociétés où

elle est marginale. Le dialogue est cité, comme le respect, ou la coopération. Rien ne s'oppose a priori à ce qu'ils se réalisent à une échelle dépassant les frontières. L'équilibre, l'harmonie recherchée par beaucoup passera nécessairement par là.

L'imagination d'alternatives propres à la multitude des situations de départ est une nécessité.



Alexandre Esteban (debout) et Madeleine Nutchey (assise) donnent le rythme devant McDo.



Marianne Cosnier

Atelier spiruline. Une algue riche en protéines.

Surtout être cohérent

Lorsqu'ils jugent l'impact de leurs efforts quotidiens pour inventer une vie différente les écolos insistent sur le côté symbolique de l'action. Ils sont conscients de la disproportion entre la taille du chantier et les moyens dont ils disposent. Des débats ou des manifestations pour changer le monde, c'est peu. Néanmoins ils ont comme souci principal de ne pas détacher l'action individuelle de l'action collective. D'être cohérents dans leur vie de tous les jours avec ce que leur côté militant cherche à construire. C'est pour cela que la description des petits gestes est si importante. Elle permet de rassurer, d'apporter une stabilité dans la réflexion. Vouloir changer sa propre vie est un préalable à toute velléité d'action plus générale. *«J'essaie d'incarner le changement que je veux pour le monde».*



Bruno Guillermou

Jocelyn, le coordinateur.

Vivre en transition

La forme du questionnaire tel qu'il a été proposé aux interviewés est sans doute critiquable. Les propositions «si oui» et «si non» ont pu sembler restrictives. Ce défaut, relatif à toute enquête, a cependant été très facilement dépassé puisque beaucoup ont tenu à répondre à l'intégralité des questions. D'autres en ont profité pour écrire deux

Le questionnaire se présentait ainsi :
 1/ Pensez-vous qu'un monde écolo est possible ?
 2/ Si oui, comment le voyez-vous, et quels sont les moyens pour y parvenir ? Si non, pourquoi est-ce impossible, et quels sont alors les objectifs d'un mouvement et d'un engagement écolo ?
 3/ Qu'avez-vous personnellement choisi pour vous en approcher, comment êtes-vous impliqués ?
 50 personnes se sont exprimées sur papier et nous avons enregistré 12 entretiens oraux



Bruno Guillermou

De gauche à droite : Bruno Clémentin, Vincent Cheynet, Michel Bernard, Xavier Sérédine, Michel Jarou, Julie Rougier, Madeleine Nutchey au micro, Suzanne Vignal derrière elle, Jacques Caclin, Raymond Vignal.

aspects de leur pensée : la «version pessimiste» et la «version optimiste». Tout cela témoigne d'une part de la volonté de dépasser un dualisme caricatural. D'autre part cela reflète le trouble qui règne dans les esprits.

En effet, les écolos ont le sentiment de vivre une période à part, d'être eux-mêmes en transition.

La société actuelle, ils la connaissent depuis leur naissance et ils ont assisté à une multitude d'événements qui leur ont fait prendre conscience de ses aberrations. C'est ainsi que petit à petit ils ont changé leurs habitudes de vie, dans le sens de leurs idéaux.

Mais leur démarche n'est pas statique, chacun essaie constamment *«d'aller plus loin».*

Certains énumèrent les gestes qu'ils ne font «pas encore», les aménagements de leur habitation qu'ils n'ont «pas encore» effectués. Ils regrettent de ne pas pouvoir faire plus. Mais cela leur laisse une certaine latitude pour espérer à l'avenir vivre de façon plus écolo.

Alexandre et Razak donnent le rythme.



Marianne Cosnier

Ceux qui déclarent «consommer de moins en moins» s'inscrivent parfaitement dans cette recherche quotidienne de suivre leurs propres préceptes.

D'autres se considèrent «en transition» en ce qui concerne leur dépendance à la société. Ils acceptent «encore» le RMI par exemple, mais espèrent bien s'en passer lorsque l'argent ne sera plus aussi nécessaire dans la société. Beaucoup cherchent le lieu de vie où ils se sentiront bien, c'est-à-dire celui où ils pourront vivre parfaitement suivant leurs valeurs. La recherche d'une habitation saine est le premier pas, celui-ci, ils y assisteront sûrement. Pour ce qui est de l'environnement social dont ils rêvent, le chemin sera sans doute plus long. Pourtant si un monde écolo doit un jour se bâtir, ce sera certainement à partir de ces îlots, ces «petits mondes» qu'ils auront construits.

Charline Liotier ■

(2) Note de la rédaction : ce point de vue n'est pas partagé par tous. Plutôt que des médicaments sortis des laboratoires, mieux vaut veiller à la transmission des savoirs de guérison locaux.



Petites phrases

«Le silence est une oasis de tumulte»
Emmanuel Mère, Florilège 105,
décembre 2001.

Agriculture biologique



■ **Cultivons en chan-**

tant. Des travaux scientifiques ont montré depuis une quarantaine d'années que les sons peuvent avoir une influence sur la croissance des plantes. Une thèse soutenue en Belgique en 2000 donne des explications biologiques : les sons peuvent provoquer des phénomènes de résonance au niveau des cellules du végétal (en particulier au niveau des mitochondries, des chloroplastes) ou modifier des organes régulateurs (comme les stomates pour l'humidité de la plante). Les résultats ne sont pas toujours positifs. Des expériences sur le blé ont permis d'augmenter sensiblement le poids de matière sèche dans les grains ou de modifier le taux en protéines. Il est possible d'augmenter la résistance d'une plante aux maladies. Sur les pieds de tomates, on peut augmenter la taille de la plante, augmenter le nombre de fruits. Au Japon, il a été possible de modifier le taux de sucre de tomates. Le son permet d'éviter le développement de mauvaises herbes. Tout n'est pas simple car il est probable que les sons aient également un effet sur l'humain. Certaines caractéristiques provoquées par un son deviennent durables : on les retrouve de génération en génération pour des expériences sur le blé ou le noyer. Le son pourrait être ainsi, à condition de l'utiliser à bon escient, un substitut pour les engrais ou les pesticides. (*Alter Agri, été 2002*)

■ **Printemps de la bio.** La prochaine édition de cette opération grand public de promotion de l'agriculture biologique se tiendra du 17 au 26 mai prochains. On peut d'ores et déjà proposer des animations auprès des coordinateurs : Agence Bio, 12 bis, rue des Colonnes-du-Trône, 75012 Paris, tél : 01 53 17 38 38.

■ **Cuisiner bio c'est facile !** Terre Vivante propose une exposition de huit panneaux sur ce thème. Terre Vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.

■ **Stages en biodynamie.** Le mouvement de culture biodynamique propose toute une série de stages en 2003 : arboriculture (8-9 mars ou 26-27 juillet), observation animale (15-16 mars), botanique goethéenne (3-4 mai), jardinage (17-18 mai), les rythmes (14-15 juin)...
Mouvement de culture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41.

Presse différente

Signalons la parution des nouvelles revues :

■ **Biozen**, trimestriel édité par Vital Presse, 171, avenue Georges-Clemenceau, 92000 Nanterre, tél : 01 41 91 79 79, fax : 01 41 91 79 78, courriel : criteres@wanadoo.fr. *Le premier numéro est sorti le 21 juin et la revue sort à chaque saison. Optique : lier la question de la bio avec celle du développement personnel. Dans le premier numéro, une liste complète des marchés biologiques de France.*

■ **Cahiers d'Alterrenat**, Le Bourg, 82120 Mansonville, tél : 05 63 94 15 50, fax : 05 63 94 16 69, courriel : alterrenat.presse1@libertysurf.fr.

■ **Cahiers thématiques à paraître quatre à cinq fois par an et diffusé dans les magasins bios, à destination des enfants.** Le premier numéro est consacré à la bio. *Tour d'horizon assez complet, bien illustré... mais faut-il mettre huit pages de publicité (sur 56) dans une revue pour les enfants ?*



■ **Un autre futur**, CNT, 33, rue des Vignes, 75020 Paris, tél : 01 43 72 21 67, fax : 01 43 72 71 55, courriel : comm.r@cnc-f.org, site : www.cnc-f.org/comm.rp. *Nouvelle revue animée par le syndicat CNT de la communication.*

Et d'autres revues oubliées dans la liste du numéro d'été

■ **Bretagne vivante**, SEPNB, 186, rue Anatole-France, BP 32, 29276 Brest cedex, tél : 02 98 49 07 18, fax : 02 98 49 95 80, courriel : bretagnevivante@bretagnevivante.asso.fr, site : www.bretagnevivante.asso.fr. *Revue semestrielle de la société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne. Beaux dossiers naturalistes sur les cinq départements.*

■ **Consommateur alsacien**, Chambre de consommation d'Alsace, 7, rue de la Brigade-Alsace-Lorraine, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 15 42 42, site : www.cca.asso.fr. *Revue de l'ensemble des associations de défense du consommateur d'Alsace.*

■ **Convivialité (la)**, Cercle des lecteurs d'Ivan Illich, J.M. Corajoud, avenue Fraïsse, 14, CH 1006 Lausanne, tél : 41 21 617 34 90. *Feuille d'informations et de réflexions autour de la pensée d'Ivan Illich.*

■ **Fraternitaire**, 79, rue Claude-Bernard, 75005 Paris, tél : 01 45 87 05 35, fax : 01 45 87 10 69, courriel : fraternitaire@wanadoo.fr, site :

Agriculture biologique Un nouveau label alternatif ?



Paul Garde, dans le numéro 268 de Silence, proposait de mettre en place un label en forme de rose des sables où les directions NESO signifiaient Naturel, énergie, social et origine. L'article proposait alors de noter sur chaque branche de 1 à 5 selon la qualité du produit dans le domaine concerné. Paul Garde concluait en disant que toute la difficulté était de quantifier ces notes. L'article devait ensuite être repris dans la bulletin de Rhizome, un réseau de ferme coopérative, réseau qui souhaite justement lier l'agriculture biologique à la démarche sociale qui l'accompagne.

Cet article était alors lu par des membres de l'ASPAARI, association de soutien aux projets et activités agricoles innovants, une association créée en 1999 en Bretagne pour favoriser l'installation de jeunes agriculteurs. Le 16 février 2002, à Saint-Malo, cette association a organisé une réunion de travail autour du label NESO pour essayer d'approfondir l'idée. Il y avait vingt-deux personnes, dont Paul Garde et Raoul Jacquin, de Nature & Progrès.

Cela a été l'occasion de se pencher sur les labels actuels de l'agriculture biologique, en particulier celui de Nature & Progrès, l'un des rares à déjà préciser des aspects sociaux au niveau de la production. Il a été également étudié comment y intégrer la taille de l'exploitation, une idée déjà débattue à Nature & Progrès. De multiples questions ont alors été abordées : par exemple comment éviter qu'un revendeur bénéficie d'une bonne note (peu de dépense d'énergie à son niveau, éventuellement beaucoup en amont) et donc de la nécessité de la vente directe au consommateur, comment prendre en compte le respect de la biodiversité sur une exploitation, pour éviter les monocultures, comment tenir compte de la provenance de l'énergie (renouvelable ou non, locale ou non), comment prendre en compte les questions liées au commerce équitable.

Une grosse question est l'attribution d'un label : comment cela peut-il se faire de manière à inciter le plus de personnes à jouer la transparence et non pas le limiter aux plus engagés. Raoul Jacquin, de Nature & Progrès, a présenté les commissions mixtes d'agrément et de certification mises en place dès les années 70 par son association, avant le label bio, où se trouvaient des consommateurs et des producteurs et où plus que le contrôle, c'était une logique d'échange et de partenariat qui entrainait en jeu. En gros, la question du label pose une question du contrôle et le risque d'une logique de flicage à l'opposé de ce que recherche précisément ce label. Il a alors été décidé de parler plutôt de boussole NESO, celle-ci ayant un centre C comme cohérence.

Cette boussole ne serait plus alors un label mais un outil d'évaluation de la démarche de chacun, un moyen pédagogique de faire prendre conscience des buts et des niveaux d'engagement que l'on peut avoir autour de l'agriculture biologique. Une personne qui s'engagerait à publier sa boussole aurait un objectif de progression. Il aurait l'avantage de pouvoir être proposé au-delà de la seule agriculture biologique, la conversion à ce mode d'agriculture faisant progresser le producteur au sein de la boussole.

La cohérence demande par principe la transparence, afin d'éviter de tomber dans des concepts creux comme l'agriculture raisonnée (mis en avant par les grandes firmes de l'agro-alimentaire). A partir de là, en partant de chartes comme celles de Nature & Progrès ou les Biocoops, il devrait être possible d'affiner au mieux les branches de la boussole. Il y a certainement aussi à piocher dans les propositions de la Confédération paysanne.

Deux autres réunions se sont ensuite tenues en Bretagne ce printemps pour préciser cette boussole et des producteurs membres d'ASPAARI et du GAB, groupement des agriculteurs biologiques de Bretagne, se sont lancés dans l'expérimentation pour voir concrètement ce que cette boussole peut signifier sur leur exploitation. Les premiers résultats seront présentés lors d'une réunion près de Rennes, à Guichen, à l'espace Galatée, rue Commandant-Charcot, le samedi 2 novembre de 16h30 à 19 h.

ASPAARI, Le bois nantais, 35480 Saint-Malo-de-Phily, tél : 06 10 61 86 24.

www.fraternitaire.com. *Bimensuel de 16 pages présentant les différentes campagnes des associations de solidarité internationale ainsi que quelques reportages sur l'humanitaire.*

■ **Lettre rapide**, AC ! 42, rue d'Avron, 75020 Paris, tél : 01 43 73 36 57, fax : 01 43 73 00 03, courriel : ac@ras.eu.org. *Revue de l'association AC ! Agir ensemble contre le chômage.*

■ **Nouveau 23**, MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 12 02, fax : 03 20 86 15 56, courriel : mnelille@wanadoo.fr, site : www.mneille.org. *La maison de la nature et de l'environnement de Lille regroupe une centaine d'associations dont cette revue est le lien.*

Vivre ensemble

■ **Belgique : la Ferme du Hayon.** En 1997, six personnes lancent le projet d'une ferme coopérative et s'investissent dans l'achat de 68 hectares de terre au sud de la Belgique. Il s'agit de fonctionner de manière autogérée, d'œuvrer à une économie équitable, de refuser l'agriculture intensive, de chercher d'autres modes de fonctionnement que la seule rentabilité. Il existe une double structure : la coopérative propriétaire des lieux (plus d'une centaine de personnes, la plupart des consommateurs) et une coopérative des gens qui vivent sur le lieu. L'assemblée générale des deux coopératives se fait en même temps pour permettre le dialogue entre producteurs et consommateurs. La ferme produit de la viande, du lait, des pommes de terre, de la farine, des fromages, tout en biologique. Elle propose un gîte rural (12 places). Au niveau commercial, le circuit court est recherché : vente aux coopérateurs sur la ferme, vente sur les marchés locaux. Sur place, les visiteurs trouvent d'autres produits régionaux ou diffusés par Magasin du Monde (commerce équitable). La ferme essaie de favoriser la naissance d'autres projets coopératifs, participe à la lutte contre les OGM, travaille avec d'autres groupes comme Longo Maï à travers le réseau Rhizome. Fin 2002, sept personnes vivent sur le lieu, dont seulement deux du département. *Ferme du Hayon, B 6769 Somme-thonne, tél : 063 57 90 80.*



DR

L'équipe de départ.

■ **Oasis en tous lieux.** De nouveaux projets sont en cours : La Ferme du Moulin, Charles Forner, 39, rue du Moulin, 67700 Landersheim, tél : 03 88 69 90 70 ; Oasis Les Naux, près de Sisteron, tél : 06 12 17 69 61 ; Le vieil Eclis, 44410 Asserac, tél : 02 40 01 77 29.

■ **Ardèche : rencontre Oasis.** Une rencontre sur le thème des Oasis en tous lieux se tiendra les 9 et 10 novembre à l'Oasis du Payzac, Les Chaussiers, 07140 Assions, tél : 04 75 88 57 40.

espéranto

■ **Verts européens.** Les députés verts européens ont décidé de diffuser largement dans les milieux de l'enseignement les conclusions du ministère de l'éducation italien de 1995 qui

conclut que l'apprentissage de l'espéranto en première langue internationale favorise par la suite l'apprentissage d'autres langues.

■ **Ariège : éco-tourisme.** un stage sur l'éco-tourisme se déroulera en espéranto, avec Anne Amblès, guide professionnelle, du 27 octobre au 2 novembre à Montferrier. *Claude Fressonnet, 43, place du Rumat, 09500 Mirepoix, tél : 04 68 60 54 17.*

■ **Nord : rencontre européenne.** Une rencontre des espérantistes d'Europe du Nord est organisée les 2 et 3 novembre à Morbecque-le-Parc (près d'Hazebrouck), avec des stages de 5 niveaux. *France Valet, 274, rue du Boulenniez, 59235 Bersée, tél : 03 20 84 96 09.*

■ **Lyon : parler en espéranto.** Des cours de conversations se tiennent au Kotopo, 14, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, les samedis 16 novembre et 14 décembre de 9h30 à 17 h. On peut passer discuter le temps que l'on veut. Des cours ont également lieu au centre social de Saint-Just (Lyon 5e), et à la MJC de Rillieux. Un cours est en préparation à Feyzin. Un diplôme universitaire est également en place à l'Université Lyon III, à la Manufacture des Tabacs. *Centre Espéranto région lyonnaise, 7, rue Major-Martin, 69001 Lyon, tél : 04 78 31 67 65.*

Habitat sain

■ **Belgique : formations.** *Nature et Progrès* organise des formations pour les professionnels le 6 novembre (matériaux et mise en œuvre), le 20 novembre (électricité), le 4 décembre (climat intérieur), le 18 décembre (formes et couleurs), le 8 janvier (gestion de l'eau), le 22 janvier (bois et peintures), le 5 février (énergies renouvelables). L'association propose aussi aux particuliers des samedis de la bio-construction : gestion de l'eau (16 novembre), géobiologie, feng-shui et vachou (21 décembre), électricité, éco-construction et environnement (18 janvier), climat intérieur, matériaux de construction (15 mars), bioclimatisme, panneaux solaires (12 avril). Enfin des visites de réalisation sont proposées le 17 mai 2003. *Nature & Progrès, 520, rue de Dave, 5100 Jambes.*

■ **Les trois petits cochons.** Une exposition intitulée «Habitat et environnement, les trois petits cochons et les autres» a été conçue par Jean-Pierre Oliva et Christian de Bock pour trois producteurs : Terre Vivante, l'ADIL Drôme et le CAUE Drôme, Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement. L'exposition concerne aussi bien le bâtiment neuf que la réhabilitation. L'exposition s'adresse aux maîtres d'ouvrage, aux professionnels de l'habitat, aux autoconstructeurs... Elle peut être complétée



pour les scolaires par une partie ludique «L'île aux cent choix, matériaux, techniques et architectures pour mieux construire». Réservation auprès de *Walter Acchiardi, CAUE, 46, rue Faventines, 26000 Valence, tél : 04 75 79 04 03.*

■ **Votre maison se visite ?** Envoyez-nous une photo si possible ainsi que les caractéristiques des alternatives mises en œuvre et les conditions de visite.

ILE-DE-FRANCE Radio Ici et maintenant

Après plus de cinq ans de censure du CSA (voir Silence n°208 et 219), Radio Ici et Maintenant réémet depuis quelques mois sur 95,2 FM.

Cette radio interactive est certainement unique au monde puisqu'elle laisse s'exprimer ses auditeurs sans filtrage, et ce la quasi-totalité du temps. Accessible sur les ondes seulement de 14 h à 19 h et de 23 h à 7 h. Les internautes peuvent l'écouter sur IciEtMaintenant.com.

Fêtes, salons, foires

■ **Cévennes : festival de la randonnée.** Du 1er au 3 novembre, tout un tas de visites thématiques guidées, à pied, dans les vallées cévenoles du Gard et de la Lozère. *Festival de la randonnée, place de l'Hôtel-de-Ville, BP345, 30115 Alès cedex, tél : 04 66 56 10 38.*

■ **Jura : 1ère foire écobio.** 2 et 3 novembre à la salle des fêtes de Longchaumois. 65 % d'exposants bio, artisans, associations, déchets, énergie, santé. Conférence sur les cantines bio. *Humeur bio, 12, rue de la Poyat, 39200 Saint-Claude, tél : 03 84 48 44 28.*

■ **Cantal : 7e foire de Massiac.** 2 et 3 novembre autour des variétés de pommes, en lien avec une semaine culturelle occitane, cent exposants, surtout producteurs, bio ou non, énergies renouvelables, médecine douce. *Office de tourisme, 24, rue du Docteur-Mallet, 15500 Massiac, tél : 04 71 23 07 76.*

■ **Finistère : 2e fête du vivant.** 3 novembre à Plonéour-Menez, 20 exposants : produits écologiques, énergies renouvelables, écopaysagistes. Thème de l'année : l'eau. *Fête du vivant, 13, chemin de Pen Helen, Stangalard, 29200 Brest, tél : 06 81 16 33 92.*

■ **Paris : Marjolaine.** 27e édition du 9 au 17 novembre. Le plus grand rendez-vous de l'année avec plus de 500 exposants au Parc floral de Paris, dans le bois de Vincennes. Thèmes des journées : bio, seconde génération (samedi 9), enjeux écologiques, les limites de la science (dimanche 10), agriculture biologique, réponse écologique et sociale (lundi 11), la biodiversité (mardi 12), l'écologie en pratique (mercredi 13), la mondialisation (jeudi 14), l'environnement (vendredi 15), commerce équitable (samedi 16), science sans conscience (dimanche 17). *SPAS, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.*

■ **Grenoble : film nature et environnement.** 17e festival. Alpes-Congrès, du 12 au 17 novembre. De 13 h à 23 h. Conférence d'Hubert Reeves, président d'honneur, le mercredi 13 novembre à 18 h. Autres conférences : agriculture de montagne et entretien du paysage, tourisme vert et avenir des terroirs, quelles pratiques sportives dans les espaces naturels, la loi Montagne, l'évolution des glaciers, les retombées de Tchernobyl dans les Alpes, le retour des grands prédateurs. *FRAPNA, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.*

■ **Nancy : 2e Bien être.** Salle Gentilly, 16 et 17 novembre. 20 exposants en santé. *SEIMRA, 33, résidence d'Armaucourt, 54670 Custines, tél : 03 83 49 07 46.*

■ **Haute-Garonne : forum régional de l'économie solidaire.** 22 et 23 novembre au centre des Congrès Diagona de Labège-Innopole. 100 exposants dont 60 entreprises éco-solitaires, des associations, des organismes de formation. *ADEPES, 73, chemin de Mange-Pommes, 31520 Ramonville-Sainte-Agne, tél : 05 61 75 16 76.*

■ **Lille : 2e salon du bien-être.** 22 au 24 novembre au Grand Palais. Bio, habitat sain, environnement, renouvelables, santé, tourisme vert. 40 conférences. *Expo Conseil, 8, rue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 59800 Lille, tél : 03 20 57 75 78.*

■ **Gard : journées de l'arbre.** 23 et 24 novembre à Saint-Jean-du-Gard. 16e éd. Animations autour des activités de l'abeille, jeu de l'oie géant, présentation de fruits tropicaux, débat sur le commerce équitable, présentation du réseau fruits oubliés. *Dimanches verts, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard.*

■ **Grenoble : Naturissima.** 18e éd. Du 23 novembre au 1er décembre à Alpeexpo. 160 exposants : santé, bio, habitat, environnement, renouvelables. 10 conférences, 9 ateliers. *Alpeexpo, avenue d'Innsbruck, BP 2408, 38034 Grenoble, cedex, tél : 04 76 39 66 00.*

■ **Gers : foire aux arbres.** 12e éd. 23 au 25 novembre à la Halle Verdier, à Auch. Thème : vignes sans traitements. *Fédérations des foyers ruraux, maison des associations, 29, chemin de Baron, 32000 Auch, tél : 05 62 05 69 25.*

■ **Paris : festival du chanvre.** 3e éd. 29 novembre au 1er décembre à l'Espace Austerlitz. 45 exposants de produits à base de chanvre. *Paka, chez Chanvre et compagnie, 31, rue Voltaire, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 78 25.*

■ **Le Havre : 1er univers bio.** 30 novembre au 1er décembre, à Dock Café, 50 exposants bio. *CPM Communications, 15, rue Vattelère, 76290 Montivilliers, tél : 02 35 20 06 56.*

Terrorisme informatique

Une nouvelle forme de terrorisme se développe que nous n'avons pas évoquée dans notre article du mois d'octobre. Depuis quelques années, les centrales nucléaires, les ports pétroliers et autres centres de gestion de l'énergie sont reliés entre eux par le biais d'internet. Rien de plus facile alors pour des terroristes informatiques de pénétrer dans ces réseaux informatiques pour en bloquer le

fonctionnement. Aux USA, les compagnies d'électricité ont ainsi subi 1280 attaques dans les six mois après le 11 septembre 2001, soit une hausse de 77 % en un an. Les attaques proviennent pour la plupart d'Europe ou d'Amérique du Nord. 7 % des attaques viennent de pays suspectés d'héberger des terroristes, principalement le Koweït, l'Égypte, le Pakistan. D'autres attaques ont été recensées sur les contrôles de flux de pétrole dans les oléoducs, ou sur les systèmes d'alimentation d'eau. (*Courrier international, 18 juillet 2002*)

Eolien

■ **Gigantisme.** La plus grosse éolienne actuellement en fonctionnement atteint 4,5 MW de puissance avec des pales de 112 m. Elle est de marque Enercon. D'autres firmes annoncent des puissances encore supérieures : 5 MW (pales de 110 et 116 m) pour Pfeiderer et Repower, 6 MW (120 m) pour Dowec. La course au gigantisme devrait toutefois connaître une limite, la vitesse en bout de pale atteignant presque la vitesse du son sur les plus grands modèles.

■ **Espagne : processus de concertation.** Très peu de contestation des grandes éoliennes en Espagne car les compagnies d'électricité s'y prennent autrement qu'en France. Ainsi, en Navarre, la société hydroélectrique de Navarre (EHN) a proposé au débat 74 sites envisagés. Après avoir entendu les protecteurs de la nature et du paysage, seuls 29 sites ont été retenus, sur lesquels sept parcs ont déjà vu le jour, totalisant fin août 773 MW. Le plus gros site, Guerinda, près de Pamplone totalise 200 machines pour une puissance de 124 MW. (*Stap-Golfech, septembre 2002*)

■ **Languedoc : potentiel énorme.** Une étude de l'ADEME Languedoc-Roussillon, portant sur la totalité de la région montre que 547 000 hectares, soit 21 % du territoire, pourrait faire l'objet d'implantation d'éoliennes. Actuellement, seulement 0,2 % de ce territoire fait l'objet d'une étude pour l'implantation d'éoliennes pour un potentiel total de 700 MW. Si l'on couvrait 20 % des 547 000 hectares, cela représenterait sensiblement l'équivalent du parc nucléaire français. Il n'y a donc pas d'obstacle à se passer du nucléaire, mais uniquement des choix politiques à faire !

■ **Puy-de-Dôme : installation contestée.** SIIF-Energies, filiale d'EDF, envisage d'installer douze éoliennes de 90 m entre le col des Supeyres et le lac des Pradeaux. Des habitants des communes concernées ne s'opposent pas à ces éoliennes mais à l'emplacement choisi et s'étonnent du manque de concertation de la SIIF pour ce projet. *Pour la montagne, éoliennes oui, mais non ! Emmanuel Durand, 63600 Valcivières.*

■ **Vendée : débat préventif.** Un projet de parc éolien est prévu à Bouin, face à l'île de Noirmoutier, à la limite avec la Loire-Atlantique. 8 éoliennes devraient fournir une puissance de 19,5 MW. Elles seront placées sur des polders. Elles seront gérées par le syndicat départemental d'énergie et d'équipement de la Vendée pour 3 d'entre elles et par SIIF-EDF pour les 5 autres. L'originalité du projet a été de travailler en liaison avec la LPO, ligue pour la protection des oiseaux, afin de réduire au maximum les conséquences pour la faune locale : le chantier se fera entre septembre et février pour éviter les périodes de nidification, la chasse au gibier d'eau sera interdite à proximité pour éviter les collisions lors de fuites d'oiseaux... La production devrait être de 40 millions de kWh, soit de quoi alimenter 20 000 foyers. L'implantation des éoliennes sera l'occasion pour EDF d'enterrer les lignes électriques existantes, soit un gain paysager. Le coût est de 23 millions d'euros. *Espace infos énergies, tél : 02 41 18 59 40.*



Arrêter les appareils en veille !

Les 7 et 8 février à Tokyo, les spécialistes de la maîtrise de l'énergie se sont retrouvés pour échanger leurs informations sur les ressources possibles. Dans le domaine résidentiel, des études ont montré que les appareils en veille consumaient jusqu'à 22 % de la consommation d'un ménage en Allemagne, 9,4 % au Japon, 11,6 % en Australie, 8 % au Royaume-Uni. Les veilles ou «standby» concernent les télévisions, fours à micro-onde, fax, enregistreurs sons et image, répondeurs, cafetières, convertisseurs, ordinateurs, répondeurs, scanners, télécommandes, chargeurs, lave-linge... Or il est possible pour tous ces appareils de mettre en place des interrupteurs à ral-lumage automatique qui éviteraient ce gaspillage. (*Tam-Tam, mai 2002*)

EUROPE Objectif 2010

Une directive européenne fixe pour 2010 l'obligation pour chaque pays d'atteindre 22% de sa production d'énergie à partir des énergies renouvelables. L'Autriche est actuellement en tête avec 85 % de son électricité qui provient de l'hydraulique, du bois et du solaire soit environ 40 % de sa consommation d'énergie totale. D'autres pays sont en voie d'atteindre cet objectif : le Danemark, l'Espagne, l'Irlande, le Luxembourg et les Pays-Bas. Tous ces pays soit n'ont pas de centrales nucléaires (Autriche, Danemark, Irlande, Luxembourg) soit se sont engagés dans la sortie (Espagne et Pays-Bas). Les deux derniers pays européens sont l'Italie et la France. Si en France, au mieux 19 % de l'électricité est hydraulique, cela ne représente que 8 % de la consommation finale d'énergie. Des milliers de projets d'éoliennes sont actuellement bloqués pour des raisons politiques : justifier le lancement d'une nouvelle série de centrales nucléaires.

Habitats et énergies naturelles qui d'une part, a négocié le prix des capteurs, d'autre part, elle vous aide dans le montage des dossiers de subvention. *Habitats et énergies naturelles, 11, route d'Abbaretz, 44170 Nozay, tél : 02 40 79 76 68.*



SUISSE Maintien du service public

Par 52,6 % des voix, les Suisses ont rejeté le 22 septembre dernier, une loi sur la libéralisation du marché de l'énergie. Cela devrait permettre de maintenir en l'état le service public. Le débat a été largement perturbé par le langage des multinationales qui prétendaient que cela permettrait aux consommateurs de choisir l'origine de leur électricité (nucléaire ou éolienne par exemple). Dans la réalité, les groupes écologistes (Verts, WWF...) appelaient à refuser cette loi : le recours aux énergies renouvelables peut parfaitement se faire en maintenant le service public. C'est aussi le message que devraient comprendre les syndicalistes français, qui restent persuadés que les antinucléaires sont contre le service public.

Microhydraulique Quel potentiel ?

Le rapport Cochet de 2000 estimait que l'on pouvait augmenter de 1000 MW la microhydraulique actuelle qui atteint pour le moment environ 2400 MW. Toutefois, des études plus détaillées en Corse et en Midi-Pyrénées ont montré depuis que l'on pouvait sans doute faire mieux.



Solaire : groupement d'achats

Si vous désirez acheter et installer un chauffe-eau solaire, vous pouvez bénéficier de l'aide de l'association

ISÈRE Exposition

L'AGEDEN, Association grenobloise pour les énergies renouvelables, propose une exposition qui sera du 28 octobre au 9 novembre à la bibliothèque Paul-Langevin, de Saint-Martin-d'Hères, du 16 au 23 novembre au Clos des Chartreux, à Tullins. Une conférence y aura lieu le vendredi 22 novembre pour débattre de l'exposition. *AGEDEN, Le Trident, bât A, 34, avenue de l'Europe, 38100 Grenoble, tél : 04 76 23 53 50.*



**Bure :
300 x 8
euros**

La lutte contre le projet d'enfouissement souhaite se doter d'un permanent pour assurer la coordination entre les différentes initiatives des comités locaux. Pour le financer, la coordination cherche 300 personnes qui acceptent de verser mensuellement 8 euros par virement automatique. 200 personnes se sont déjà engagées fin septembre, et vous ? *Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs, BP 17, 52101 Saint-Dizier cedex, tél : 03 25 04 91 41.*

Tchernobyl

■ **L'ONU fait la quête !** Les derniers chiffres de l'ONU sont effrayants : huit millions de personnes, principalement en Ukraine et en Biélorussie, sont malades des suites de Tchernobyl. L'ONU et son service de santé l'OMS n'arrivent plus à faire face aux demandes de ces deux Etats et cela d'autant plus que depuis 1999, les grands pays du G8, producteurs de réacteurs nucléaires, ont refusé de verser leur participation financière pour les soins... préférant donner de l'argent pour construire de nouveaux réacteurs nucléaires à l'Est. L'ONU a ouvert un site internet (www.chernobyl.info) qui demande explicitement aux personnes de verser de l'argent pour venir en aide aux populations. D'un côté, via nos impôts, on paie donc pour construire du nucléaire, et par nos dons pour en soigner les victimes !

■ **Corse : zones contaminées.** La Corse connaît une augmentation rapide des cancers de la thyroïde. Globalement, il y a trois fois plus de cas qu'en

métropole. Dans la région de Niolo, ce taux est même six fois plus élevé. Solenzara est la ville la plus contaminée du fait des fortes pluies au moment du passage du nuage radioactif, début mai 1986. Comme les Corses consomment beaucoup de produits locaux (lait, champignons, gibier), les conséquences sont encore plus importantes sur leur santé.

AUTRICHE Ensemble pour le soleil et la liberté

A l'occasion de l'anniversaire de Tchernobyl, en avril 2001, les groupes antinucléaires ont lancé un fonds d'épargne « Ensemble pour le soleil et la liberté ». Il est un peu particulier : les donateurs y placent leur argent. Leur argent sera bloqué jusqu'à la victoire pour la fermeture de la centrale de Temelin, situé en République Tchèque, proche de la frontière. Les intérêts sont reversés à la coordination antinucléaire qui a ouvert un fonds de soutien au développement des énergies renouvelables du côté tchèque. Une commune tchèque s'est montrée intéressée par l'initiative : Vezovata Plane et elle va bénéficier d'une aide du fonds pour la création d'un centre de formation professionnel dans le domaine des énergies renouvelables. Pour le moment ce fonds d'épargne n'est actif que dans ces deux pays, mais par la suite, il peut être envisagé de l'étendre à d'autres pays.



Tchernobyl vue du ciel.

EDF Privatisation contre relance du nucléaire ?

Le gouvernement étant sommé par l'Europe de privatiser au moins partiellement EDF, celui-ci a intérêt à ce que cela marche mieux que pour les privatisations précédentes (France-Télécom est dans le rouge). Pour cela, il faut que les comptes d'EDF soit attirants... ce qui n'est pas vraiment le cas actuellement. EDF a perdu en 2001 plus de 500 millions d'euros dans la crise argentine, les acquisitions à l'étranger sont souvent hasardeuses et l'endettement d'EDF augmente (22 milliards d'euros fin 2001). Mi-septembre, le gouvernement a demandé à la direction d'EDF d'arrêter ses investissements pour le moment... au risque de devoir faire payer ces coûts au consommateur français. Espérons que cette réflexion mènera, en suivant la même logique, à renoncer au lancement d'un nouveau réacteur nucléaire, qui entraînerait un endettement initial important pour un remboursement seulement dans 15 à 20 ans. Le temps de retour sur les centrales au gaz (5-6 ans) ou sur les éoliennes (3 à 5 ans) est bien plus intéressant.

Lignes Haute tension et santé

Sciences et Avenir de mai 2002 raconte qu'à la fin des années 80, EDF installe une ligne de deux fois 400 000 volts au-dessus de la ville de Coutiches, à proximité de Douai, dans le département du Nord. Pour calmer les opposants, EDF s'engage à faire un suivi médical des personnes qui vivent sous les lignes. Dès les premières prises de sang qui suivent la mise en route des lignes, 45 % des riverains présentent une carence en fer. Les maux de tête, herpès, eczéma, zona, se multiplient. Après de multiples démarches, plus de vingt familles vont déménager jusqu'en 1997. Le déménagement fait, le retour à la bonne santé est rapide. C'est EDF qui discrètement a racheté les habitations, y relogant ses salariés. Puis comme personne ne voulait y habiter, EDF a revendu les maisons à un tiers de leur valeur... tout en cessant de faire les analyses de sang des nouveaux occupants... Et ainsi il n'y a plus de problème. Rappelons que le Réseau Sortir du nucléaire a été condamné il y a trois ans pour avoir écrit à propos des lignes à haute tension qu'EDF menait une politique « sciemment criminelle ». EDF a gagné

le procès en diffamation sur le mot « sciemment » mais n'a pas attaqué sur le mot criminel.

SAVOIE Sous haute tension

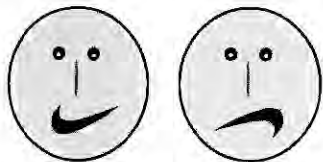
En 1987, l'Italie a renoncé au nucléaire... mais n'a pas mis en place depuis de politique énergétique cohérente, se contentant d'importer de France de l'électricité en grande partie nucléaire ! Et comme EDF y trouve son compte, elle envisage de construire, depuis la même date, une ligne de 400 000 volts qui passerait par la vallée de la Maurienne. De quoi exporter l'équivalent de près de deux tranches de réacteurs nucléaires (1800 MW). En 1991, la ligne est déclarée d'utilité publique, mais de nombreux élus locaux estiment que la vallée a déjà suffisamment souffert des liaisons avec l'Italie. Les élus préfèrent s'engager dans le tourisme vert autour du Parc de la Vanoise. La ligne est sans cesse reportée. En 1996, la déclaration d'utilité publique est prolongée de cinq ans... et en 2001, sa validité expire. Début 2002, EDF vient de relancer l'affaire, estimant toujours la ligne nécessaire à ses visées commerciales. La mobilisation contre une nouvelle enquête publique reprend donc logiquement. *Vivre en Maurienne, Villabernon, 73140 Saint-Michel-de-Maurienne, tél : 04 79 56 57 40.*

LIMOUSIN La Cogéma mise en examen

Début septembre, après plusieurs années de lutte pour les associations locales, il a été enfin possible d'obtenir la mise en examen de la Cogéma pour pollution et abandon de déchets sur les sites de ses anciennes mines d'uranium. Les associations dénonçaient depuis plusieurs années la radioactivité mesurable dans le lac de Saint-Pardoux qui accueille une base de loisirs. Les analyses de la CRIIRad en 1994 puis en 1998 avaient montré une contamination élevée en uranium 238, uranium 235, radium et fluorure.

Le lac de Saint-Pardoux est une (radio-)active base de loisirs.





Porteur Travailleur

Nike : quelques évolutions

Depuis 1992, de très nombreuses associations mènent campagne contre le premier fournisseur de chaussures de sport pour dénoncer les conditions d'exploitation des ouvriers dans les pays du Sud. La campagne a pris une telle ampleur que le 12 mai 1998, Phillip Knight, son fondateur reconnaissait que sa marque était devenue le symbole de «salaires de misère, de travail forcé et de mauvais traitements». Nike va donc engager à partir de ce moment-là tout un travail pour améliorer son image... tout en cherchant à ne pas trop grignoter ses bénéfices. La firme va ainsi faire passer une charte à ses sous-traitants interdisant le travail des enfants de moins de 16 ans, à élever les normes de sécurité et de santé au sein et autour des usines. Nike développe des programmes d'éducation et de micro-crédits. Elle met en place son propre système de surveillance avec une trentaine d'inspecteurs. Nike adhère à plusieurs plateformes de contrôle des conditions sociales. En 2001, Nike publie son premier rapport social sur Internet. Elle y reconnaît les difficultés à faire prendre des mesures par les sous-traitants, le non-respect des horaires, des erreurs de salaire, l'absence de droits syndicaux... Cela ne calme pas la campagne : les associations disent que les contrôles sont insuffisants, annoncés à l'avance ce qui permet de faire partir les enfants et d'écarter les personnes revendicatives. En avril 2002, Nike a adhéré à la FLA, Fair Labor Association, ce qui l'oblige à accepter les contrôles inopinés. Les associations demandent que Nike abaisse le temps de travail dans les usines de 60 à un maximum de 48

heures hebdomadaires, que les salaires permettent une vie décente, que Nike se donne les moyens de faire appliquer les mesures qu'il annonce, qu'il garantisse la liberté syndicale et d'association (convention de l'Organisation internationale du travail). En attendant le boycott de la marque continue.

Semaine de la solidarité internationale

■ **Calendrier.** Cette semaine se déroule dans une centaine de villes. Le programme est accessible sur internet : www.commerceequitable.org.

■ **Agen : tour du monde solidaire.** Du 12 au 29 novembre, animations en milieu scolaire, débats publics... *Anima Terre, 108, boulevard de la Liberté, 47000 Agen, tél : 05 53 96 42 92.*

■ **Dijon.** Samedi 16, à la salle municipale de Genlis (salle les Frémis Roussottes), à 20 h, théâtre, dégustation, film sur la construction d'une école à Madagascar, débat. Samedi 23, à 20 h, à La Vapeur, film «le café et l'addition», dégustation et concert de reggae. Du 21 au 24 novembre, exposition-vente annuelle du groupe Artisans du monde au Celler de Clairvaux. Vente et dégustation de produits issus du commerce équitable, campagne de sensibilisation sur les conditions de travail dans les usines de jouets en Asie. Du 16 au 24, mairie annexe de la Fontaine-d'Ouche, et centre social Bachelard à Marsannay-la-Côte, exposition, films débats sur l'Amérique du Sud, les exclusions et la xénophobie. Des petits déjeuners solidaires sont proposés dans plusieurs écoles. *Artisans du monde, 7-9, rue Charue, 21000 Dijon, tél : 03 80 44 97 33, Max Havelaar, tél : 03 80 49 80 83.*

■ **Nantes : forum international de la jeunesse.** Du 15 au 30 novembre, à Saint-Sébastien-sur-Loire, avec la venue d'une dizaine de jeunes Maliens. *Vivre, 10 bis, boulevard Stalingrad, 44000 Nantes, tél : 02 51 86 10 89.*

■ **Laval : forum de la solidarité internationale.** Le 24 novembre, avec de nombreux stands. *Les Trois mondes, 10, rue de Strasbourg, 53000 Laval, tél : 02 43 53 81 54.*

■ **Grenoble : environnement et développement.** Colloque organisé le 20 novembre au Lycée Champollion, La Fontaine, 38206 Grenoble cedex.

■ **Limoges : autobus de la solidarité internationale.** Du 2 au 23 novembre, à Limoges et dans la région. Intervention dans les lycées. *Maison des droits de l'Homme, 37, rue Frédéric-Mistral, 87000 Limoges, tél : 05 55 35 81 24.*

■ **Montpellier : Conflits, paix et développement.** Colloque organisé du 15 au 30 novembre par *Maison des Tiers-Monde et de la Solidarité Internationale, 27, boulevard Louis-Blanc, 34000 Montpellier.*

■ **Besançon : bouge ta planète !** Concours auprès des jeunes du 18 au 20 novembre suivi d'une exposition des projets retenus. *RECIDEV, 3, avenue du Parc, 25000 Besançon, tél : 03 81 41 05 87.*



Occupation des travaux en mars 2002.

Equateur : le pétrole destructeur

Un oléoduc est actuellement en construction entre la frontière colombienne et la mer. Sur 500 km, d'est en ouest, il détruit sur son passage onze sites naturels protégés. Le tube franchit plus de 100 fleuves et rivières et touchera ainsi plus de 40 % des eaux qui abreuvent Quito, la capitale. Les propriétaires ont reçu un avis d'expulsion. Tout ça pour favoriser le business de l'OCP, un consortium dans lequel se retrouvent les compagnies pétrolières suivantes : Occidental petroleum (USA), Keer McGee (USA), Alberta Energy (Canada), Techint et Perez (Argentine), AGIP (Italie), Repsol (Espagne) et des banques Westbank (Allemagne), Citybank (USA), Banco del lavoro (Italie), BBVA (Espagne). Les associations de défense de l'environnement avaient proposé que le nouvel oléoduc suive le tracé du premier installé en 1972, mais le consortium a décidé de construire le nouveau, en parallèle, 80 km plus au nord. L'histoire du premier oléoduc est pourtant significative : 45 ruptures en trente ans, avec à chaque fois des pollutions, plusieurs personnes brûlées vives dans des explosions, des raffineries détruites par les accidents. Le consortium avance qu'il fait travailler les ouvriers locaux. Les associations disent que le travail ne dure que quelques mois, les dégâts durent toujours. Le pétrole est essentiellement destiné à l'exportation vers la Californie.

Des associations, regroupées dans le collectif *Accion por la vida* (Action pour la vie) ont essayé de mettre en place des campements de résistance. Sur le terrain d'un paysan qui a refusé de vendre, un camp tiendra le coup trois mois, de janvier à mars 2002. Le lieu est stratégique : il s'agit d'une crête à 2800 m d'altitude, où le passage du pipeline est très délicat. De nombreux étudiants sont venus de tout le pays pour participer à cette occupation. Les associations écologistes ont commencé à relayer cette action au niveau international. Greenpeace a lancé une campagne en Allemagne pour demander le retrait du projet de la banque allemande. Des manifestations ont été violemment réprimées dans la capitale (coups de feu ayant fait deux blessés dont un grave). Le 25 mars, la police envahit le camp. 19 personnes sont arrêtées, 14 étrangers (dont deux Français) et 5 Equatoriens. Des paysans en soutien bloquent des camions de tubes. La police récupère les camions dans la plus grande violence. Le maire de Quito intervient pour calmer le jeu et finalement ceux qui étaient en prison sont tous libérés. Mais l'OCP porte alors plainte contre les mêmes pour sabotage et demande une énorme indemnité... le but est atteint, tous les étrangers s'en vont. Le procès des cinq Equatoriens devrait se tenir cet automne. Fin juin, 22 représentants d'associations écologistes italiennes sont venus à Quito pour rencontrer la direction locale d'AGIP et leur annoncer le lancement d'une campagne contre eux en Italie. En juillet, Julia Butterfly, célèbre aux USA pour être restée sur un séquoia pendant deux ans, vient rejoindre les activistes locaux. Elle est vite arrêtée et expulsée quatre jours plus tard. Le gouvernement fait la chasse aux touristes écologistes et justifie l'oléoduc par le nécessaire développement. Les associations lui rappellent que, depuis la mise en place du premier oléoduc, la dette du pays augmente sans cesse et le nombre de pauvres a augmenté de 44 %. L'information circule par internet : www.actionpourelavie.free.fr (en français) ou www.acionvida.org (en espagnol)

"LES MARCHÉS" / LES MARCHÉS AU QUÉBEC



Un pesticide à mettre hors de combat

Plusieurs associations se sont associées pour lancer une campagne pour l'interdiction du paraquat, un herbicide qui provoque de nombreux accidents dans les pays du Sud.

Le paraquat est un des herbicides les plus utilisés au monde. Ce produit, découvert en 1955, fait partie de ceux dits «non sélectifs», c'est-à-dire utilisable contre toutes les mauvaises herbes. Il est employé dans les petites exploitations et les grandes plantations pour les cultures d'exportation : bananes, cacao, café, coton, huile de palme, ananas, caoutchouc, canne à sucre.

Il est fabriqué par l'entreprise suisse Syngenta, née en octobre 2000 de la fusion des sections agrobusiness de Novartis (Suisse) et d'AstraZeneca (Royaume-Uni et Suède). Le siège de la société est à Bâle (Suisse). Syngenta est la plus grande entreprise agrochimique du monde et réalise 85 % de son chiffre d'affaires grâce aux pesticides. Parmi eux, l'herbicide Gramoxone®, un produit à base de paraquat, tient une place de choix : 8 % des ventes, environ 500 millions d'euros, en 2001. Ce produit détient le 3e rang au palmarès des herbicides les mieux vendus au monde.

Dangereux pour les utilisateurs

Le paraquat est un produit hautement toxique. L'ingestion d'une seule cuillère à thé suffit à entraîner la mort. Il n'existe aucun antidote à ce jour. Ce danger pour la santé est très préoccupant dans les pays où l'utilisation du produit en toute sécurité est difficilement réalisable.

Outre les empoisonnements, un contact ou une exposition prolongée au paraquat ont des effets néfastes : nausées, maux de tête, saignements de nez, brûlures de la peau, ongles endommagés ou perdus, lésions oculaires. Les plus exposés sont les employés des plantations qui le pulvérisent quotidiennement ainsi que les petits paysans qui l'utilisent sans y être préparés. Une enquête dans les plantations de fruits en Afrique du Sud a montré que les tra-

vailleurs exposés au paraquat avaient une capacité pulmonaire de 10 à 15 % inférieure aux autres travailleurs (1). Au Costa Rica, une diminution de l'utilisation de paraquat entre 1993 et 1996 a entraîné une chute de 40 % des blessures dues aux pesticides.

La paraquat présente des risques pour l'environnement. L'Université Cornell (USA) l'a classé parmi les substances «très persistantes» dans les sols. En décembre 2001, le comité scientifique des plantes de la Commission européenne a exprimé son inquiétude sur les effets de cet herbicide sur la faune, particulièrement les lièvres et les oiseaux.

Contesté mais toujours vendu

Malgré sa toxicité, le paraquat est vendu sans restriction dans la plupart des pays. Il ne figure pas sur la liste des pesticides dangereux de la Convention de Rotterdam de 1998 sur le Consentement informé préalable. L'OMS, Organisation mondiale de la santé, le classe dans la catégorie des produits «moyennement dangereux», même si certains pays comme les Etats-Unis le considèrent comme «hautement dangereux». Son usage est toutefois interdit en Autriche, au Danemark, en Finlande, au Koweït, en Slovénie et en Suède. Il est soumis à restriction dans d'autres pays.

Bien que le paraquat soit critiqué depuis les années soixante, Syngenta continue de promouvoir ce vieux produit nocif. Dans son rapport 2001, la firme a annoncé l'ouverture d'un nouveau site de production en Chine et compte développer les ventes dans ce pays.



Pulvérisation de pesticide sans protection.

Une campagne contre le paraquat

Le 22 avril 2002, la veille de l'assemblée générale annuelle de Syngenta, plusieurs organisations, la Déclaration de Berne (Suisse), Pesticide Action Network Royaume-Uni (PAN UK), Pesticide Action Network Asie-Pacifique (PANAP), Foro Emaüs (Costa Rica), Tenaganita (Malaisie), la Société suédoise pour la protection de la nature (SSNC), ont lancé une campagne internationale pour demander le retrait des herbicides à base de paraquat.

La première réponse de l'entreprise fut claire : elle n'envisage pas de retirer ses produits à base de paraquat. Elle affirme qu'utilisé conformément aux instructions et avec précaution, cet herbicide ne présente pas de risques pour la santé et l'environnement.

Pour les animateurs de la campagne, Syngenta doit prendre ses responsabilités : au vu des conditions actuelles d'utilisation dans les pays en voie de développement, il est irresponsable de promouvoir et de vendre un produit aussi dangereux.

Julien Reinhard ■

Déclaration de Berne.

Contact : Déclaration de Berne, case postale 212, rue de Genève 52, 1000 Lausanne 9, Suisse, tél : 021 620 03 03, site : www.ladb.ch.

(1) John Madeley, Paraquat-Syngenta's controversial herbicide, avril 2002.





Du côté du ministère

Pour étudier le «fondement d'une nouvelle relation entre l'homme, la nature et l'économie», Roselyne Bachelot, ministre de l'Écologie a créé une commission qui rendra ses conclusions en janvier 2003. Elle a nommé à sa tête Yves Coppens. Pas de quoi être rassuré quand on se rappelle que celui-ci écrivait dans *Le Monde* du 3 septembre 1996 : «Qu'on cesse de peindre l'avenir en noir ! L'avenir est superbe. La génération qui arrive va apprendre à peigner sa carte génétique, accroître l'efficacité de son système nerveux, faire les enfants de ses rêves, maîtriser la tectonique des plaques, programmer les climats, se promener dans les étoiles et coloniser les planètes qui lui plairont. Elle va apprendre à bouger la Terre pour la mettre en orbite autour d'un plus jeune Soleil». Ça, ça sent le développement durable !

Déchets

■ **L'invasion des canettes.** En 1999, la production mondiale de canettes pour les boissons a été de 114 milliards d'unités. La plupart finissent dans la nature. Coca-Cola s'était engagé en 1990 à utiliser 25 % de matériaux recyclés avant 2000. La firme vient de refaire la même promesse pour 2005. (*Correspondance Francis Desmoulin*)

■ **Antarctique : nettoyage.** L'Australie veut collecter et recycler les 300 000 tonnes de déchets abandonnés sur le continent antarctique par les missions scientifiques ou non. Ce continent reste malgré cela celui qui reste le plus naturel. (*Tam-Tam, avril 2002*)

■ **Nîmes : site inondé.** Heureusement que les opposants à l'incinération provoquent des retards dans les constructions. Début septembre, lors des inondations qui ont submergé le Gard, le site de La Bastide a été complètement inondé. C'est là que doit se construire un incinérateur. S'il avait été en fonctionnement, les métaux lourds présents dans les mâchefers, généralement stockés à même le sol, auraient tout pollué en aval.

Transports

■ **Développement des petites voies fluviales.** Alors que les grands investissements dans les canaux à grands gabarits comme le canal Rhin-Danube se révèlent non-rentables, on assiste en parallèle à une remontée de l'activité sur les canaux de petites tailles, canaux dits Freyssinet du nom du concepteur du réseau français. Ainsi, de 1997 à 2002, le trafic sur



ces canaux a augmenté de 28 %, soit plus que tous les autres modes de transport. Plutôt que de vouloir faire des autoroutes fluviales style le projet de canal Rhin-Rhône, il serait bon de favoriser le développement des canaux existants (et il y en a entre le Rhin et le Rhône) : automatisation des écluses, entretien des fonds pour permettre d'utiliser tout le gabarit des péniches, formation de marinières... (*Alsace-Nature, été 2002*)

■ **Relance de l'A51 ?** Le gouvernement a annoncé début septembre qu'il lançait une étude pour étudier le meilleur tracé entre Grenoble et Sisteron. La FRAPNA, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, rappelle que cette comparaison a déjà été faite il y a sept ans (avec Bernard Pons comme ministre). On sait que le tracé Est par Gap est nettement plus cher à cause des ouvrages d'art exceptionnels à réaliser (viaduc sur l'Ebron et tunnel sous le Faraud). Mais on sait également que les services techniques de l'Etat (direction régionale de l'équipement PACA et CETE d'Aix-en-Provence) ont démontré, au cours des derniers mois, qu'en aucun cas le trafic présent et futur sur cet axe ne pouvait justifier une autoroute. Au maximum, dans 20 ans, il pourrait y avoir 10 000 véhicules/jour. Les directives européennes placent la barre de rentabilité à 25 000 véhicules/jour. La FRAPNA conclut donc que réaliser une autoroute sur cet axe serait une décision politique et non économique, et dans le cas d'un choix autoroutier par Gap, ce serait une décision politicienne. La FRAPNA espère que l'audit demandé par le ministre De Robien sur les projets d'infrastructures routières et ferroviaires en France, à rendre fin décembre permettra de sortir du rêve autoroutier. *FRAPNA Isère, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 98 49.*

■ **Strasbourg : covoiturage.** Depuis 1999, l'association Auto'trement met en place un système de covoiturage avec des locations de courtes durées (de 1 à 24 heures). Trois formules d'abonnement sont proposées selon la fréquence d'utilisation. La réservation se fait par téléphone ou internet. Il faut ensuite aller chercher le véhicule sur l'un des quatre parkings équipés (bientôt sept) et le véhicule doit être

Vélos

■ **Véloroutes.** On compte 367 bicyclettes pour 1000 habitants en France, un chiffre en hausse. Le ministère de l'aménagement du territoire a adopté en décembre 1998 le principe de la création de 7000 à 9000 km de véloroutes, des itinéraires uniquement cyclables. De forts tronçons existent déjà dans les Landes, en Bourgogne, des projets prévoient la possibilité de rejoindre la Belgique à l'Espagne en passant par Paris (réseau vert), Orléans, Bordeaux, le pays Basque ; un autre itinéraire prévoit de relier Genève à Sète en longeant sur la totalité de son parcours en France le fleuve Rhône. A Sète, la liaison se ferait avec le canal du Midi le long duquel il est possible de rejoindre Toulouse. Un itinéraire le long de la Garonne devrait alors permettre de joindre Bordeaux. On peut suivre l'avancement des projets sur internet auprès du site de l'Association européenne des voies vertes : www.aev-egwa.org.



■ **Zürich : parking vélos.** Le plus grand parking vélo a été construit sous la gare de la ville : 1100 places. Aucun bruit de moteur, aucun gaz d'échappement. Les gens qui viennent prendre le train peuvent y laisser leur vélo moyennant un abonnement annuel de 82 euros. Une étude montre que le parking est autant utilisé par les hommes que par les femmes, et autant en semaine qu'en week-end. Les Suisses sont les plus grands utilisateurs du train au monde et le vélo est un complément utile entre le lieu de résidence et la gare. (*Courrier international, 19 septembre 2002*)

■ **Suisse : vélo électrique rapide.** Lors de la dernière course de véhicules solaires en Australie, l'école d'ingénieurs de Bienne a présenté un vélo électrique Intellibike que l'on peut recharger en deux heures avec des photopiles. Sur route, ce vélo, bourré d'électronique, adapte sa vitesse à la nature du sol et à l'effort fait sur les pédales. Il a traversé l'Australie (3025 km) à la vitesse moyenne de 66 km/h avec un record de vitesse de 99,2 km/h. Le prototype a coûté un demi-million d'euros. Les ingénieurs espèrent pouvoir par la suite proposer un vélo électrique de ville qui ira aussi vite qu'une voiture. (*Courrier international, 19 septembre 2002*)



■ **Paris : j'en ai pour deux minutes.** De nombreuses voitures stationnent sur les pistes cyclables. Quand un cycliste fait une remarque, la réponse est souvent «j'en ai pour deux minutes». Pour montrer l'absurdité d'une telle réponse, le 23 mars, des cyclistes du Réseau Vert, du mouvement de défense de la bicyclette et d'autres se sont retrouvés et ont fait quelques haltes imprévues au milieu de la chaussée. Une grande banderole annonce aux automobilistes «J'en ai pour deux minutes», les cyclistes laissent leurs vélos au milieu de la chaussée et s'égaillent sur les trottoirs, pendant que les policiers sont bien obligés de calmer les excités du klaxon. Arrêt rue de Beaubourg, rue de Saint-Pères et rue de Rennes... à chaque fois un peu plus de deux minutes, comme pour les automobilistes. Rue de Rennes, une voiture abandonnée sur le trottoir est d'ailleurs remise à sa place : au milieu de la circulation. L'idée d'une telle action vient de Chambéry où une vingtaine de cyclistes avaient déjà fait ce genre d'opération. *Réseau Vert, 114, rue du Château, 75014 Paris, tél : 01 42 71 04 14.*

ramené au même endroit. Il y a actuellement 6 voitures disponibles pour 90 adhérents, l'objectif étant d'atteindre 40 véhicules pour 600 adhérents d'ici 2004. L'abonnement permet de venir chercher le véhicule par les transports en commun. *Mikael Lux, Auto'trement, 24, rue Vieux-Marché-aux-Vins, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 15 58 92.*

■ **Chalon-sur-Saône : déviation automobile.** La RN6 qui traverse la ville étant saturée (malgré l'autoroute voisine), un projet de contournement par l'Est a vu le jour qui proposerait un détour de plus de 10 km aux

automobilistes. En juin 2002, une première concertation fait ressortir que 82 % des personnes des communes concernées sont soit hostiles soit indifférentes au projet. Mais les élus veulent de l'aménagement du territoire. Problème : cela passe à proximité des zones de captage d'eau. Cela avait déjà conduit à annuler un projet autoroutier à l'est de la ville en 2000. Les associations locales s'appuyant sur cette décision juridique demandent l'annulation du nouveau projet. *Saône et Doubs vivants, 6, rue de Chalezeule, 25000 Besançon, tél : 03 81 53 39 46.*

Effet de serre

■ **Johannesburg : gaspillage durable.** La conférence de Johannesburg est la plus grande jamais organisée par l'ONU : 20 000 délégués des Etats, 45 000 représentants de la société civile, plus de 5000 journaux. Il convient d'y ajouter des milliers de représentants des multinationales. Toutes ces personnes ont copieusement pollué en venant en avion. Cela a nécessité de plus la mobilisation de milliers de policiers sud-africains et de 5000 étudiants qui ont assuré l'encadrement. Résultat : les multinationales ont gagné, rien n'a été décidé.

■ **Johannesburg : cher sommet ?** L'ONU a annoncé que le sommet a coûté 80 millions d'euros. Si cela représente 67 % du budget annuel de la santé du Mali, cela ne représente finalement que 27 % d'un seul avion Rafale.

■ **Couche d'ozone sauvée ?** En 1987, après de longues années de tergiversation, les Etats adoptaient enfin le protocole de Montréal interdisant l'émission des CFC, des molécules fortement suspectées d'être à l'origine de la destruction de la couche d'ozone. L'accord ayant été à peu près respecté, il a quand même fallu attendre quinze ans pour en mesurer les effets. Fin septembre, un rapport de l'ONU sur le sujet indique qu'il semble que le trou soit maintenant en régression... et que la situation pourrait revenir à la normale d'ici une cinquantaine d'années.

■ **Nuage de pollution.** Un nuage de pollution de 10 millions de km² (20 fois la taille de la France) stagne depuis 1996 au-dessus d'une grande partie de l'Asie. Deux cents chercheurs ont publié une étude le 12 août dernier sur ce phénomène observé par satellite. Composé de gaz carbonique, de cendres, d'acides, d'aérosols, de CO et de bien d'autres particules, il résulte des feux liés à la déforestation, à la combustion des moteurs des véhicules, de la combustion dans les industries, de la cuisine au bois... Il arrête entre 10 et 15 % de la lumière solaire, ce qui a des conséquences notamment sur les planctons à la base des chaînes alimentaires. Le nuage modifie considérablement la pluviométrie du sud-est asiatique : les pluies se raréfient au nord-ouest de l'Asie et augmentent le long de la côte est. La fréquence des pluies diminue et elles durent par contre plus longtemps. Les rendements agricoles baissent du fait de la baisse de la lumière mais aussi de la pluie qui précipite au sol une partie de la pollution acide qui stagne dans l'air. (Tam-Tam, octobre 2002)

■ **Nucléaire : la mauvaise solution.** Certes le nucléaire est peu émetteur de gaz à effet de serre, mais il ne fournit que 3 % de l'énergie mondiale. En restant au niveau actuel, les stocks d'uranium seront épuisés dans moins de cent ans. Pour seulement atteindre 60 % de l'énergie, il faudrait construire des milliers de réacteurs... mais alors les stocks seraient épuisés en cinq ans.

■ **Centrales nucléaires menacées.** De nombreuses centrales nucléaires ont été construites au niveau de la mer pour se servir de cette dernière comme fluide de refroidissement. Une hausse du niveau de la mer pourrait avoir des conséquences dramatiques : si l'on sait évacuer des populations, il est beaucoup plus difficile d'envisager de déplacer un cœur de réacteur hautement radioactif. Normalement, on ne peut reconditionner un cœur qu'après l'avoir laissé reposer pendant une cinquantaine d'années. Et personne ne sait où sera le niveau de la mer dans cinquante ans. L'inondation du site de la centrale du Blayaïs, près de Bordeaux, en décembre 1999, est là pour nous rappeler que ceci n'est pas un scénario de science-fiction.

■ **Tuvalu : tout va à l'eau.** Depuis une dizaine d'années, les îles Tuvalu sont inondées aux grandes marées d'équinoxe. Les îles de cet Etat culminent à 1,5 mètre au-dessus de l'eau. Cet Etat a d'abord construit des digues, mais cela se révèle inutile : l'eau de mer remonte par-dessous par capillarité. Le gouvernement de Tuvalu demande maintenant l'asile environnemental aux pays voisins, la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Il y a seulement 11 000 habitants. Tuvalu en veut particulièrement aux Australiens qui refusent de les accueillir et qui refusent toujours de signer le protocole de Kyoto. La Nouvelle-Zélande a accepté de recevoir 75 personnes par an à partir de cette année. Le gouvernement de Tuvalu estime qu'à l'allure actuelle, son Etat aura totalement disparu sous les flots d'ici 2030.



■ **Angleterre : eaux plus chaudes.** Les eaux au large de la Cornouaille, réchauffées par le Gulf Stream, sont de plus en plus chaudes : depuis 1980, dix-huit nouvelles espèces de poissons y ont été en effet pêchées. Des espèces venues des eaux du sud. (Isère-Nature, été 2002)

■ **Inondations et pollutions.** Après les graves inondations qui ont dévasté l'Europe centrale cet été, les médias ont été très discrets sur les pollutions qui ont suivi. Elles sont pourtant nombreuses : les eaux ont balayé d'immenses zones industrielles dans

les pays traversés et emmené quantité de produits polluants. Une usine de chlore, en République Tchèque, qui possédait des stocks de dioxine a contribué à polluer le Dresde jusqu'en Allemagne.



■ **Venise : sous les eaux.** En comparant le niveau d'eau actuel avec celui d'un tableau très précis de Giovanni Antonio Canal réalisé en 1872, on en conclut que l'eau a monté de 80 cm soit de 2,7 mm par an. Une part peut provenir de l'enfoncement de la ville, mais le plus probable est que la mer Adriatique monte. (WWF, été 2002)

■ **Indemnités dérisoires.** Le fonds européen d'aide aux sinistrés des catastrophes dites «naturelles» a débloqué un milliard d'euros pour l'Europe centrale sous les eaux... alors que les dégâts sont évalués à 6 milliards. La tempête de 1999 a coûté 8 milliards d'euros. Celle du sud-est n'a pas encore été totalement chiffrée (peut-être un milliard). Le croirez-vous ? Les plus motivés pour lutter contre la menace climatique, ce sont les compagnies d'assurances !

■ **Esso contre E\$\$.** Greenpeace mène une importante campagne d'information sur son site internet concernant les actions de la firme Esso pour empêcher tout accord visant à réduire les gaz à effet de serre. La multinationale n'a rien trouvé de mieux pour répliquer que de demander au tribunal d'interdire le détournement de leur logo en E\$\$. Greenpeace a été condamné le 8 juillet et a fait appel au nom de la liberté d'expression. Bizarrement, la firme n'a attaqué qu'en France, alors que ce logo est utilisé depuis un an dans de nombreux pays européens. Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02, www.greenpeace.fr.

■ **Poudre aux yeux.** Le gouvernement Raffarin a accepté le 19 juillet le «programme national de lutte contre le changement climatique» proposé par les industriels et qui avait été refusé en mars dernier, car trop flou, par l'ancien gouvernement. Ce programme s'aligne bien sur les recommandations européennes en terme d'objectifs mais ne précise pas comment les industriels devront faire pour y parvenir, ni les sanctions qui pourraient intervenir en cas de non respect de ce programme. Pire, le plan précise que les industriels fran-

çais pourront réviser leurs engagements en cas de «changement significatif des circonstances économiques». Autant dire que les finances demeurent la priorité. Nul doute que ce plan «poudre aux yeux» sera parfaitement inefficace.

■ **Peugeot et les puits de carbone.** Plutôt que de remettre en cause la production de ses voitures, la firme avait mis en avant la notion de puits de carbone. Puisque les voitures libèrent du gaz carbonique, la firme en fixerait autant en plantant des arbres. Peugeot a alors calculé qu'il lui faudrait planter au moins 5000 hectares d'arbres par an soit un piégeage dans le bois de 50 000 tonnes de carbone annuel. Pour cela, la société, qui cherche à se développer en Amérique du Sud, a choisi, en 1999, de planter des arbres au nord-ouest du Mato Grosso, au Brésil. Pour vérifier que ses calculs de fixation de gaz était juste, la firme a décidé de travailler sur un terrain nu. Elle a ainsi fait déverser 5000 litres de désherbant sur 1500 hectares de pâturage... en contradiction avec les lois locales sur l'environnement. L'agence fédérale de l'environnement a fait des photos montrant les animaux et les reptiles tués par le traitement et une amende de 10 000 dollars a été prononcée contre Peugeot. La société Naudet qui doit fournir les semences à Peugeot a demandé l'autorisation d'exporter six variétés locales de plantes tropicales officiellement pour étudier ce qu'il fallait mieux planter. Mais très vite, les Brésiliens se sont étonnés des variétés étudiées : noix du Brésil, caoutchouc, cajou... et ont suspecté une volonté de biopiraterie. Les autorités brésiliennes interdirent l'exportation, mais semble-t-il trop tard, des lots de plantes ayant été vus dans le port de Paranaguá, au sud de Sao Paulo, à destination de la France. Le gouvernement brésilien a demandé à ce que les études soient faites par des scientifiques du pays et non par les laboratoires de l'ONF en France. Les peuples autochtones sont alors montés au créneau pour dénoncer cette opération : si l'on veut vraiment aider la forêt tropicale, il faut mieux lutter contre la déforestation que procéder à des reforestations artificielles et où la biodiversité sera de toute manière faible. Ils rappellent qu'une des raisons de la déforestation est la recherche pétrolière et de métaux, les deux étant destinés à la voiture. En septembre 2000, ils dénoncèrent «une stratégie mondiale pour exploiter nos terres et territoires et violer nos droits fondamentaux en développant une nouvelle forme de colonialisme. Ces puits ne serviront pas à réduire les émissions de gaz, mais ils donneront aux pays industriels un stratagème pour éviter de réduire les émissions à la source». (Edith Wenger, Alsace-Nature, été 2002).



CANADA

Disparition des bélugas

Ces petites baleines sont passées de 5000 à 650 dans l'estuaire du Saint-Laurent en un siècle. La chasse n'est pas en cause : elle a cessé depuis 1979. 27 % des cadavres autopsiés présentaient un cancer. Les bélugas fouillent les sédiments pour manger les invertébrés qui s'y trouvent. Ces vases sont fortement contaminés par des HAP, hydrocarbures aromatiques polycycliques provenant d'usines d'aluminium situées en amont sur la rivière Saguenay. Les ouvriers et la population voisine de ces usines présentent aussi un taux élevé de cancers. (*Le Monde*, 14 avril 2002)



Les oiseaux se meurent

Une étude réalisée pour le compte du Muséum national d'histoire naturelle, portant sur l'observation et le suivi de 89 espèces d'oiseaux en France pendant treize ans, conclut à une baisse significative de la présence de 27 espèces dont l'hirondelle, plusieurs pouillots et mésanges, l'alouette des champs, les perdrix rouge et grise, le vanneau, le verdier, le bouvreuil pivone, le serin, les moineaux domestique et friquet. Au niveau mondial, une étude publiée en mai 2002 par le *World Watch* arrive à la même conclusion en relevant que 900 espèces d'oiseaux sont menacées. La première cause de ce déclin est la perte des habitats, en particulier la perte des forêts sauvages ou des buissons. La deuxième cause est la perte de nourriture du fait de l'usage des pesticides qui tuent les insectes. Une troisième cause est en train d'apparaître : la difficulté pour les oiseaux de résister aux aléas climatiques violents qui perturbent la nidification et la reproduction. (*Politix*, 8 mai 2002)



Migration d'oiseaux.

NE VOUS INQUIÉTEZ PAS, ON S'OCCUPE DE TOUT !...



AZF n'aura servi à rien ?

A la suite de l'accident d'AZF, à Toulouse, le 21 septembre 2001, le gouvernement avait décidé la création de 150 postes d'inspecteurs des installations classées. Le gouvernement Raffarin a annoncé début septembre que pour des raisons budgétaires, ces postes ne seraient pas créés (*Vert-contact*, 14 septembre 2002)

CORRIDA

Campagne Ricard

Pour demander à la société Paul Ricard de ne plus sponsoriser les corridas, une campagne de cartes postales a été lancée. On peut se procurer les cartes (contre remboursement des frais d'envoi) auprès de *Alliance pour la suppression des corridas*, BP 85, 30009 Nîmes cedex 4, tél : 04 66 64 22 97.

LILLE

Bénévolat et protection de la nature

Un colloque sur ce sujet se tiendra le jeudi 31 octobre à Grand Palais à Lille. Seront abordés la question des chantiers nature, de l'éducation à l'environnement, de la place des bénévoles, des transmissions de savoirs, des liens possibles avec les entreprises, la place des citoyens dans la problématique de l'environnement. Ce colloque est précédé du 27 au 30 octobre par quatre chantiers internationaux dans une dune, une réserve naturelle dans une tourbière, et deux réserves naturelles volontaires. Le vendredi 1er novembre, des visites sont organisées : réhabilitation de ter-

Abeilles en danger

L'écologie a mis en avant l'importance des chaînes alimentaires : vous tuez les renards et vous êtes envahis par les surmulots ! Que se passerait-il si les abeilles venaient à disparaître ? Elles sont responsables de la pollinisation d'une partie des plantes et de la plupart des plantes cultivées. Plusieurs scientifiques dont Hubert Reeves ont émis un pronostic : la perte des abeilles entraînerait, par manque de pollinisation, un effondrement de la production agricole, une famine rapide. Inquiétant, non ?

Eh bien, qu'en est-il ? Il y a environ 1,35 million de ruches en France. Habituellement, en hiver, la mortalité touchait 10 % des abeilles. Ce chiffre est monté ces dernières années à 60 %. Chaque année, au printemps, il faut réimplanter des essaims dans 300 à 400 000 ruches (soit un tiers de la population). Depuis 1995, la production de miel de tournesol est en chute libre.

Les apiculteurs ont beau multiplier les manifestations pour dénoncer les produits de traitements phytosanitaires, probables coupables, rien n'y fait. En 1999, le Gaucho de Bayer a été «suspendu» d'utilisation, mais d'autres produits voisins (le Régent) semblent avoir le même effet.

Une plante OGM qui s'autoféconde ? Voilà qui doit faire rêver les industriels.



riels, marais, littoral et protection. Le samedi 2 novembre, une animation «Ilot nature» est organisée au centre de Lille. *Maison de la nature et de l'environnement*, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 53 98 85.

SAÔNE-ET-LOIRE

Forêt menacée

La fondation de France est légataire de la forêt de Montmain, 300 hectares à côté d'Autun. Outre sa grande valeur paysagère et écologique, elle renferme des vestiges gallo-romains (une villa, un aqueduc). La fondation de France chercherait à vendre cette propriété, avec un risque évident d'exploitation de celle-ci... contrairement à la volonté de la donatrice. Une campagne de cartes postales est en cours pour demander que collectivités locales et fondation de France trouvent une solution qui respecte l'intégrité de la forêt. *Autun-Morvan-Ecologie*, BP 22, 71401 Autun.

que ces barrages qui déstructurent encore plus l'agriculture locale, sont financés en partie par l'Europe. Les comités locaux ont reçu le soutien du WWF qui mène une campagne au niveau international pour obtenir le retrait de ces financements. Ils ont également le soutien de la Confédération paysanne qui dénonce la monoculture du maïs.

- *Sepanso Béarn, MJC du Lau, avenue du Loup, 64000 Pau.*
- *WWF, 188, rue de la Roquette, 75011 Paris.*
- *Gabas Nature et Patrimoine, rue du Pic du Midi, 64420 Eslorenties, tél : 05 59 04 13 11.*
- *Collectif Eau-Adour Transparente, Ende Doman, La Bertrande, 32400 Fustérouau, tél : 05 62 09 08 25.*

Sorties nature

■ **Midi-Pyrénées.** Nature Midi-Pyrénées propose des sorties : histoire de mammifères (16 novembre), les hivernants (23 novembre), les oiseaux d'hiver (7 décembre), traces et indices, pas à pas (14 décembre)... *Nature Midi-Pyrénées*, 14, rue de Tivoli, 31068 Toulouse cedex.

■ **Drôme.** La FRAPNA, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, propose : champignons et plantes toxiques (9 novembre), sur les traces des loups du Vercors (10 novembre), observation de la lune et du ciel (12 novembre), chamois et bouquetins (16 novembre), chamois et rapaces (17 novembre), journée d'écovolontariat plantation d'arbres (23 novembre), rando à vélo (1er décembre). *FRAPNA-Drôme*, 9, rue du Lycée, 26000 Valence, tél : 04 75 81 12 44.



■ **Inde : résistance.** Le 18 juin dernier, à l'appel du syndicat KRRS, Karnataka Rajya Ryota Sangha, (association des agriculteurs du Karnataka, ceux qui ont organisé en Europe la caravane intercontinentale) et de groupes écologistes, des militants ont envahi les entrepôts d'une compagnie de semences à Davangere. Ils ont emporté les semences de coton transgénique et les ont incendiées publiquement pour demander au gouvernement indien d'interdire ces semences au risque d'autres attaques de ce genre. KRRS, Prof. Nanjundaswamy president, 2111, 7th-A Cross, 3rd Main, Vijayanagar 2nd stage, Bangalore, 560 040 India.



■ **Afrique : comment imposer les OGM.** En 1999, l'Union européenne et le FMI ont obligé le Malawi à privatiser des firmes dont celles de semences. Les entreprises qui se sont créées pour avoir un capital de départ ont bénéficié de prêts du secteur bancaire. Pour rembourser, elles ont dû vendre dès l'année suivante une partie des stocks de céréales en réserve, sur ordre du FMI. Le pays s'est retrouvé alors sans semence. Devant ce manque de semence, les USA ont proposé leurs aides... en envoyant des semences de maïs OGM. Et le tour est joué ! Les écologistes locaux avaient pourtant proposé un autre scénario : donner des terres aux petits producteurs, les statistiques montrant que les rendements sont dix fois plus importants que sur les grandes fermes, et les petits agriculteurs pouvant en partie produire leurs propres semences (sauf lorsque comme dans le cas du maïs, on utilise déjà des semences hybrides qui empêchent la reproduction). Deux autres pays qui luttent contre l'introduction des OGM, le Zimbabwe et la Zambie ont connu des scénarios assez similaires. Au Zimbabwe, le conflit entre les grands propriétaires blancs et le gouvernement ont provoqué une baisse dramatique de la production, la Zam-

Aspartame, produit dangereux



L'aspartame est un produit que l'on retrouve un peu partout dans les produits light, les compléments alimentaires et d'autres produits pour diabétiques. Plusieurs médecins ont fait le rapprochement entre l'usage de l'aspartame et des problèmes de santé. Ce sucre de substitution n'est en effet pas stable : à partir d'une température de 20°C, l'alcool méthylique qu'il contient se transforme en formaldéhyde puis en acide formique. L'acide formique est le poison qu'injectent les fourmis pour se défendre. Dans

le corps, cet acide provoque la formation de méthanol. Ce dernier est suspecté de participer à l'apparition de la sclérose en plaques et du lupus systémique. Le lien entre consommation de boissons light et ces deux maladies a été prouvé. De même, certains patients présentent des problèmes de la vision et de l'ouïe. En arrêtant la consommation d'aspartame, certains patients ont vu leur maladie disparaître. La consommation d'aspartame est présentée comme un moyen de maigrir. C'est totalement faux. Un rapport fait pour le Congrès américain conclut que «ce produit crée chez le consommateur un besoin maladif d'hydrates de carbone et les fait grossir». Une étude a montré que le seul arrêt de la consommation de l'aspartame fait en moyenne maigrir les patients de 9,5 kilos.

Il a été également montré un lien entre l'aspartame et la maladie d'Alzheimer. Cette dernière se déclenche plus tôt chez les consommateurs d'aspartame, parfois dès l'âge de trente ans.

Une autre étude médicale de l'université d'Emory, USA, montre un lien entre la consommation d'aspartame par les femmes enceintes et le retard mental chez les enfants.

La consommation de boissons light en quantité pendant la guerre du Golfe, alors que celles-ci ont été bues à des températures élevées dans le désert est actuellement suspectée d'avoir un lien avec les maladies apparues depuis chez de très nombreux soldats.

L'alternative à l'aspartame, pour ceux qui ne peuvent consommer du sucre, est le miel ou à la rigueur le sirop de glucose. (Valériane, été 2002)

bie a connu une famine. Les deux pays ont finalement accepté l'aide des USA... qui ne leur a proposé qu'une aide sous forme de semences OGM. (Mail & Gardian, Johannesburg, repris dans Courrier international, 29 août 2002)

■ **Belgique : communes sans OGM.** Nature & Progrès mène une campagne pour que les communes prennent des arrêtés contre les cultures OGM. En septembre 2002, cinquante-cinq communes ont voté contre les OGM. Nature & Progrès, 520, rue de Dave, 5100 Jambes, tél : 081 30 36 90.

■ **Grande-Bretagne : poulets morts.** Une étude britannique montre que dans les élevages où les poulets sont nourris avec du maïs transgénique, les taux de mortalité sont doubles que dans les autres élevages. (Campagnes solidaires, été 2002)

■ **Grande-Bretagne : intestins contaminés.** Une étude vient de révéler que certains fragments d'ADN provenant d'OGM se trouvaient assimilés au niveau des tissus des intestins de l'être humain. On ne sait pas pour le moment quelles peuvent en être les conséquences. (Appel de Bâle, septembre 2002)

■ **Maires menacés de poursuites.** Lors du congrès du maïs qui s'est tenu à Pau, le 19 septembre, le ministre de l'agriculture Hervé

Gaymard a clairement annoncé que les autorisations d'essais d'OGM en plein champ relevaient de la compétence de l'Etat et que les maires qui prendraient des mesures interdisant ces essais sur leurs communes seraient déferés par les préfets devant les tribunaux.

■ **Sud-Ouest : détournement de moratoire.** Le moratoire européen interdit la culture de maïs OGM en plein champ ? L'AGPM, syndicat des producteurs de maïs du Sud-Ouest a trouvé une astuce légale en se procurant des semences datant d'avant le moratoire. Estimant que la loi n'est pas rétroactive, elle a revendiqué d'avoir semé 18 hectares de maïs OGM cette année. Le 15 septembre, la Confédération paysanne a organisé une journée «cherchons les OGM» pour essayer de trouver les parcelles concernées.

TOULOUSE Naturopathie

L'association Bio-Santé 31 propose des cours d'initiation aux méthodes naturelles de santé, à la naturopathie fondamentale, les mardis 14, 21 et 28 janvier et 4 février 2003. Elle propose également un cours sur l'alimentation et la santé, les mardis 11, 18, 25 mars

Santé

et 1er et 8 avril 2003. Les cours ont lieu de 18h30 à 20 h, 18, rue des Sept-Troubadours, à Toulouse. Cours animés par Catherine Martinez, présidente de l'association. Bio-Santé 31, 2355, route du Plantaurel, 31860 Labarthe-sur-Lèze, tél : 05 61 08 51 96.

SOMME La Chrysalide

La Chrysalide vous propose de nombreuses activités autour de la chromothérapie (soins par la couleur), la musicothérapie (soins par la musique) : cures, gestes, théâtre, contes, danse, dessin, etc. La Chrysalide, 22 bis, rue du Moulin, 80480 Vers-sur-Selle, tél : 03 22 95 51 00.

ISÈRE Bien naître et grandir

L'association Bien naître et grandir propose des conférences à 20h30 à la Maison de la nature et de l'environnement de Grenoble : accoucher aujourd'hui (5 novembre), la réflexologie plantaire (12 novembre), aimer l'enfant avant sa naissance (22 novembre), parentalité sans violence (3 décembre), vaccination : de la soumission à la conscience (11 décembre)... Bien naître et grandir, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 13 07 76.

1ER DÉCEMBRE Journée mondiale de lutte contre le sida

A Paris, pour l'occasion, l'artiste Fabrice Hybert installera, près du canal de l'Ourcq, à l'emplacement des Jardins des Brouillards, dans le parc de la Villette, une immense mosaïque de céramiques sur plus de 1000 m². Chaque céramique portera des dessins ou des messages d'espoir et l'ensemble formera un ruban rouge dénoué pour marquer l'ouverture espérée de l'actuel logo. Ensemble contre le sida, 228, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris, tél : 01 53 26 45



Fracture sociale

■ **Salaires des plus riches.** Dix-sept PDG français ont accepté de publier leur revenu de l'an 2000. Résultat : une moyenne de 498 fois le SMIC. C'est moins qu'aux USA où les patrons des multinationales touchent en moyenne 531 fois le salaire minimum. Les 473 dirigeants de sociétés c t es en bourse ont gagné en moyenne un salaire de 2,29 millions d'euros, en hausse de 36 % en un an.

Les écarts de salaires entre les PDG et le salaire de monsieur tout-le-monde sont en hausse constante. Aux USA, on est passé de 42 fois le salaire minimum en 1980 à 85 fois en 1990 et 531 fois aujourd'hui.

■ **Imposition des riches.** Le Cercle d'étude des revenus et des coûts dans son rapport 2001 confirme que la fiscalité est foncièrement injuste : « Sur les 80 milliards de revenus du capital, plus de la moitié est totalement exonérée d'impôts. Ce sont « les ménages à forte capacité d'épargne qui peuvent le mieux mettre à profit ces exonérations ». Conclusion : la fiscalité dont le rôle est normalement de diminuer les écarts de richesse ne remplit pas du tout son rôle.

■ **Les plus riches de France.** 212 000 foyers fiscaux sont assujettis à l'ISF, l'impôt de solidarité sur la fortune, qui ne touche que ceux qui ont un patrimoine supérieur à 720 000 euros (4,7 millions de francs). Les 1000 plus riches dépassent 14 millions d'euros, les 100 plus riches 132 millions d'euros. (*Alternatives économiques, février 2002*)

■ **Cumul du travail.** Les 50 principaux nantis de France cumulent 397 postes de direction, 491 mandats d'administrateurs, 208 mandats de représentants permanents et 117 autres fonctions (conseils de surveillance, présidences d'organismes divers) soit au total 1213 postes et,

Paysages de France attaquée par un afficheur !

L'association *Paysages de France* a réussi à faire démonter un grand nombre de panneaux publicitaires illégaux dans toute la France, à obtenu de McDo, l'abaissement de ses logos à la hauteur légale, à obtenu le démontage des immenses raquettes à l'entrée des grands centres commerciaux... L'afficheur Défi, dont Dauphin est actionnaire majoritaire, attaque l'association pour diffamation, suite à un article dans son bulletin listant des infractions dans les Hauts-de-Seine. Le procès aura lieu le 26 novembre, l'afficheur demande 100 000 euros de dédommagement. *Paysages de France, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 03 23 75.*

en moyenne, 24 postes par individu. Un patron peut donc occuper 24 postes à la fois. On imagine mal un ouvrier travaillant dans 24 usines à la fois. (*Marianne, 11 mars 2002*)

Politique agricole commune

■ **Moins de subventions, plus de petits agriculteurs.** Selon les gros producteurs, la réforme du système d'attribution des subventions agricoles est impossible. Une étude publiée par le GRAPEA Poitou, l'association comptable AFCA et complétée par la commission agriculture des Verts montre pourtant qu'il serait possible de diminuer considérablement ces subventions...   condition de renoncer à l'agriculture intensive. L'étude qui compare les élevages « au champ » et hors-sol montre que le travail de deux personnes permet dans le premier cas de dégager 19800 à dont 17400 hors primes, pour le second 16 300 à dont seulement 6850 hors primes. Les premiers agriculteurs non seulement peuvent pratiquement se passer des subventions, mais en produisant 25 % en moins et en occupant moins d'espace (27 hectares en herbe contre 44 hectares en céréales diverses) peuvent permettre le maintien d'autres éleveurs à leurs côtés

(cinq exploitations pour les premiers, trois pour les seconds). Cette étude insiste aussi sur le coût énergétique : le premier groupe utilisant de l'herbe (graminées et légumineuses) n'utilise pas d'engrais, pas de produits phytosanitaires, pas d'irrigation. Comme les cultures sont pérennes, cela diminue le nombre des labours et semis et ils sont finalement environ 15 fois moins consommateurs en énergie que les seconds. Enfin, l'étude conclut que leur travail est plus agréable car ils sortent plus souvent à l'extérieur pour aller chercher les troupeaux. (*Ecovev,  t  2002*)

■ **Mettre en place une politique durable.** Les Amis de la Terre, au niveau européen, ont réalisé une plateforme pour définir ce que pourrait être une nouvelle politique agricole commune qui soit orientée dans le sens d'une démarche durable. Une démarche durable signifie d'aller vers une agriculture écologique, que l'accès à l'alimentation soit équitable en qualité et en quantité (sans OGM, sans intrants superflus), que l'on valorise la diversité biologique, que l'on favorise les exploitations regroupées sur des parcelles proches, que l'on favorise la commercialisation locale pour augmenter le lien entre producteur et consommateur, que les prix soient calculés en fonction d'une production durable au sein de l'Europe et non en fonction des cours internationaux, que les agriculteurs bénéficient d'un niveau d'hygiène et de sécurité décents, qu'ils soient employeurs ou employés, que les relations de l'Europe avec le reste du monde se fassent sur la base des réflexions menées sur le commerce équitable. Cela peut se traduire dans les faits par la mise en place de normes agricoles minimales pour pouvoir bénéficier d'une aide financière, que les subventions favorisent le développement local (la qualité) et non la production (la quantité), que soit garanti le principe du pollueur-payeur, que les multinationales agricoles et alimentaires aient des pouvoirs limités, que ces conditions soient respectées par les nouveaux membres adhérents à l'Union européenne... Il existe un document détaillé de ces propositions (16 pages) que l'on peut demander à : *Les Amis de la Terre, 2 bis, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 32 22.*

■ **Urbanisation.** Chaque année environ 50 000 hectares de terres agricoles disparaissent en France du fait de l'avancée des villes, des zones industrielles et des aménagements routiers. (*Ecovev,  t  2002*)

Mac Crado

■ **Chute des fast-foods.** Rien ne va plus dans l'alimentation rapide. La chaîne Quick, qui accumule les pertes, est en vente. Burger King (non implanté en France) a annoncé un chiffre d'affaires en recul de 1,5 % en 2001. Quant   MacDonald's, leader sur ce marché, son chiffre d'affaires progresse encore de 1 % au premier semestre 2002, mais son résultat d'exploitation recule de 8 % et le résultat net de 33 %. Ses ventes baissent de 5,5 % en Asie, de 0,1 % aux USA. C'est en Europe qu'il résiste le mieux : +5,5 % de ventes. L'action MacDo est passée de 48 dollars en 2000 à 30 aujourd'hui.

■ **Obésité.** Aux USA, 27 % des personnes souffrent d'obésité, 61 % de surpoids, des pourcentages qui augmentent très rapidement. Une étude met en cause le grignotage et l'introduction des fast-foods dans les écoles et les hôpitaux. 300 000 personnes meurent chaque année d'obésité.



Vulcania contre Futuroscope

Lancé avec beaucoup de retard et un budget largement dépassé, Vulcania, près de Clermont-Ferrand, a drainé plus de 300 000 visiteurs pendant l'été. Comme le nombre de touristes n'est pas extensible, cela s'est fait au détriment du Futuroscope qui est au bord du dépôt de bilan. Le premier a été voulu par Giscard, le deuxième a été initié par Monory, sur la commune de Jean-Pierre Raffarin.



**JOURNÉE
SANS
ACHAT**

La journée sans achat aura lieu le 23 novembre. L'occasion pour ceux qui le veulent d'aller discuter dans la rue des raisons pour lesquelles on achète, à qui, dans quelles conditions, et de rappeler que le bonheur ne s'achète pas. *Casseurs de Pub, 11, rue Croix-Paquet, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 09 82.*

Mauvais garçons

Une ordonnance de 1945 organisait la primauté de l'éducation sur le répressif. Avec la lepénisation des esprits, un virage vient d'être pris.



Il y a les bons et les mauvais garçons. Les bons garçons sont doués en classe et familiales en Afrique, polis avec les grandes personnes ou victimes d'une mine antipersonnel en Asie. En France, les mauvais garçons, qui habitent généralement de tristes immeubles dans de lointaines banlieues, sont issus de l'immigration et prennent de plus en plus tôt leurs vilaines habitudes. Les candidats en capacité d'être élus à la présidence de la République ont fait de vraies promesses pour mettre un terme aux pénibles sentiments d'insécurité nés des vilaines habitudes des mauvais garçons.

Les candidats auraient pu promettre des banlieues à la campagne, du travail pour tous, des classes moins nombreuses, davantage de professeurs et d'éducateurs, des sanctions pour les policiers violents, une meilleure répartition des richesses, le droit de vote des étrangers, la suppression de la double peine et même la lune. Ils auraient pu écouter les professionnels de l'enfance payés pour trouver des solutions aux difficultés de

la vie. Non, ils ont préféré s'en remettre à des conseillers en communication en charge de leur réélection. Ils ont donc promis de mettre en prison les mauvais garçons et de supprimer les allocations familiales des mauvais parents (une mesure qui a les faveurs de Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret). L'un des candidats a été élu avec une écrasante majorité.

Une promesse de tolérance zéro, c'est une intolérance infinie.

Le 3 août, le Parlement lui a donné les moyens de tenir ses promesses : il a voté la loi d'orientation et de programmation sur la justice qui prévoit la suspension de la part d'allocations familiales pour les parents d'un enfant placé dans un centre éducatif fermé, l'extension du recours au témoignage anonyme (dit sous X) aux délits punis de six mois d'emprisonnement... et une peine de six mois de prison pour délit d'outrage à enseignant. On peut y ajouter pêle-mêle le jugement de mineurs par des juges de proximité non professionnels, la mise en détention de mineurs de 13 à 16 ans qui n'ont pas respecté les conditions de placement, l'abaissement à dix ans du seuil de responsabilité pénale, l'ins-

tauration d'une procédure de jugement à délai rapproché... et autres manifestations d'une même promesse de tolérance zéro, c'est-à-dire d'intolérance infinie.

La gauche sonnée par sa défaite, est peu bavarde : son programme en matière de justice des mineurs ne brillait pas par sa différence avec celui de la droite. Et si les organisations professionnels et les associations de droits de la personne ou familiale sont tenté de s'opposer en développant un bel argumentaire début août, leur propos s'est affalé dans la torpeur estivale comme un vacancier sur la plage. Le 29 août, le Conseil institutionnel validait la loi d'orientation sur la justice, gelant pour longtemps une philosophie qui ressort désormais de la lepénisation des esprits et non plus de la République. L'ordonnance de 1945 organisait la primauté de l'éducation sur le répressif sans exclure la prison, mais s'appliquant à ne pas mélanger les deux. Cela en sera fini avec la mise en place de «centres éducatifs fermés» qui consistent à enfermer les mauvais garçons dans des prisons qui n'en ont pas le nom pour leur apprendre à vivre dehors à leur place.

Contre l'avis des professionnels de l'enfance (magistrats, travailleurs sociaux, chercheurs, etc.), ce sont encore près d'un millier de nouvelles places de prison aux effets pervers avérés qui vont être mis en chantier. Il apparaît dès lors que les solutions préconisées, toutes aggravantes de la situation initiale, sont un leurre offert à l'opinion. Pour combien de temps et à quel prix ? Un processus que condense admirablement le propos de l'écrivain Didier Daeninckx déclarant en avril dernier : «Personne n'a rappelé que la plus effroyable des insécurités, c'est l'insécurité sociale (...) Il est presque devenu impossible devant les actes de déviance, de poser cette simple question qui hante les romans du 19e siècle : pourquoi cet homme a-t-il volé ?».

Messieurs Perben et Sarkozy ont choisi de substituer la répression aux mesures éducatives, sans convier le ministre de l'éducation nationale à leur réflexion expéditive. Un ministre de l'éducation nationale peu inquiet apparemment de voir piétiner ses plates-bandes et justifiant même la diminution du nombre des enseignants. Qui sont les mauvais garçons ?

Bernard Bolze ■

Fondateur de l'Observatoire international des prisons
Animateur de la campagne contre la double-peine.

Petites phrases

«Moins on a d'idées, plus on se masacre pour elles»
Anne Archet.

Essais nucléaires

■ **Moruroa : demande d'ouverture des dossiers.** L'association *Mururoa E Tatou* réclame de l'Etat français l'ouverture des dossiers médicaux des personnes ayant travaillé ou ayant été à proximité du site des essais nucléaires. En un an, l'association a été rejointe par plus de mille personnes : du personnel, mais aussi les familles et des voisins, des îles comme de la métropole. Selon une étude locale, le taux de cancers est de 34 % dans un rayon de 700 km autour du site contre 17 % dans l'hexagone.

■ **Sahara : 291 hommes contaminés.** Le Point du 2 août a révélé qu'en 1960, la France a profité d'essais nucléaires en plein air dans le Sahara pour simuler une bataille pendant une guerre nucléaire. 291 hommes, pour la plupart des appelés, ont dû avancer, juste après l'explosion atomique, en direction du point d'impact. Certains à pied, d'autres dans des chars. Certains équipés de compteurs Geiger se souviennent qu'ils sonnaient comme des réveils. Des animaux et des véhicules avaient été disposés dans un rayon de 3 km pour connaître les effets du souffle. Les véhicules ont fondu comme du chocolat, quant aux animaux...

Marchands d'armes Actions d'actionnaires

Plusieurs associations britanniques et néerlandaises ont décidé de prendre des actions des grands marchands d'armes pour intervenir dans les assemblées générales des actionnaires. Ainsi le 3 mai 2002, un petit groupe a interrompu le discours du président de BAES, British Aerospace Systems, aux cris de «Arrêtez de vendre des armes à des régimes oppressants». Le 18 mai, EADS tenait son AG dans un hôtel

Occupation de British Aerospace, 1er producteur d'armes en Grande Bretagne.



BRITISH AEROSPACE

d'Amsterdam, Lagardère ayant choisi d'installer son siège social aux Pays-Bas pour des raisons financières. Une soixantaine d'actionnaires contestataires étaient présents. Après trois questions posées par eux, Lagardère et Bischoff qui présidaient la séance ont perdu patience et ont décidé d'interrompre la réunion. Il se trouve que la loi néerlandaise oblige une société à répondre à toutes les questions des actionnaires. Plusieurs actionnaires ont donc attaqué en justice pour obtenir la nullité de la réunion. Dans un cas similaire, la compagnie belge Barco, chahutée par des actionnaires, s'était vue condamnée.

• *Campaign against arms trade, 11, Goodwin street, London N4 3HQ, tél : 00 44 207 281 0297.*

• *Forum voor Vredesactie, Patriottestraat 27, B 2600 Berchem, tél : 00 32 3281 68 39.*

Outils pour la non-violence

Non-Violence actualité propose un impressionnant catalogue d'outils pour la communication et la gestion non-violente des conflits : livres, jeux, vidéos, posters, BD... Catalogue contre 6 € à : *Non-violence actualité, BP241, 45202 Montargis cedex, tél : 02 38 93 67 22.*

Salon des initiatives de paix

Un salon des initiatives de paix est organisé par la Coordination française pour la décennie de la non-violence. Il aura lieu en janvier 2004. La coordination cherche des associations qui veulent présenter des initiatives. *Coordination française pour la décennie, 27, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris, tél : 01 46 33 41 56.*

PARIS Coulons Euronaval

Les opposants aux salons de la mort viennent d'en découvrir un autre : Euronaval qui exposait au Bourget, du 21 au 25 octobre, tout ce que les marchands de canons proposent dans

Irak, l'enjeu du pétrole



Manif contre la guerre à Londres.

Les plus importantes réserves de pétrole au monde se trouvent en Arabie Saoudite (250 milliards de barils). Jusqu'à maintenant, les autorités des Etats-Unis pensaient contrôler le pays. Les attentats du 11 septembre ont montré qu'il n'en était rien : 15 des 19 kamikazes étaient de nationalité saoudienne, comme Ben Laden. De plus, l'émir à la tête du pays est vieillissant et sa succession provoque des tensions dans la famille royale. De nombreux comptes bancaires saoudiens, suspectés d'être en lien avec Al Qaïda, ayant été bloqués, les Saoudiens ont retiré en masse leurs capitaux des USA. Bref, il y a un risque du côté de l'Arabie Saoudite, d'où l'importance pour les USA de contrôler d'autres sources de pétrole. Or les deuxièmes ressources sont celles de l'Irak (110 milliards de barils). Il n'en faut pas plus pour accuser Saddam Hussein de tous les maux. S'il fallait renverser tous les régimes des pays qui ont potentiellement de quoi fabriquer des armes chimiques, il faudrait s'attaquer à tous les pays qui ont des usines chimiques, les USA en tête... ce n'est donc pas la vraie raison.

BAGDAD ACCEPTE LA VENUE D'OBSERVATEURS DE L'ONU



le domaine maritime. Une manifestation a eu lieu le 19 octobre devant le GICAN, groupement des industriels des constructions et armements navals, organisateur de ce salon. *CRAM, collectif résistance à la militarisation, Forum, BP76, 75624 Paris cedex 20.*

BOURGOGNE Et si la beauté pouvait sauver le monde ?

Un réseau sur ce thème se développe depuis quelques années. La cinquième rencontre, sur le thème «De la personne à la société, la beauté, chemin

d'humanité» se tiendra du 31 octobre au 3 novembre à Cluny (Saône-et-Loire). Renseignements : *ACC, 4, rue du Tournefou, 10190 Palis, tél : 03 25 40 58 37.*

BOUCHES-DU-RHÔNE Formation à la coopération

L'IFMAN-Méditerranée, institut de formation du mouvement pour une alternative non-violente, propose des formations : régulation non-violente des conflits (9 au 11 novembre), non-violence et communication (7 et 8 décembre)... *IFMAN-Méditerranée, Le Pey Gros, route des Estrets, 13490 Jouques, tél : 04 42 67 66 40.*

Refus de la parité

La loi sur la parité prévoit des pénalités financières pour les partis qui ne respectent pas la parité sur leurs listes électorales. Ainsi, l'UMP se voit pénalisée de quatre millions d'euros par an d'aides publiques, le PS de 1,3 million et l'UDF de 582 000 euros.

Plus de vocabulaire

Les femmes étant plus actives que les hommes, souvent appelées à mener plusieurs tâches à la fois, elles usent d'un vocabulaire plus riche. Une étude présentée à l'émission de vulgarisation scientifique *E=Mc²*, le 24 septembre, chiffre précisément l'écart. En moyenne, une femme use chaque jour de 7000 mots de vocabulaire différents contre seulement 3000 pour les hommes !

MÉNOPAUSE Danger des hormones

Une étude américaine portant sur 10 000 femmes traitées pendant un an avec un traitement aux hormones a confirmé une hausse des cancers du sein (8 cas de plus que prévu), une baisse de l'ostéoporose (5 cas de col de fémur de moins), mais a révélé d'autres conséquences : augmentation des accidents cardiovasculaires (+7), des accidents vasculaires cérébraux (+8), des embolies pulmonaires (+8). L'étude a montré que les risques augmentent avec l'âge. Les femmes avaient entre 50 et 79 ans. La conclusion de l'étude est qu'il faut éviter au maximum les traitements hormonaux. En France, 20 à 30 % des femmes prennent des hormones au moment de la ménopause. (*Alternative-Santé*, octobre 2002)

Procréation assistée Dérives annoncées

L'association des gynécologues-obstétriciens a rendu public, début août, un rapport inquiétant sur les traitements liés à la stérilité. On assiste à une montée du recours à la procréation assistée car les femmes y ont recours de plus en plus tôt (30 % ont moins de trente ans). Le nombre de mères qui y ont recours est passé de 1,3 % des grossesses en 1995 à 2,1 % aujourd'hui. Comme il est toujours difficile de garantir le bon développement d'embryons implantés artificiellement, il est de tradition d'en planter plusieurs. Conséquences : les grossesses multiples augmentent encore plus vite : de 2,5 % en 1995 à 4,2 % aujourd'hui. Les grossesses multiples ne vont que rarement à terme, d'où une augmentation des prématurés (50 % en cas de grossesses multiples contre 5,5 % pour une grossesse unique). Entre 1995 et 2001, on est ainsi passé de 44 000 à 56 000 prématurés et de 8800 grands prématurés (moins de un kilo à la naissance) à 11 200. Un grand nombre de ces grands prématurés resteront handicapés mentaux à vie. Conclusion : la procréation assistée coûte extrêmement cher, les couveuses pour prématurés coûtent cher (et on manque de place), les handicapés coûtent cher. Le rapport suggère de réserver la procréation artificielle aux femmes les plus âgées.



ISRAËL New profil

Le groupe New Profil (profil nouveau) est un groupe féministe de soutien aux réfractaires. Ce groupe de femmes mène un combat particulier en dénonçant la militarisation de la société israélienne. Ces femmes militent au sein de la Coalition des femmes pour une paix juste qui demande la reconnaissance de l'État palestinien, aux côtés, entre autres, des femmes en noir. Elles revendiquent le droit à l'objection, dénoncent la militarisation de l'éducation : elles interviennent directement dans les écoles où sont leurs enfants pour dénoncer les dérapages réguliers militaires. Pour mettre en place une éducation à la paix, le groupe a passé un accord avec une université de Jérusalem pour développer une formation en direction des enseignants. Elles travaillent aussi dans la lutte contre le racisme et le sexisme. *New profile*, PO Box 48005 Tel-Aviv 61480, www.newprofile.org.

Différence de revenus



■ **Salaires : écart à la hausse.** Les statistiques professionnelles indiquent qu'en France, comme dans de nombreux autres pays du Nord, les écarts de salaire entre hommes et femmes sont en augmentation. Pour les générations qui ont commencé à travailler dans les années 70, l'écart était tombé à 18 %, il est remonté pour les jeunes qui commencent à travailler maintenant à 22 %. Principal accusé : le temps partiel de plus en plus imposé aux femmes, qui les maintient dans les salaires les plus bas. (*Alternatives économiques*, septembre 2002)

■ **Retraites : le grand écart.** L'écart de retraite entre les hommes et les femmes est impressionnant : une retraitée touche en moyenne 42 % de moins ! Cet écart s'explique évidemment par les écarts de salaire et donc de cotisation, mais aussi par des

Femmes ♀

périodes de cotisation moins longues, les femmes arrêtant souvent de travailler à la naissance des enfants.

Associations écartées

Le Conseil supérieur pour l'information sexuelle a été mis en place le 2 mai dernier, juste avant les élections, par le gouvernement Jospin. Il devait entrer en fonction cet automne, mais la droite est vigoureusement intervenue. Par un décret du 6 août, la composition en a été modifiée. Deux associations sont écartées : la CADAC, coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (qui a organisé de nombreuses manifestations pour préparer la marche de l'an 2000) et l'association des parents et futurs parents gays et lesbiens. Elles ont été remplacées par les associations Familles de France et la Confédération nationale des familles catholiques. (*Vert-Contact*, 28 septembre 2002)

Inégalité des lois

Chaque naissance d'enfant donne droit, chez les fonctionnaires, à une bonification d'un an d'ancienneté dans le calcul de la retraite... uniquement pour les femmes. Un fonctionnaire a porté l'affaire devant le Conseil d'Etat qui, le 29 juillet, dernier a reconnu que cette loi était sexiste. Désormais, tous les fonctionnaires, hommes et femmes, peuvent bénéficier de ce droit.



BESANÇON Troc pour un monde meilleur

Trois associations féministes de Besançon, *La Loba*, *Sorcières sans frontières* et *Solidarité Femmes* se sont associées pour mettre en place un «troc pour un monde meilleur». Le but est de créer du lien social entre femmes tout en respectant les différences. Le troc est un prétexte à se rencontrer, à échanger des objets contre des idées. Pour connaître les dates des prochains trocs : *Solidarité Femmes*, 27, rue Mégévand, 25000 Besançon, tél : 03 80 80 96 19.



Annonces

Echanges

■ Si vous désirez avoir un rosier de jardin à fabrication continue, avec des fleurs simples, genre églantine, de couleur rose vif, c'est possible. Cette variété a pour nom *La libre pensée*, un symbole. Il est à échanger contre informations et textes ayant un rapport avec la laïcité et la liberté de penser. Pour en savoir plus, écrire à *Henri Terrenoire, Espace Plantarev, 9, rue Félix-Feraud, 03700 Bellevue-sur-Allier*.

■ J'habite Dourdan, dans le sud de l'Essonne et je cherche des contacts de personnes afin d'échanger, participer, créer... aux alentours. Merci de vous faire connaître. *David Jory, Valois D3, Croix Saint-Jacques, 91410 Dourdan, tél : 01 64 59 88 48*.

■ Troupe de musique et de théâtre vivant dans des camions entre militantisme et écologie, cherche un terrain si possible avec un abri ou une grange pour l'hiver, afin de préparer un spectacle que nous allons transporter sur la route de l'Est au printemps prochain. En échange, propose participation à la vie et aux travaux du lieu. *Les Troubadouf, tél : 06 65 76 38 54, troubadouf@ccaramail.com*.

Vivre ensemble

■ Réf. 289.01. Je possède un terrain avec plus de cent oliviers, une pinède et un cabanon entre Avignon et Tarascon-sur-Rhône. Je propose à une personne ou à un couple de nous associer pour à la fois entretenir les oliviers, participer à la récolte et profiter d'un lieu calme et agréable de détente. *Ecrire à la revue qui transmettra*.

■ Réf. 289.02. Moi aussi, j'aimerais, comme la plupart des lecteurs de Silence, vivre auprès de gens que j'aime, avec qui j'ai des affinités, pour lesquels je me sens concernée, solidaire... dans un environnement préservé ! Ce beau rêve, nous sommes beaucoup à le faire. Seulement voilà, je suis une individualiste et n'ai pas l'intention de changer ; je veux être seule à décider de ma vie, c'est pourquoi je refuse même la vie de couple. Je refuse plus encore la vie de groupe avec ses réunions, ses interminables discussions (souvent stériles), ses corvées imposées, la présence obligatoire, l'impossibilité d'être seule pendant un voire plusieurs jours par semaine si le besoin s'en fait sentir, l'obligation d'assumer les faiblesses, la mauvaise volonté ou la malhonnêteté des autres membres du groupe au nom de la sacro-sainte solidarité, etc. Bien sûr, il y a tout cela, mais voilà que le petit rêve du début refait surface... Et s'il était possible d'avoir le beurre et l'argent du beurre sans que personne ne soit lésé ? Avoir la proximité d'amis tout en ayant sa tanière personnelle ou on peut se retirer pour faire des choses en commun au gré des circonstances et des envies, mais aussi pouvoir partir quelques semaines ou mois sans que la vie des autres ne soit désorganisée, pouvoir prêter des outils ou des ustensiles de valeur qui s'appartiennent mais pouvoir aussi refuser si je pense qu'il ou elle risque de les abîmer, sans qu'il me soit tenu rigueur, pouvoir être propriétaire de mon lieu de vie et le gérer comme je l'entends. Ce rêve pourrait devenir bientôt une réalité. Pour cela, il me faut trouver cinq personnes, couples ou familles qui ressentent les mêmes besoins. Je suis propriétaire d'une petite partie d'une grande maison dans un village du sud de l'Ardeche, entre Privas et Aubenas. L'autre propriétaire veut vendre. Cette grande bâtisse de 450 m² habitable a été complètement restaurée et il n'y a aucun travaux à prévoir. Elle comprend 5 appartements de 50 à 80 m² et deux grandes salles de 30 et 50 m², ainsi qu'un gîte meublé pour quatre personnes, une cuisine d'été avec barbecue et four à pain et un terrain de 7500 m² au bord d'une rivière avec un petit camping rural de six emplacements et des

équipements de loisirs. Je propose que chaque partie soit propriétaire de son appartement et d'un bout de terrain (prévoir de 60 000 à 90 000 euros). Pour l'aspect juridique, je suppose que nous constituerons une SCI ou une copropriété. Toute la partie commune serait utilisée et gérée en commun ; les recettes de la location saisonnière du gîte et du camping pourraient couvrir les frais de gestion et les frais fixes de la copropriété, de telle sorte que quelqu'un qui a la chance de pouvoir acheter son chez-soi pourrait jouir d'une qualité de vie élevée tout en ne disposant que d'un petit revenu (RMI, retraite...). Quant à la vie de tous les jours, chacun fera comme il l'entend sans obligation, la seule règle étant «ma liberté s'arrête où commence celle de mon voisin». Pour que cela marche, je pense qu'il faut que nous soyons de la même génération, soit de la fin de la quarantaine à la fin de la soixantaine et que le choix du lieu de vie ne soit pas lié à un emploi salarié. Le projet est lancé, n'hésitez pas à m'écrire. *Ecrire à la revue qui transmettra*.

■ Petit éleveur en rupture de terres cherche à intégrer lieux de vie, éco-village, afin d'apporter un plus dans l'autarcie et permettre à mon cheptel de vivre et produire de bons produits. *Dominique Ayral, 228, rue Nicolas-Boileau-Despreaux, 46000 Cahors*.

■ Nous sommes trois adultes et un enfant (2 ans) vivant actuellement à Madrid. Nous aimerions nous installer à la campagne avec d'autres personnes soit dans le cadre d'un projet déjà existant, soit pour développer dans un premier temps une culture vivrière d'autosubsistance, puis d'autres activités complémentaires (fervents du tourisme rural, new-agers et autres sectillons de la pensée s'abstenir). Notre inexpérience est la plus totale, mais notre désir et notre volonté d'avoir enfin un pouvoir sur l'emploi de notre vie la comblera. *Valcoteau . Miaïhe, Ave Maria 39, 2B, 28012 Madrid, Espagne*.

Rencontres

■ Monsieur, veuf, retraité fonction publique, région Poitou-Charentes, d'origine rurale, et vivant à la campagne, souhaiterait beaucoup dame de mêmes origines et même milieu, sincère et avenante, esprit jeune et disponible pour éventuel projet de vie raisonnable et durable. Age de 55 à 60 ans. Répondre spontanément aux courriers. *Roger Vignaud, Le Cluzeau de Nieuil, Nieuil, 16270 Roumazières, tél : 05 45 29 03 45*.

■ Réf. 289.05. 72. Agriculteur biologique retraité, ni tabac, ni alcool, aimant nature, jardin, sorties, rencontre compagnie avec maison, jardin en culture biologique, ouest ou sud France. *Ecrire à la revue qui transmettra*.

Emplois

■ Réf. 289.03. Agent immobilier sur la Côte d'Azur, depuis plusieurs années, je suis amenée très souvent à rencontrer des gens dont le seul objectif est le profit. Sans vouloir dénigrer cette activité dont je vis, j'avoue volontiers ne pas m'y réaliser, ayant le sentiment de passer à côté de l'essentiel. Proche de la nature et passionnée par les voyages hors des sentiers battus, je suis révoltée par les mauvais traitements aux conséquences imprévisibles que l'homme inflige à la planète. Il m'est insupportable de constater qu'une poignée de décideurs peut s'attribuer illégalement le pouvoir de défigurer. C'est pourquoi je cherche à entrer en contact avec des personnes engagées dans la protection de l'environnement. Divorcée et mère d'une adolescente, je suis prête à étudier toute proposition de collaboration et précise que cette nouvelle orientation professionnelle a été mûrement réfléchie. *Ecrire à la revue qui transmettra*.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emploi.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

■ **Arège**. Boulangerie bio à louer fin 2003. Elle fonctionne depuis 1990, sous différents statuts (artisan, Sarl), employant 3 à 5 personnes (dont activité meunerie au fil de l'eau). Site et débouchés agréables, pétrissage et façonnage manuel, formation envisageable. Logement, jardins, vergers et prés. A discuter. *Tél : 05 61 04 95 47*.

Recherche

■ L'APRETO, Association pour la réhabilitation des toxicomanes, cherche des familles d'accueil pour des ex-usagers de la drogue, dans les départements 01, 38, 39, 73 et 74. Il s'agit de jeunes adultes ou adolescents, hommes ou femmes, en soins ou en voie de réinsertion sociale. Il faut pouvoir offrir à la personne accueillie une activité quotidienne non rémunérée. Une indemnisation pour les frais de séjour est versée. *APRETO, 15, rue Molière, 74100 Annemasse, tél : 04 50 38 23 81 ou 06 82 56 58 79*.

■ **Barcelonnette**. Pour jouir de ma retraite, je cherche à louer une habitation à Barcelonnette dès le début 2003. Ecologiste désespérément optimiste, je ne saurais fuir le merveilleux chaos organisateur de la « cité mondiale » pour agréments ma vie. Je pratique la solitude transcendante de la montagne... d'où Barcelonnette et son site éblouissant. Petit budget donc loyer léger, le plus proche possible de 300 euros par mois. Espace préféré au confort ; co-location envisagée. Je fréquente l'Ubaye depuis un quart de siècle. *Marc Croissant, chemin Mas de Morge, 13150 Tarascon, tél : 06 74 14 54 02 ou laissez message à amis-voisins au 04 90 91 12 42*.

■ Recherche grand terrain (10 hectares) avec source pour chevaux traités dans les départements suivants : 04, 05, 06, 83, 26, 84, 30, 48, 09, 07... *Tél : 06 14 56 89 68*.

■ **Loire-Atlantique**. Habitant au Bignon, 20 km au sud de Nantes, je cherche à organiser un co-voiturage sur le trajet Le Bignon-Saint-Herblain, départ le matin vers 7h45, retour vers 17h45. Je suis intéressé également par toutes les initiatives de ce genre dans le département. *Michel, 02 40 78 19 12, répondre dans la journée*.

■ **Biogaz**. Si vous participez déjà ou souhaitez participer à une campagne de promotion des possibilités du biogaz, merci de prendre contact avec nous : *Gaz-nat neuf, coop-bio Floréal, 41, avenue Fabre-d'Eglantine, 11300 Lirmoux*.

■ Réf. 289.04. Femmes entre 30 et 45 ans au chômage, vous sentez-vous comme moi le poids de votre condition de femmes dans ce monde où les espaces de rencontres pour femmes sont plus que réduits contrairement aux hommes. Vous avez le sentiment que nous sommes données en pâture au genre masculin pour qu'il ne se révolte pas contre toute forme d'autorité à commencer par celle de la cellule familiale que tout être humain doit honorer de sa présence, quoi qu'il s'y passe. Vive le changement ! Comme moi, vous êtes peut-être contre toute forme d'esclavage et vous rêvez de vous sentir aimée et non pas possédée, vous refusez de perpétuer la cellule familiale où la femme se retrouve souvent à la merci de son conjoint, la prostitution conjugale étant malheureusement un phénomène très courant qui fut légalisé par les religions institutionnelles qui, elles, parlent de devoir ; ce qui correspond souvent en fait à un viol conjugal. Nous sommes malheureusement nombreux à être les enfants du devoir. Bien sûr, il y a les associations qui pour que l'on continue à accepter de vivre en

couple dans des cages créent l'illusion d'une aide en cas de problèmes. Vous en avez assez que tout tourne autour du machisme masculin et que le dogmatisme religieux ait fait de nos sociétés des prisons institutionnelles dont les femmes et les enfants font plus que les frais. Votre recherche spirituelle ne passe plus par les religions institutionnelles qui ont fait des sociétés d'esclaves consentants qui pardonnent à leurs bourreaux qui, eux, continuent tranquillement à nous asservir en développant toutes sortes de conditionnement pour polluer les neurones, ce qui fait de nous des êtres atrophiés. Vous rêvez d'un communisme spirituel et vous rêvez de vivre dans des communautés agricoles pour être plus proches de la nature et des forces divines, pour pouvoir œuvrer en communion avec soi-même et non plus avec le bâton « démocratique » c'est-à-dire à votre rythme et avoir alors plus la possibilité de réfléchir collectivement aux problèmes dans le monde. Se faire de nouvelles amies pour une femme quand elle quitte sa ville natale est beaucoup plus difficile que pour les hommes même si l'amitié dans ce monde de profits et donc d'inégalités devient chose rare pour tout le monde. Les seules prétendues égalités auxquelles nous ayons droit sont celles de l'esclavage salarial surtout quand on est obligé de faire un boulot qui ne nous plaît pas forcément et dans des conditions difficiles, ce qui fait que nous sommes dépossédées de nos vies, mais entre être l'esclave d'un homme ou avoir un travail qui soit uniquement un gagne pain, il est préférable d'avoir un travail, même si le retour à l'esclavage domestique, avec la conjoncture économique mondiale, nous pend au nez. Certains ont prévu la chose et compte nous payer pour que l'on accepte de devenir « bonniches au foyer consentante ». C'est la seule égalité prévue pour les femmes par une certaine grande association antimondialisation dont je tairais le nom, c'est le capitalisme à « visage humain » pour les femmes. Les espaces pour femmes style clubs féminins ne sont pas prévus dans leur programme par contre la nouvelle égalité à laquelle les femmes auront droit et dont on se passerait bien consiste à aller se faire tuer sur les champs de bataille pour défendre l'appétit toujours grandissant des capitalistes de ce monde. On voit très peu de groupes de femmes tandis que l'on voit plus des groupes d'hommes. Il faudrait que cela change, mais cela n'est peut-être possible qu'avec une prise de conscience des femmes et des hommes. Merci de votre solidarité, messieurs. Je suis dans le Rhône. *Ecrivez à la revue qui transmettra*.

■ Jeune couple de marionnettistes et leur petite fille, cherche une maison à louer avec jardin et possibilité d'y faire un atelier pour créer de nouvelles marionnettes. Dans la moitié sud de la France. Urgent ! L'hiver approche et le camion ne suffit plus ! *Tél : 06 83 02 20 70*.

■ Particulier, région lyonnaise, cherche prêt d'un sonométriste (pour mesurer le bruit dans une habitation). *Tél : 06 72 73 32 26*.

■ **Lyon**. Je viens d'emménager à Lyon. Je cherche à rencontrer des lectrices et lecteurs de Silence, sur Lyon et environs ou de passage, mais aussi ouverts à d'autres personnes ne lisant pas la revue. A très bientôt. *Alexandre Esteban, 14, rue Couturier, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 31 94*.

A vendre

■ Vendons terrain à la campagne, Bourgogne du sud, 4 km du chef lieu de canton, 2300 m², constructibles sur 12000 m². Eau, électricité sur place, accès route goudronnée, projet écologique souhaité. *Contact : 03 85 24 73 76 ou 06 72 85 72 15*.

Penser globalement, agir localement

Ce slogan est le credo des opposants à la mondialisation néo-libérale. Pour autant, certaines illustrations de la théorie sont bien éloignées de ce que veulent vraiment les «anti-mondialistes». Pire, les pratiques de certains mondialisateurs sont même des modèles d'application de ce credo !

Ainsi Mc Donald's, célèbre chaîne de restauration rapide, symbole de la «malbouffe» et des droits syndicaux bafoués, **pense globalement** quand elle met au point un modèle d'alimentation unique dans tous ses restaurants, mais elle **agit aussi localement** car ses repas sont confectionnés à base de denrées certes industrielles, mais fabriquées dans chaque pays. Mc Donald's s'adapte même au contexte indien si particulier : la vache étant sacrée — donc immangeable — et la consommation de porc interdite par la religion musulmane, les Big Mac sont «cuisinés» avec de la viande de mouton !

Autre exemple, celui de la chaîne la plus regardée au monde, MTV, Music Television. Elle **pense globalement** en exportant les mêmes programmes musicaux (certains diront «la même soupe musicale») dans 80 pays différents et touche plus de 300 millions de téléspectateurs, et **agit localement** car elle ménage sur ses grille des niches de programmes nationaux.

Pour sûr, les grands symboles révolutionnaires sont régulièrement récupérés. «L'anarchiste» est devenu une marque de parfum ; il y a peu une publicité faisait revivre Che Guevara, Lénine, Zapata, Gandhi et d'autres icônes révolutionnaires pour vanter la marque d'un fournisseur d'accès internet. Aujourd'hui les actions entreprises au nom du «développement durable» — concept défendu notamment par la plupart des grandes organisations de solidarité internationale, puis popularisé par un gouvernement «de droite» en France — sont aux yeux d'une partie de plus en plus grande de l'opinion le moyen de continuer à s'enrichir en évitant de trop «dégrader» l'environnement. Là aussi, penser globalement, agir localement est un concept dévoyé. C'est à se demander s'il est vraiment possible d'inventer un terme désignant une alternative sans que ce terme soit détourné à des fins marchandes.

Sébastien Saugues ■

Editorial de la revue *Solidarité*, septembre 2002.

Croissance durable ?

Le gouvernement est déçu : la croissance n'aura été, malgré toutes les astuces pour la stimuler, que d'un peu plus de 1 % en 2002. Mais, l'année prochaine, ce sera 3 % promis. Il faut quand même rappeler que ce petit 3 % anodin, c'est un doublement dans 23 ans, un quadruplement dans 47 ans. Ainsi, à ce rythme, en 2050, il faudrait avoir quatre fois plus d'automobiles (et quatre fois plus de pollutions), il faudra prendre quatre fois plus de douches et de bains, manger quatre fois plus, avoir quatre fois plus d'accidents, passer quatre fois plus de temps à l'hôpital, et provoquer quatre fois plus d'enterrements. François Partant disait «les économistes sont des imbéciles ou des criminels».

TIBET

Prendre la nationalité

En soutien au peuple tibétain, une campagne propose à tout le monde de demander la nationalité tibétaine. Cette nouvelle nationalité n'impose en rien de renoncer à l'actuelle. On peut devenir tibétain en écrivant à :

Passeport tibétain, Patrice Muccini, 6, rue Cardinot, 90850 Essert.



ITALIE Forum social européen

Sur le même principe que le forum social de Porto Alegre, une rencontre est organisée pour l'ensemble de l'Europe, du 6 au 10 novembre à Florence, en Italie. Au programme :

- de l'Union européenne, moteur de la globalisation néolibérale à l'Europe des alternatives.
- Eau, air, terre, l'Europe contre le développement soutenable.
- Europe centrale et orientale dans la globalisation : alternatives possibles.
- Europe du travail entre production globale et fragmentation sociale.
- L'Europe et la souveraineté alimentaire.
- L'Europe et le nouveau (dés)ordre mondial (ONU, OTAN, défense européenne).

Politique



- L'Europe civile contre la guerre infinie.
- Pas de paix sans justice : la solidarité contre la guerre.
- Prévenir les conflits locaux : les responsabilités de l'Europe.
- La sécurité en Europe, contrôle social, répression et négation des droits.
- Citoyenneté universelle et crise de la démocratie européenne.
- Avec les «sans-droits» contre l'exclusion sociale.
- Alerte à l'extrême-droite ! La fracture sociale en Europe.
- Information et culture, biens de l'humanité, faire face aux monopoles.
- Femmes-hommes, un conflit nécessaire pour un futur commun.
- Les migrants et la forteresse Europe.

En France, des départs en train (de Paris) et en bus sont organisés par de très nombreuses associations (ATTAC, AC !, Cimade, DAL, CRID...), syndicats (FSU, UNEF, CGT...) et partis politiques (Verts, PC, LCR, Alternatifs...). A noter qu'une réunion stratégique portera sur l'organisation d'un contre-sommet lors du sommet du G8 prévu en France, à Evian (Haute-Savoie) du 1er au 3 juin 2003.

Du côté des Verts

■ **Autriche : sans OGM ?** Alors que des élections approchent, les Verts autrichiens mènent une campagne en faveur d'une loi interdisant les OGM dans leur pays. Ils s'appuient pour cela sur un rapport européen qui montre qu'il est impossible de protéger les cultures traditionnelles contre la pollution par les cultures transgéniques. Dans un pays où la bio représente 10 % des cultures, l'enjeu est de taille.

■ **Verts allemands en progression.** En réalisant 8,6 % des voix aux élections législatives du 22 septembre (55 sièges), les *Grünen* ont fait leur meilleur score à ce niveau électoral. Ils ont pour cela bénéficié de l'aide indirecte de Bush : c'est en s'opposant fermement à une participation de l'Allemagne à une guerre contre l'Irak que Joska Fischer, ministre vert des affaires étrangères, a mobilisé l'électorat derrière les Verts. Il est probable que les inondations de l'été

ont aussi joué en faveur des écologistes qui annoncent depuis longtemps ce genre d'accident climatique lié à la pollution par les transports.

■ **Inondations pas si naturelles.** A la suite des inondations dans les Cévennes, les Verts rappellent que le projet de loi sur l'eau, proposé par Dominique Voynet, prévoyait des mesures contre les phénomènes qui facilitent les inondations, comme par exemple une taxe sur les surfaces imperméabilisées. Ces dernières (routes en particulier) en favorisant l'écoulement rapide de l'eau provoquent des crues plus rapides et plus importantes. Les Verts rappellent que depuis 1982, la loi interdit la construction en zone inondable, sauf que les maires profitent des dérogations accordées aux zones protégées par des digues pour continuer à construire... jusqu'à ce que les digues cèdent.



DE

LYON

L'esprit proudhonien

La société Proudhon et l'Université solidaire organisent le vendredi 6 et le samedi 7 décembre, à Lyon, un colloque sur l'esprit de Proudhon dans les initiatives alternatives de la ville depuis les canuts jusqu'à aujourd'hui. *Université solidaire, Condition des soies, 7, rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon, universite.solidaire@laposte.net.*

LYON

Les œilletons sont coupés

La librairie La Gryffe organise le samedi 11 décembre à 15 h un débat avec Charles Reeve, auteur de l'ouvrage *Les œilletons sont coupés* sur les suites de la révolution portugaise des années 70. La transition démocratique de l'époque a débouché sur la même politique insignifiante que dans de très nombreux autres pays voisins, tout cela sous le contrôle bienveillant de l'œil de Washington : l'OTAN. *La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, tél : 04 78 61 02 25.*



La croissance pathogène

Profitant des aides de l'Etat pour la création de postes salariés, les associations ont développé de multiples compétences. Mais lorsqu'il faut pérenniser les emplois, le risque de dérapage est grand. Et pour certaines, il est sans doute déjà trop tard.

La croissance endémique pathogène n'épargne plus personne. Elle a maintenant contaminé les milieux qu'on croyait faits pour résister : les associations. Comme si la loi de 1901 n'avait plus aucune vertu protectrice dans le système immunitaire des sociétés. Atteintes par cette fièvre de la croissance, les associations cherchent presque toutes à grandir. Il leur faut davantage d'adhérents, davantage de réunions, davantage d'actions médiatiques. Est-ce pour obtenir davantage d'audience ? Peut-être, mais ce qui est certain c'est qu'elles deviennent de plus en plus difficiles à gérer. Qu'il faut embaucher du personnel et donc assurer ensuite le paiement des salaires. Le premier signe de contamination apparaît dans le langage de l'association : on essaie de «se vendre» en copiant la langue marketing mais se vendre est ici plus dangereux car cela aboutit à la perte de l'indépendance et des motivations premières.

Au départ, l'association était modeste, un tout petit groupe aux ambitions limitées à un objectif mesuré. Au début de sa croissance, les bénévoles fatigués furent secondés par des objecteurs de conscience, puis un ou deux «emploi-jeune». Mais les salariés qu'on a appris à apprécier, on a envie de les garder au-delà du temps du contrat précaire, et puis cette précarité est, en général, une mesure fort critiquée dans les... associations. Or, grâce à leur travail justement, l'association a progressé, a ajouté de nouveaux secteurs d'intervention à sa petite panoplie du départ et on constate, dès lors, qu'il faudrait encore deve-

Avec l'éruption du fric, les rapports sociaux dans l'association deviennent plus complexes et sources d'irritations mutuelles.

opper d'autres types d'actions pour compléter les dernières innovations. Embaucher quelques nouveaux, ça devient nécessaire et, bien sûr, à cette fin, on va agrandir les locaux et acheter des ordinateurs supplémentaires. L'informatique diminue certaines archives mais en suscite d'autres, on a l'impression que paperasses et dossiers se multiplient. Et malgré tout ce qui est mis «en mémoire», il faut encore des étagères et des casiers et bientôt une pièce où les ranger.

Le syndrome de croissance endémique pathogène

A ce stade, l'association est atteinte du syndrome de croissance endémique pathogène. Premier symptôme : éruption du fric dans la convivialité qui existait jusqu'alors (souvent) entre adhérents. Certains sont salariés, d'autres bénévoles, les rapports sociaux deviennent plus complexes et sources d'irritations mutuelles. Car les salariés, mal payés dans ce secteur, s'estiment lésés en comparant aux salaires de leurs copains en entreprise. Les bénévoles se sentent souvent exploités, eux qui bossent pour rien (et parfois sans un merci de la part des salariés, bien qu'ils contribuent à maintenir leur emploi par ce bénévolat).

Admettons qu'à ce stade de la maladie, un peu de pommade puisse adoucir les contacts.



Mais le fric n'aura pas terminé pour autant sa progression sournoise dans l'organisme associatif. Les contrats précaires, souhaitables ou non, ont une fin rapide et il devient impératif de trouver de l'argent pour financer de vrais contrats. Alors on fait appel aux vieilles méthodes, les subventions, mais en sachant l'attente interminable du versement, si accord il y a. Concocter les dossiers de demande est une corvée nécessitant en elle-même beaucoup d'heures de travail. Si, malgré tout, ça marche, l'association ne se sent plus aussi libre vis-à-vis des pouvoirs politiques qui lui ont accordé leur aide et qu'elle se permettait de critiquer, avant. Doit-elle, dès lors, se taire pour que la subvention soit maintenue l'année suivante (et on a vu qu'il est vital qu'elle le soit) ? Question d'actualité : un gouvernement de droite va-t-il subventionner tout ce qui a un caractère social ou culturel ? Sinon, n'allons-nous pas voir les associations malades de croissance s'effondrer ?

Il existe un autre recours, un autre médicament pour aider les trésoriers : les sponsors. Si l'association n'a d'autre vocation que l'organisation du concours de pétanque, la *Boule Buto* fera parfaitement l'affaire. Mais imaginez un peu que notre association se mêle de causes humanitaires, de problèmes sociaux, de défense des espèces, si ce n'est des libertés et des idées, alors là !..



Le sponsoring, une drogue souvent fatale

Les effets secondaires de la prise de sponsor, si on a réussi à en trouver, peuvent être dans ce cas très dangereux. Car souvent ils ne sont pas tolérés à cause de leur composition (à base d'EDF, de Totalfina, de multinationales de l'électronique ou de la chaussure de sports aux ateliers douteux). Le premier malaise ressenti est la perte hémorragique de beaucoup d'adhérents ou des sympathisants (on écrit pourtant « sponsorisé par » en tout petit sur les publications mais ça finit par se savoir) parce que le nom du sponsor les fait douter des belles intentions. Le second malaise est la déprime des membres actifs qui essaient de continuer malgré des troubles de conscience liés à la décision qu'ils ont du prendre. Le troisième malaise, grave, est de voir un sponsor phagociter réellement et irrémédiablement l'association.

A force de vouloir se comporter en pros plus que pros, on obtient toutes les imprévisibles conséquences induites.

Il existe aussi une forme plus lente et insidieuse du mal, une infection imperceptible en ses débuts. A force de vouloir se comporter en pros plus que pros, d'adopter les méthodes de management du système libéral, d'utiliser les mêmes technologies de pointe, on obtient toutes les imprévisibles conséquences induites. Par exemple on n'essaie plus de rencontrer les copains pour se parler, on envoie un mail et tant pis pour ceux qui n'en ont pas.

On utilise de plus en plus le portable, bien qu'en plus de dangers potentiels pour la santé, on sache que le coltan de ses composants est en train de ravager le Congo (1). On multiplie le nombre des ordinateurs même s'ils polluent quand on les jette etc.

Parallèlement à cette imitation du fonctionnement des entreprises, on constate une diminution des militants de base — comme dans les partis politiques d'ailleurs. Ils sont sans doute un peu découragés par cette ambiance *marketing* où le *formaté* tend à remplacer l'originalité, l'efficacité l'action spontanée, où ils peuvent se sentir largués s'ils ne maîtrisent pas ces techniques et ce langage.

Et comme la tendance générale est de rester devant sa télé, plutôt qu'aller assister à une réunion, pour la bonne conscience, il suffit d'envoyer une cotisation par chèque, quand ce n'est pas par virement automatique pour simplifier, et ne plus se sentir obligé de participer autrement.

Retrouver des lieux où l'on se sente à l'aise

Constat morose ? Oui, mais il faut bien diagnostiquer le mal si on veut en guérir. Je crois que les associations vont avoir un rôle énorme à jouer dans les années à venir comme contre-pouvoir indispensable. Il est urgent qu'elles se refassent une santé en évitant les risques cités, en multipliant les petites structures légères ou les bénévoles seront à l'aise quitte à réunir ponctuellement ces petites structures pour des actions communes. De même qu'il faut pratiquer le co-voiturage pour diminuer la pollution routière, il faudrait mettre en place des co-bureaux, des lieux où un seul ensemble informatique servirait à beaucoup d'associations. On a encore le droit de se réunir et de parler et d'écrire, il faut en profiter au maximum et donc créer de nouvelles possibilités de le faire qui échappent au système et à ses méthodes.

Madeleine Nutchey ■

(1) Le coltan est l'abréviation de colombo-tantalite, un métal inerte matériau indispensable dans l'industrie chimique (nucléaire, industrie spatiale, implants dentaires et maintenant, surtout, le téléphone mobile car il permet la miniaturisation des composants) d'où une exploitation forcée des mines de la région du Kivu. Voir article de *Science et Vie* mai 2002.

Première Foire Echo-Bio de Longchaumois

Organisée par l'association HUMEUR BIO et la commune de Longchaumois
Avec le parrainage de Dominique Grefferat (Sésame) organisateur de la foire TERRA de Saint-Amour

- Samedi 2 novembre, de 14h à 20h suivi d'une soirée de fête
- Dimanche 3 novembre de 10h à 17h

Le village de longchaumois (1100 habitants, 900 m d'altitude) à 12 km de Morez et Saint-Claude, à 20km de la Suisse.

Pourquoi l'économie plurielle et solidaire me laisse perplexe.

Malaise dans l'association

L'association est peut-être un moyen intéressant (parmi d'autres) pour contribuer à construire un monde libéré du carcan économiste, ce n'est sûrement pas la solution.

Au fil de la lecture du journal *Le Monde*, les raisons du malaise se sont éclairées, comme quoi «la prière de l'homme moderne», selon la belle formule de Hegel, est encore source de lumière... Le premier épisode concerne une interview du *bon* Monsieur Camdessus, chrétien bien pensant, ami de Jacques Delors, et dans la vie directeur général du Fonds monétaire international. Ce «bureaucrate socialiste français» selon les américains, injustement accusé en France d'être «un ultra-libéral aux mains des américains» se révèle un chaud partisan de l'économie «plurielle». «Pour ce qui nous concerne, au FMI, écrit-il, nous n'avons jamais changé. Ma «théorie» a toujours été celle des trois mains : la main invisible du marché, la main de la justice (c'est celle de

l'Etat) et la main de la solidarité.» Il ajoute : «il faut que les trois mains puissent travailler ensemble. Je suis convaincu qu'alors il peut y avoir convergence entre les intérêts de chaque pays et ceux de la communauté internationale dans son ensemble» (1). Quelle différence, en effet, entre ce programme et le «tripode» ou «tripode» dit polanyien proposé par l'économie plurielle, accessoirement sociale et solidaire,

que l'on rencontre dans de nombreux articles du numéro : marché, Etat, tiers secteur soit l'échange, la redistribution et la solidarité ? Les références à l'oeuvre de Karl Polanyi se retrouvent tant dans cette reprise des trois formes repérées historiquement de circulation des biens que dans celle de l'idée de *reenchâssement*. La croyance d'une convergence des intérêts «bien compris» des différents acteurs dans la plupart des analyses de l'économie «plurielle», respire du même optimisme volontaire.

Le dévouement des ONG sert de cache-sexe à la violence de la guerre économique.

L'idée d'un *reenchâssement* de l'économie dans le social est, en effet, au cœur des projets d'économie plurielle, d'économie solidaire ou d'économie sociale qui visent à rééquilibrer la toute puissance du marché. Le *reenchâssement* est compris comme le retour, la réinvention ou la réhabilitation à côté du marché de deux autres secteurs : l'économie publique et le «tiers-secteur» ; cette dernière expression, véritable concept fourre-tout comprend le monde associatif, le bénévolat et les entreprises *alternatives*. Référence explicite est faite alors aux trois modèles d'intégration de Polanyi : l'échange ou les marchés, la redistribution et la réciprocité ou l'entraide mutuelle.

La lecture d'une tribune de Roger Sue, contributeur du numéro et théoricien de l'économie plurielle, dans *Le Monde* du deux

mars, apporte un supplément de clarté. «Relever ce défi d'une grande économie sociale, écrit-il, suppose aussi que l'on se persuade que, loin de s'opposer, associations et entreprises peuvent jouer de leurs complémentarités en faveur d'un développement social et économique équilibré». Il s'explique : «Si la réduction du temps de travail se traduit pour partie par une plus grande parti-

cipation à la vie associative où les individus peuvent accroître leurs compétences personnelles et relationnelles, les entreprises en seront bien évidemment aussi les bénéficiaires». Voilà qui est heureux. Reste alors à conclure triomphalement : «Si les individus s'emparent collectivement de la «production» de la ressource humaine dans les associations, tout en construisant un véritable partenariat avec les entreprises pour éclairer les forces aveugles du marché, se dessine alors un nouvel horizon pour la démocratie. Celui de la démocratie économique».

L'association : un échafaudage pour consolider le système?*



DR

Comme une bonne nouvelle ne vient jamais seule, le même numéro du journal *Le Monde* nous apprend que Denis Kessler, le vice président de choc du nouveau syndicat des patrons, le Medef, a beaucoup apprécié «La troisième voie» (*The Third Way*), le dernier livre du Professeur Antony Giddens, le talentueux conseiller de Tony Blair. «Sincèrement Tony, j'aime votre livre (...) mais ce n'est pas un nouveau socialisme que vous nous proposez, plutôt un nouveau capitalisme. Tony, votre troisième voie me plaît, parce qu'elle n'est pas de gauche. On pourrait tout aussi bien lui donner comme slogan «le libéralisme à visage humain», ou «le marché plus des sentiments». «La Guerre sociale est

(1) Interview au journal *Le Monde* du mardi 27 octobre 1998.

terminée et il n'y a pas de vaincus. Tout le monde a gagné. Si la lutte des classes s'achève ainsi sur une «happy end» c'est avant tout parce qu'il n'y aurait pas ou plus de classes, mais des associés, des partenaires qui jouent gagnant-gagnant-gagnant... Les rapports de force ne sont pas niés, mais la violence est conjurée et les conflits sont «lissés». Dans la logique du jeu des intérêts «bien compris», si les salariés gagnent les entreprises gagnent, si les entreprises gagnent les salariés gagnent, et bien sûr l'Etat et la société y gagnent aussi. On rêve et pourtant on est bien réveillé !



Les jeux coopératifs et la dure réalité de la guerre économique

Ces solutions miracles qui contourneraient, à travers l'association, l'inévitabilité de ce qu'on appelait avant 1989 «la lutte des classes», ne sont pas sans susciter des évocations familières à un vieux routier du tiers-monde. Un discours humaniste comparable constitue le fonds de commerce de la plupart des ONG de développement, d'origine ou d'inspiration le plus souvent chrétienne. Or l'ONG n'est qu'un autre nom de l'association

qui, par définition, est une organisation non gouvernementale... Il s'agit pour l'officine tournée vers le Tiers-Monde, de mettre sur pied des projets de développement intégrés, c'est-à-dire précisément participatifs, solidaires. Autrement dit, on va créer des groupements coopératifs fonctionnant en partenariat avec le grand frère du Nord, avec des caisses populaires d'Épargne faisant du micro-crédit.

Tout cela reçoit aujourd'hui l'aval conjoint de la Banque Mondiale et du Pape, selon les déclarations de James Wolfenshon, le président de celle-ci au sortir de l'audience pontificale. «Nous avons les mêmes objectifs de lutte contre la pauvreté» déclarait en substance ce personnage choisi par la finance mondiale et qui répondait en juillet 1995 à James Gustave Speth, administrateur du PNUD à Genève, lors de la réunion du Conseil économique et social à propos de l'Afrique : «Je ne veux pas de vos conseils et je ne veux pas que la Banque soit coordonnée par l'ONU... Nous sommes ici pour aider les peuples les plus pauvres et non pas pour répondre à quelque impératif bureaucratique»(2).

Les experts financiers n'ont pas de compte à rendre à la société qui les paie grassement, ils ont la loi économique pour eux, voire, ils disent cette loi ! Cette arrogance ne se dément pas sur le terrain quand il s'agit de concevoir et d'appliquer les plans d'ajustement structurel. Quiconque connaît un peu l'Afrique et l'Amérique Latine ne peut manquer d'être étonné du fossé entre les discours et les projets lénifiants des diverses officines interconnectées de l'ONG caritative à la Banque Mondiale, et les pratiques arrogantes des experts ou celles, franchement criminelles, des firmes transnationales. Le dévouement des volontaires du progrès sert de cache-sexe à la violence de la guerre économique.

Pour rafraîchir les mémoires défaillantes, rappelons quelques classiques. Les jeux gagnants avec ATT ont coûté la vie au président Allende et fait plusieurs milliers de morts au Chili, en 1973. Les bénéfices du marché de la banane dominé par trois firmes américaines, la United Fruit Company (ou United Brands ou encore Chiquita), Dole et Castel and Cook reposent sur le massacre de 250 000 personnes entre 1954 et 1991. Les Dossiers de Monsanto et des 200 plus grandes firmes mondiales ne sont pas moins riches d'intérêt (3). Les Jeux gagnants-gagnants ne marchent pas à tous les coups dans le Sud.

L'annonce dans le Monde de la même période que les jeux gagnants d'Alcatel, menés avec la bénédiction du gouvernement socialiste, coûtent 12 000 licenciements,

nous rappelle opportunément que cela marche de moins en moins au Nord aussi. La guerre économique, de plus en plus violente, utilisant les coups les plus tordus et tendant à effacer les frontières entre l'argent respectable et le capital criminel ne fait pas que des vainqueurs. Les manuels de *management* ont pour objet de rendre comestibles et inodores les pratiques douteuses du *business* : les *stock options*, les délocalisations, le dégraissage ou *downsizing*, l'usage des paradis fiscaux, forme moderne de la piraterie, etc. On notera avec intérêt la recette de la «déverticalisation» proposée par John Bryan, chef des cuisines du groupe textile américain Sara Lee. Le jeu consiste à engranger les bénéfices de l'exclusivité des modèles pendant quelques années, puis de vendre ses usines de fabrication pour se consacrer à la création et à la commercialisation. On peut alors mettre en compétition ses anciennes usines avec les sous-traitants asiatiques qui ont acquis les mêmes modèles (4). Et c'est ainsi que l'on contribue chaque jour un peu plus à la «banalité du mal» (5).

Certes, il a existé et il existe encore heureusement des jeux gagnant-gagnant, voire gagnant-gagnant-gagnant. Mais, certains gagnants refusent de comprendre leurs «vrais» intérêts à long terme ou préfèrent tricher pour être plus sûr de gagner. Le malheur veut que ce sont eux, le plus souvent, qui sont du bon côté du fusil... Même dans les jeux à somme croissante, il y a le plus souvent un tiers exclu, un tiers perdant, passé sous silence et par pertes et profits.

Sans aucun doute, les trente glorieuses (1945-1975), dont on ne peut s'empêcher d'avoir après coup la nostalgie, ont été un jeu gagnant-gagnant-gagnant avec la régulation keynéso-fordiste. Les entreprises gagnaient, les salariés gagnaient, et l'Etat gagnait aussi. La convergence relative des intérêts bien compris des trois acteurs bénéficiait d'un rapport de force favorable pour imposer des normes. La répartition équitable des gains de productivité entre capitalistes et salariés supposait un nouveau contrat social. Il y avait tout de même deux perdants, la nature et le tiers-monde. La première commence à présenter la note, le second continue

(2) Cite par Aminata Traore dans *Letau L'Afrique dans un monde sans frontières Actes Sud*, 1999, p. 72.

(3) Frederic Clairmont, *Le goulag économique. Sortir de l'imposture économique*, actes du colloque de Lyon 1997, La ligne d'horizon, p. 42. Voir aussi *The Ecologist*, Vol 28, N° 5, sept/oct 98, «The Monsanto files»

(4) Gerard Verna et Olivier Boiron, *Gestion stratégique de l'incompétence dans une économie mondialisée*, (ronéo, p. 10), à paraître dans la revue du MAUSS.

(5) Rappelons à titre d'illustration que dans le village-monde, les revenus des membres de la grande famille Disney, en 1993 allant de 97 000 \$ l'heure pour le directeur, Michael Eisner à 7 cents pour le travailleur birman, soit de 1 à 1 385 714. (source Sweaishop watch, 1998, 720 Market Street, San Francisco.

à perdre mais cette fois en bonne compagnie avec les Etats et les salariés du Nord... Au jeu de la mondialisation, il semble qu'il n'y ait plus qu'un seul vrai gagnant, le *big business*.

Est-ce à dire que le «tripôle» ou «tripode» présenté par l'économie plurielle et solidaire, pour remplacer la défunte régulation keynéso-fordiste, n'est pas alléchant ? Bien au contraire. Tel qu'il est évoqué par Salomon et Anheier, on ne peut qu'applaudir (des trois mains...) à une telle perspective qui porte remède à toutes les défaillances ou presque de la situation actuelle. «En fait, écrivent ces auteurs, on pourrait affirmer qu'une véritable «société civile» est moins une société où l'un ou l'autre de ces secteurs serait en essor qu'une société dans laquelle coexistent trois secteurs plus ou moins distincts - le gouvernement, le monde des affaires, le secteur à but non lucratif - qui néanmoins inventent des manières de travailler ensemble afin de répondre aux besoins publics» (6).

Toutefois, la question qui se pose en ce début de 21^e siècle est : existe-t-il encore des «besoins publics» dans une économie globalisée ? Autrement dit, la notion de besoins collectifs, reconnus par tous, vécus comme une nécessité partagée (et sur lesquels se fonde la citoyenneté), auxquels tous sont prêts à faire les sacrifices qu'il faut pour qu'ils soient couverts, fait-elle sens ? La faillite de l'Etat-providence et la croissance des inégalités permettent d'en douter. Le fait qu'il y ait 500 000 associations de par le monde dont 50 000 sur internet ne change malheureusement rien à l'affaire. Même si ces associations n'étaient pas le plus souvent des coquilles vides, des pièges pour dériver des subventions, ou des officines instrumentalisées par l'Etat, par les firmes, par leurs permanents et même de plus en plus par les militants eux-mêmes, elles ne sauraient remplacer une société civile moribonde (7). Et cela, en dépit du travail admirable que peuvent faire quelques unes d'entre elles, bien vivantes et porteuses d'espoir comme de solutions alternatives.

Bien sûr que la logique associative telle que formulée par Bernard Enjolras est séduisante. «L'association peut être comprise, écrit-il, comme une forme institutionnelle visant à opérer des compromis entre plusieurs logiques d'action. Quatre logiques principales peuvent être identifiées : la logique marchande coordonnée par le marché (comme mécanisme assurant la stabilité d'intérêts convergents) ; la logique domestique dont la coordination est fondée sur la confiance ; la logique solidaire coordonnée par le principe de réciprocité ; la logique administrative (civique/industrielle) coordonnée par les principes de l'intérêt général et de la standardisation» (8). Cela ne signifie pas pour autant que les conditions histo-

riques soient réunies pour qu'une telle formule puisse triompher en ce moment et imposer un tel équilibre par fort vent de mondialisation financière.

Cela ne veut pas dire, non plus, qu'il ne faille pas rechercher les jeux gagnants-gagnants quand ils existent... Il est toujours bienvenu de minimiser le nombre de perdants ou de minimiser les pertes. Seulement, il ne faut pas seurrer, de telles situations sont plus rares qu'il n'y paraît, surtout si l'on s'interroge sur la règle du jeu. Le plus souvent, il s'agit d'une farce dont on risque d'être le dindon. Il ne faut pas tomber dans l'illusion, volontiers répandue par les gagnants, que la vie se réduirait à un jeu et encore moins que les règles en sont démocratiquement négociées par tous les joueurs.

Des imaginaires bien différents

Le discours de l'économie plurielle, et plus généralement ce type de logique associative, qui pense résoudre les contradictions sociales par des dispositifs techniques judiciaires et un appel à bonne volonté, n'est pas vraiment dans la ligne anti-utilitariste. D'abord, parce que la référence à Karl Polanyi a quelque chose d'abusif. Cela a été bien montré par Geneviève Azam. «Les définitions de l'économie solidaire, écrit-elle, font souvent référence à K. Polanyi. Pour J. L. Laville, elle correspond à une économie dont «le marché est l'une des composantes qui tout en étant majeure n'est en rien unique» (J. L. Laville 1997). C'est une économie articulée sur trois pôles : le Marché, l'Etat et un pôle de réciprocité. Ces pôles correspondent aux différents principes d'organisation des sociétés analysés par Polanyi : principe de marché, de redistribution et de réciprocité. C'est leur reconnaissance, et leur hybridation, qui permettent de penser, selon J. L. Laville, la notion d'économie plurielle, en opposition au principe d'unicité du marché (J. L. Laville 1998). La construction sociale de la structure associative qui hybride dans des conditions particulières, bénévoles, usagers et institutions, donc réciprocité, Marché et Etat, représente une possibilité de réencastrement de l'économie dans la société.

Or, si nous suivons la pensée de K. Polanyi, avec le capitalisme, l'avènement du Marché comme principe d'organisation sociale est une véritable rupture, qui fait de la

société, une société de Marché absorbant les autres principes ; l'ensemble de la vie sociale passe sous la loi économique et, le travail, la monnaie et la nature prétendent devenir des marchandises. Avec la réaffirmation du libéralisme dans les années 1980, le Marché se présente bien comme principe abstrait unique d'organisation sociale. L'économisme n'est donc pas un excès de croissance de l'économie, qu'il s'agirait de ramener à de justes proportions par la construction de corps intermédiaires entre Marché et Etat, tiers-secteur ou économie plurielle. C'est la forme même de la société, devenue économie, c'est une forme de socialisation qui s'impose à toute la société avec une violence d'autant plus légitime qu'elle est portée par la Necessité. L'économie ne se développe pas contre la société ou à côté de la société : elle l'englobe et procède à sa réorganisation selon la logique de l'efficacité. En ce sens-là, les possibilités de reencastrement de l'économie dans le social évoquées précédemment restent problématiques si nous restons dans cet imaginaire économique» (9).

La question est bien justement celle de l'imaginaire. Il y a, me semble-t-il, une contradiction insurmontable entre l'imaginaire économique dans lequel nous baignons et l'imaginaire qu'implique l'épanouissement d'une authentique économie plurielle si nous voulons que celle-ci ait quelque consistance.

Il s'agit donc de penser la compatibilité entre les trois pieds du tripode. Comment l'éthique de la guerre économique à outrance peut-elle coexister avec l'éthique de la solidarité, de la gratuité et du don qui devrait animer le monde associatif et avec la rigueur citoyenne et l'égalité fraternelle impliquées par l'Etat démocratique ? Qu'il se déroule dans la cour des grands entre les Bill Gates, Andy Grove, Michael Eisner et consorts ou dans la cour

des moins grands entre les Tchuruk, Messier, Pinot et autres Bouyghes, le «jeu» économique est fait de darwinisme social avec la morale du «pas vu-pas pris» dont les ingrédients sont les OPA sauvages, l'espionnage industriel, l'évasion fiscale massive, la corruption active et passive, mélangé à une



(6) Lester M. Salomon et Helmut K. Anheier, Le secteur de la société civile : une nouvelle force sociale. N° 11 du MAUSS, p. 109.

(7) Bernard Edme, «L'économie sociale, entre fonctionnalité et autonomie de projet», *Economie et humanisme* n° 347, décembre 1998-janvier 1999. Bernard Hours, *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, L'Harmattan, Paris 1998.

(8) Bernard Enjolras, «Crise de l'Etat-providence, lien social et associations : éléments pour une socio-économie critique», *Revue du MAUSS*, op. cit., p. 230-231.

(9) Geneviève Azam, «Economie sociale : quel pari ?», *Economie et Humanisme*, n° 347, décembre 1998-janvier 1999.

éthique protestante qui s'épanouit dans la «bonne gouvernance» imposée par les fonds de pension.

Ce jeu se fait de toute façon sur le dos des salariés et avec l'instrumentalisation massive des consommateurs. L'éthique de la solidarité et celle de l'égalité citoyenne sont bien évidemment condamnées à rester la mauvaise conscience de l'éthique des affaires. Il ne s'agit pas de jouer les vierges effarouchées, mais la confrontation même conflictuelle ne peut exister qu'au sein d'un rapport de force relativement équilibré, pas dans une jungle sans principe. Comment allons nous élever nos enfants et «fabriquer» les futurs agents de la société de demain ? Laquelle de ces morales verrons-nous, entendrons-nous et plébisciterons nous par l'audimat à la télévision ou sur les ondes ?

La vérité est qu'avec le triomphe de la société de marché et l'apothéose de la guerre économique, il n'y a pas vraiment de dialogue ni de confrontation pacifique entre ces éthiques. Même la redistribution, pas nécessairement altruiste, et conforme aux intérêts bien compris à long terme des firmes transnationales, se trouve dévaluée, bafouée et marginalisée. Les gouvernements socialistes, défenseurs naturels des services publics, participent allègrement à leur dépeçage et se font les complices d'une pensée unique qui traite en chiens galeux les systèmes de retraite par répartition, tout à la fois conforme au bon sens et à la justice, pour mettre en place des fonds de pension à l'américaine (10).

Il n'y a pas lieu dès lors de s'étonner que le monde associatif connaisse des tensions. Celles-ci sont inéluctables. Il est condamné à choisir entre l'adaptation et la dissidence. Autrement dit ou bien prendre le monde tel qu'il est et accepter l'instrumentalisation par l'Etat et le marché, quitte à s'auto-instrumentaliser, ou bien refuser par choix ou nécessité (je pense aux exclus) l'état de chose actuel et inventer un autre monde. Cette deuxième voie, plus prometteuse, est celle empruntée notamment par les systèmes d'échanges locaux et certaines associations militantes.

Conclusion

Dans ces conditions, un véritable réenchaînement (une «réabsorption» comme dit G. Berthoud (11)) de l'économie dans le social ne se réduit pas à un bricolage théorique et pratique consistant à ajouter un ou deux autres secteurs, ni dans une bonne volonté socialisante, non plus d'ailleurs que dans des oukazes terroristes contre le mar-

ché. Le non-économique, la réciprocité, la redistribution, le non-marchand dans un contexte d'*omnimarchandisation* du monde restent totalement soumis à l'imaginaire marchand.

Un vieux proverbe dit que quand on a un marteau en tête, on voit tous les problèmes sous la forme de clous. Les hommes modernes se sont mis un marteau économique dans la tête. Toutes nos préoccupations, toutes nos activités, tous les événements sont vus à travers le prisme de l'économique. Tant que le marteau économique reste dans nos têtes, ces agitations sont vaines, stériles et le plus souvent dangereuses. Comment s'abriter derrière Polanyi à l'heure du triomphe du marché planétaire alors qu'il écrivait que ce marché «ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et

naturelle de la société» (12) ? A nouveau et plus que jamais, «les misères créées, les lézardes et menaces qui apparaissent dans le corps social obligent à prendre des mesures de défense, de protection de la société» (13).

Mais comment penser qu'il suffirait de promouvoir un tiers secteur pour de nouveau enchaîner l'économie dans le social ? Les bricolages du SAMU social suffiront-ils à re-socialiser les particules élémentaires ? Pour sortir vraiment de la «fallace de l'économisme», il nous faudra plus vraisemblablement suivre le diagnostic de Castoriadis. «Ce qui est requis, écrit-il, est une nouvelle création imaginaire d'une importance sans pareille dans le passé, une création qui mettrait au centre de la vie humaine d'autres significations que l'expansion de la production et de la consommation, qui poserait des objectifs de vie différents pouvant être reconnus par les êtres humains comme valant la peine. (...) Telle est l'immense difficulté à laquelle nous avons à faire face. Nous devrions vouloir une société dans laquelle les valeurs économiques ont cessé d'être centrales (ou uniques), où l'économie est remise à sa place comme simple moyen de la vie humaine et non comme fin ultime, dans laquelle donc on

renonce à cette course folle vers une consommation toujours accrue. Cela n'est pas seulement nécessaire pour éviter la destruction définitive de l'environnement terrestre, mais aussi et surtout pour sortir de la misère psychique et morale des humains contemporains» (14).

Il ne s'agit donc pas de proscrire les marchés ni de les exclure, mais de limiter le marché en luttant contre l'invasion de son «esprit». Ce n'est que dans ce processus de *déséconomisation* des mentalités, qu'un projet d'économie alternative, plurielle ou solidaire peut prendre sens et consistance et ne pas être seulement un alibi, une utopie voire un «attrape-gogo». On n'est plus alors en face d'une tentative a-historique de bricolage de formes abstraites marche/redistribution/réciprocité, mais d'une démarche bien contextualisée de «réenchaînement».

Serge Latouche ■

(10) voir Jean-Marie Harribey, «Répartition ou capitalisation, on ne finance jamais sa propre retraite», *Le Monde* du 3 novembre 1998. Du même auteur, la postface au livre de Jacques Nikonoff, *La comédie des fonds de pension. Une faillite intellectuelle*, Arlea, Paris 1999.

(11) *Bulletin du MAUSS*, n° 19, p. 132.

(12) Karl Polanyi, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Gallimard, 1983, p. 22.

(13) Dumont, Préface à Karl Polanyi, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Gallimard, 1983 op. cit. p. XI

(14) Cornelius Castoriadis, *La montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe IV*, Paris, 1996, p. 96.

laNef
tous les services bancaires
l'éthique en plus !

vosre argent va là où c'est utile !

- agriculture biologique
- protection de l'environnement
- énergies renouvelables
- solidarité internationale
- réinsertion sociale
- épanouissement culturel
- pédagogies et formations innovantes
- santé et bien-être

vous épargnez,
nous finançons des projets professionnels ou associatifs respectueux de l'homme et de son devenir.

0 811 90 11 90

La Nef est un établissement de crédit agréé par la Banque de France, affilié au groupe Crédit Coopératif

CREDIT COOPÉRATIF

www.lanef.com

laNef
votre partenaire financier pour une économie plus humaine

Livres

Médecines traditionnelles et projets humanitaires en Amérique latine

Bernadette Poisson
Ed. L'Harmattan

2002 - 164 p. - 13,75 €.

Médecin social, l'auteure décide d'aider les plus démunis. Cet ouvrage raconte ses deux premiers voyages en Amérique latine : un au Guatemala, un en Colombie. Elle y découvre les moyens de se soigner des peuples indigènes. Dans un premier pays longtemps ravagé par la guerre civile (elle y arrive pour la déclaration de paix) et un deuxième où la guerre est en cours, elle constate que les problèmes se posent surtout dans les favelas où s'entassent les populations qui fuient les combats. Accompagnant des militants associatifs locaux, elles y découvrent la cosmologie des indiens, comment la maladie est pour eux le signe d'une mauvaise relation avec son environnement, le rôle des «mamas» chefs spirituels et comment leur vision écologique du monde leur fait prendre de distance (sans la refuser) avec la technologie occidentale. Le livre se lit comme un roman et présente de nombreux textes écrits sur place. L'auteure termine avec une prise de recul vis-à-vis du développement : ce sont peut-être les «grands frères» (peuples indiens) qui ont à apprendre quelque chose aux «petits frères» (les Occidentaux). Une réflexion dans la lignée de celle de Pierre Rabhi qui signe la préface. MB.

Pour une parentalité sans violence

Claude-Suzanne
Didierjean-Jouveau
Ed. Jouvence

2002 - 96 p. - 4,9 €.

Excellent petit livre pour ceux qui attendent un bébé. Toutes les bonnes questions qu'il faut se poser sur cette petite personne qui vient vous rejoindre avec de multiples pistes de réponse. Mieux vaut le portage au landeau. Comment dort un bébé et comment partager son sommeil avec lui : la moitié de l'humanité n'utilise pas de berceau. Les pleurs, signe de souffrance. Laisser du temps à son bébé, ne pas chercher à lui apprendre les choses trop vite. Refuser la violence

de des gifles et des fessées. Le rôle du père. Plein d'ouvertures en direction d'une éducation sans violence. MB.



Autoconstructions

Jean Soum
Marquet, 09130 Carla-Beyle
2001 - 40 p. - 16,75 €
chez l'auteur

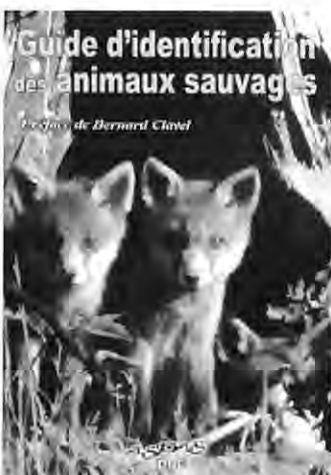
Les maisons autoconstruites ne sont pas toujours faciles à visiter. L'auteur vous propose un recueil de photos couleurs sur des maisons construites dans le sud-ouest de la France. Du simple cabanon bricolé à de plus ambitieuses maisons. Un recueil de photos pour rêver. FV.



Guide d'identification des animaux sauvages

ASPAS,
BP 505, 26401 - Crest cedex
2002 - 44 p. - 4 €.

Ce petit guide que l'on peut porter avec soi est extrêmement bien fait pour les naturalistes en herbe qui veulent découvrir la faune sauvage qui les entoure. Un bon ouvrage d'initiation. FV.



Le commerce véridique et social

Denis Bayon
ACL, BP 1186,
69002 Lyon cedex 01
2002 - 66 p. - 4 €.

En 1835, Michel-Marie Derrion crée à Lyon la première coopérative de consommation sous le nom de *Commerce véridique et social*. Cette tentative de contrôle du commerce par les ouvriers fait suite à la violente répression des manifestations des canuts en 1834. Il s'agissait d'une initiative pour développer le socialisme tout de suite... comme les alternatives le font encore aujourd'hui. Un colloque a été organisé sur cette initiative en 2000. Cette brochure fait une présentation d'une initiative longtemps oubliée et publie des textes de l'époque : le quartier de la Croix-Rousse (où loge Silence) est depuis longtemps un laboratoire d'alternatives ! MB.

VIDÉOS

Histoire de vies brisées

Les double-peine à Lyon
Bertrand et Nils Tavernier
2001 - 125 mn

Si vous êtes français et condamné à la prison, votre vie peut reprendre (souvent difficilement) à la sortie de la prison. Si vous êtes étranger, il n'en est rien : la peine de prison est souvent doublée d'une interdiction du territoire. C'est cela que l'on appelle la double-peine. En décembre 1997, à Lyon, une première grève de la faim dure 17 jours et interpelle sur la situation de plusieurs personnes, d'origine étrangère, victimes de la double peine, expulsées, mais qui sont revenues en France parce que c'est leur pays d'adoption, que leur famille habite là. Certains sont clandestins depuis des années, ne trouvant pas le moyen d'obtenir une régularisation : l'interdiction du territoire est souvent à vie. Les promesses obtenues en décembre 1997 n'ayant pas été tenues, une grève commence en avril 1998. Chacun des grévistes va être parrainé par une personnalité, c'est dans ce contexte que le réalisateur Bertrand Tavernier va venir les rencontrer. Il découvre comment on peut vivre plus de quinze ans dans la clandestinité pour s'être fait attrapé avec 2 grammes de drogue. La grève dure 51 jours et se termine par des promesses du gouvernement socialiste. Le film démarre à ce moment. On y

découvre que de juin 1998 à aujourd'hui, la situation reste quasiment bloquée. Les grévistes ont obtenu une assignation à résidence à Lyon, renouvelable de six mois en six mois, qui empêche l'expulsion de fait, leur permet de travailler... mais pas de vivre comme les autres. Les grévistes, tous autour de la quarantaine, pères de famille, ne peuvent faire aucun projet. La femme de l'un d'entre eux va même faire seule une grève de 37 jours pour demander une grâce présidentielle, en vain. Le documentaire donne longuement la parole aux grévistes, à leur famille, mais aussi à ceux qui les accompagnent (la C i m a d e principalement). Les témoignages sont poignants. Deux des premiers grévistes ont été assassinés après leur expulsion en Algérie.



Certains s'étonnent d'être dans un pays des droits de l'homme. Un autre raconte comment en Algérie, il s'aperçoit qu'il ne comprend rien à la culture locale. Le film secoue les consciences. Les élus y sont systématiquement absents (à l'exception de quelques communistes). Le film est sorti en salle en octobre 2001, simultanément avec le lancement de la campagne «une peine point barré» (encarté dans le Silence de l'époque). L'occasion d'un débat encore plus récent qui figure après le générique du film et qui montre que rien ne change. Combien sont-ils à attendre un peu de courage politique pour faire disparaître cette loi honteuse, directement issue de la lepénisation de la politique ? MB.

Danger travail

Pierre Carles
et Annie Gonzalez
CP Productions
(34000 Montpellier)
2002 - 87 mn - 30 euros

Ce film alterne de manière saisissante la vie active dans les pires métiers (travail à la chaîne, livreur de pizza...) et des interviews de personnes qui s'étant retrouvées à un moment au chômage s'y trouvent finalement bien. Chacun raconte sa joie d'avoir du temps pour rester au lit, lire un livre, voyager, rencontrer des personnes intéressantes. Chacun se rappelle son travail d'antan, sa déprime à l'annonce de son licenciement.

ment, puis le retour à la vie. Un sociologue explique très bien comment il est de l'intérêt de la classe dirigeante de mettre en avant «le droit au travail», de valoriser les bienfaits de l'emploi... puisque c'est ainsi qu'elle peut continuer à exploiter les autres. Si les multiples réflexions, tournées dans un rythme parfait, vont sans doute faire se poser plein de bonnes questions aux spectateurs (sur la consommation, sur la normalité...), en voici quelques-unes qui m'ont traversé l'esprit : combien de ces personnes ont des enfants à charge ? Aucune famille n'est visible dans le film. Si tout le monde en fait autant qu'est-ce qui se passe ? Tous sem-



blent bénéficier au moins du RMI. N'y a-t-il donc pas des personnes qui ne travaillent pas et qui sont autonomes vis-à-vis de l'Etat ? A l'inverse, les situations de travail présentées masquent le fait qu'il y a des gens qui travaillent heureux (dans les milieux associatif, artistique, néo-urbains, etc.) : il est dommage de ne pas les inclure dans ce débat. Car débat il va y avoir : la cassette est vendue pour financer un film *Volerm rien foutre al país* dont la sortie en salle est prévue pour fin 2003. A se passer en groupe pour se demander pourquoi on travaille, pour qui et à qui profite le crime. F.V.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Calendrier lunaire 2003**, 100 p. 7,70 € à commander à Calendrier lunaire, 6, rue des Prés-Verts, 39120 Chêne-Bernard. Très complet sur les influences de la lune sur les cultures, mais aussi sur les soins et l'alimentation, des infos sur les associations de plantes, sur les périodes de semis, de récoltes, de rotation des cultures, etc.

■ **Calendrier des étoiles et des planètes 2003**, *Mouvement de culture biodynamique*, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, 16 pages A3, 19 €. Un autre calendrier pour cultiver son jardin en fonction de la position des astres.

■ **Fernand Auberger et la Résistance**, Henri Terrenoire, Association des Livres penseurs, 9, rue Félix-Perraud, 03700 Belliver-sur-Allier, 2002, 70 p. 11 €. Militant au sein du syndicat des instituteurs, dès 1929, Fernand Auberger sera une figure de la Résistance de l'Allier. Ce livre montre de très nombreux documents sur son rôle avant de devenir en 1945 maire de Belleville.

■ **Zéro euro, zéro fraude, transports gratuits pour toutes et tous**, Réseau pour l'abolition des transports payants, RATP, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 2002, 48 p. 3 €. La gratuité des transports n'est pas un problème économique. En effet, le passager ne paie qu'une partie du coût du transport, le reste étant payé par les collectivités. La partie payée par l'utilisateur est sensiblement équivalente au coût des contrôleurs, de l'impression des tickets et des différents composteurs. Le fait de faire payer les transports en commun est donc un choix politique. De plus, les expériences de gratuité à de rares occasions montrent une hausse immédiate de fréquentation : donc le prix est un frein et reporte une partie du trafic sur l'automobile, laquelle coûte beaucoup plus cher aux collectivités. Les collectivités refusent la gratuité en craignant que des personnes ne passent leur temps à voyager. Comme si c'était un but de voyager ! Cette brochure présente les multiples questions que pose la gratuité d'un service public, en l'élargissant : que deviennent les collectivités dans un système fédéraliste selon les idées anarchistes ? Beaucoup de bonnes réflexions.

■ **La terre victime des guerres**, Nicolas Skrotzky, éd. Sang de la Terre, 2002, 324 p. 18 €. Depuis la guerre du Golfe en 1991, on ose nous parler de «guerre propre» dans le sens où les armées occidentales perdent relativement peu d'hommes sur le terrain. On sait ce que cela signifie pour les civils d'Irak ou d'Afghanistan, on sait par contre moins les pollutions que cela provoque lorsque l'on détruit des usines chimiques, des réserves de pétrole... Ce livre est la réédition du livre *Guerre, crimes écologiques* paru en 1991 et trace un long historique de la guerre à travers les âges et les dégâts toujours plus importants que procure notre «progrès» technologique.

■ **Madre Tierra**, Daniel Wermus, éd. Albin Michel, 2002, 270 p. 19,9 €. En Amérique centrale, les peuples indigènes sont menacés. A travers un voyage dans sept pays, les rencontres avec les traditions culturelles et spirituelles des Amérindiens montrent les immenses ressources et les initiatives qui se prennent un peu partout. Le livre se présente comme une suite de reportages sur les alternatives locales, des interviews, des contacts avec des associations, etc. Dynamique.

■ **Les thérapies marines**, Dominique Hoareau, éd. Dangles, 2002, 250 p. 19 €. L'eau de mer a des vertus thérapeutiques externes (thalasso-thérapie) mais aussi internes (boissons, micronutriments). Ce livre fait un tour complet des propriétés et des soins que l'on peut tirer de l'eau de mer. Une médecine bien agréable.

■ **Algues, légumes de la mer**, Carole Dougoud Chavannes, éd. La Plage (34230 Tressan), 2002, 128 p. 12 €. On trouve de plus en plus des algues en vente, ce livre propose des recettes à partir de ces algues. Bien si vous habitez en bord de mer et consommez localement.

■ **Sans gluten naturellement**, Valérie Cupillard, éd. La Plage (34230 Tressan), 2002, 128 p. 11 €. De plus en plus de personnes font des allergies au gluten provenant du blé. Ce livre propose des recettes utilisant riz, quinoa, millet, amandes, noisettes, pois chiche, lentilles, soja...

LE LIVRE DU MOIS

Salariés de l'amiante, employés de l'indifférence

Caroline Faesch
Ed. Golias
2002 - 158 p. - 13 €

Nous pouvons parfois ressentir comme un ras-le-bol des scandales : sang contaminé, vache folle, etc. Certains auteurs gagnent leur vie grâce aux scandales et la fréquence de leur répétition fait du «scandalisme» la recette assurée de la presse. Alors on peut être tenté de dire «ah ! encore un scandale ! l'amiante, cette fois...» et



après, un gros soupir, ne pas ouvrir ce livre. Ce serait un mauvais réflexe. Car Caroline Faesch n'exploite pas un bon filon, le ton est juste, les chiffres exacts et même si, comme le dit la préface, ce n'est : «ni une étude médicale ni une rétrospective historique» mais «un cri de colère», la colère reste parfaitement mesurée et s'appuie sur des documents incontestables. Oh, elle n'épargne personne, pas plus les grands patrons de l'industrie que les...«médecins» (?) (les guillemets et parenthèses je les ai ajoutés, car je me demande si l'on peut encore appeler médecins des personnages qui ont trahi non seulement la confiance des malades mais leur serment d'Hippocrate par une attitude totalement asservie à des intérêts financiers et politiques. Dans ce livre, vous trouverez les noms, les dates, les circonstances.

Résumons le terrible constat : 50 000 à 100 000 personnes vont mourir dans les 20 ans à venir pour avoir été exposées aux poussières d'amiante. Une enquête britannique parle même de 500 000 victimes probables en Europe de l'Ouest d'ici 30 ans. Certes on défloque, on défloque de partout. Mais le déflochage, confié souvent à de petites entreprises (qui ont vu dans l'opération un bon marché à prendre vite et qui ne sont pas toutes plus soucieuses de leurs employés que ne l'ont été les grosses usines), va certainement provoquer d'autres morts. Dans 10 ans, dans 20 ans ou plus. Les maladies de l'amiante attendent longtemps avant d'être décelées... C'est bien ce temps d'incubation qui a permis à des patrons et des responsables politiques sans scrupules de laisser traîner les choses pendant des décennies sans prendre de mesures préventives. On savait le danger dès 1906. Les risques étaient tout à fait prouvés et mesurés en 1960, ce qui n'a nullement empêché, par exemple, l'ouverture de l'usine d'Andancette, dans la Drôme, en...1966 et d'attendre trente ans pour la fermer !

Les ouvriers touchés sont atteints d'asbestose, de cancers broncho-pulmonaires ou digestifs mais surtout du très grave mésothéliome de la plèvre pour lequel il n'existe aucun traitement. Pour que leur maladie soit reconnue comme «professionnelle», il leur faut effectuer des démarches innombrables et ceux qui ont un mésothéliome ont le temps de mourir bien avant qu'elles n'aboutissent (quand le mal est déclaré, l'issue est fatale et très rapide). Or nous n'en sommes qu'au début d'une très longue et horrible série puisqu'une grande quantité de personnes ont été exposées mais ne se savent pas encore atteintes. Des ouvriers, qui maniaient les particules d'amiante à la pelle sans qu'on leur dise le danger, mais aussi leurs femmes qui lavaient leurs bleus de travail couverts de poussières, mais aussi leurs enfants jouant à proximité des usines, mais aussi le personnel des bureaux aux tables également couvertes de ces poussières. A tous on cachait le danger et, quand ils s'en doutaient, ils ne savaient comment le dénoncer. Si l'affaire a pu être enfin connue, c'est grâce à Jussieu, une université cette fois où c'étaient des professeurs qui étaient atteints et qui ont su parler, faire savoir au public. Les bâtiments de Jussieu étaient entièrement floqués à l'amiante bleu, le plus dangereux.

Lisez ce livre, un tout petit livre qui en dit très long sur un siècle de silence meurtrier, sur les agissements de quelques groupes industriels, Pont-à-Mousson, Everit, Saint-Gobain, Amisol, Eternit, Ferodo, etc. et de tous ceux qui faisaient faire.

M.N.



Opposition aux éoliennes

Je me retrouve dans un comité d'opposition à l'installation d'éoliennes sur le plateau de Bouichet (Aude). Pas facile de faire comprendre comment, en tant qu'écologiste et militante antinucléaire j'en suis arrivée là !

Je vais tenter d'avancer quelques arguments forts que j'ai compris et qui m'ont fait changer d'opinion quant au bienfait des éoliennes dont j'ai auparavant toujours approuvé le projet, même près de chez moi.

Ce que j'ai compris, c'est que ce n'est pas un projet écologique, mais un projet économique et politique : l'Europe oblige le pays à produire 20% d'électricité «propre», mais pas à le consommer. EDF semble surtout intéressé de racheter de l'électricité éolienne car il a investi lui-même dans les parts du marché qui rapportent gros et que se partagent les gros investisseurs (dont encore une fois TotalEiffina). Le prix de rachat de l'énergie éolienne est beaucoup plus élevé que le nucléaire, mais ce n'est pas grave puisque c'est le consommateur qui verra sa facture augmentée. D'ailleurs, bien que l'éolien ne représente pas encore 1%, les notes ont déjà augmenté ! Les gros, encore une fois, raflent la mise (1).

Il semble évident qu'une vraie politique misant sur la réduction de l'effet de serre s'accompagne avant tout d'une politique de réduction de la consommation et du gaspillage. A quand des mesures gouvernementales allant dans ce sens ? Quand on sait qu'une centrale nucléaire est nécessaire pour alimenter seulement les veilles de nos appareils qui sont de plus en plus nombreuses ! Pourquoi ne trouve-t-on pas sur le marché français les appareils très basse consommation qui sont disponibles dans les autres pays ? A quand une politique d'aide pour rendre les gens indépendants au niveau énergétique ? Pourquoi la France ne projette-t-elle pas du tout d'investir dans le solaire ? Et quand sera-t-il intéressé par le rachat de l'énergie produite par le biogaz, la biomasse et à quand les biocarburants ? la voiture à air comprimé ? le moteur à eau ? (2) Si chaque solution a des inconvénients, une diversité des alternatives semble indispensable et adaptée à chaque région.

Jamais les éoliennes ne remplaceront les centrales nucléaires car le courant qui est fourni est trop faible (environ 2000 éoliennes sont nécessaires pour remplacer la production d'une centrale nucléaire pendant un an, en fonction de leur hauteur et de leur emplacement) (3).

Le courant produit par celles-ci étant intermittent, des centrales thermiques seront obligatoirement construites (avec le CO2 qui marche avec), ainsi que des lignes haute-tension qui seront parfois enterrées mais provoqueront malgré tout une pollution électromagnétique non négligeable surtout en passant près des maisons (4).

Les pays européens qui s'engagent dans l'éolien ont réellement l'intention d'arrêter leurs centrales nucléaires. Il comptent sur la France pour leur fournir de l'électricité en cas de besoin, car EDF n'a pas du tout l'intention de fermer ses centrales nucléaires. Au contraire, tout est déjà mis en place pour que la durée de vie des centrales soit prolongée et celles-ci seront rechargées en uranium. La construction d'un prototype de réacteur nucléaire EPR est en cours (5). Incroyable mais vrai. Encore une fois, l'exception française !

La France exporte déjà de l'électricité. L'énergie supplémentaire produite dans la région Languedoc-Roussillon sera exportée vers l'Espagne qui a passé commande. Une ligne Très Haute Tension passant dans la vallée de l'Aude est prévue à cet effet.

Alors éoliennes ou pas éoliennes, nos centrales nucléaires on les a, et encore pour un bon bout de temps !

Je ne les trouve pas moches ces éoliennes. Je les trouverai encore plus belles si elles étaient le symbole d'une vraie alternative pour sortir du nucléaire. Je les trouve maintenant de plus en plus insupportables dans le paysage. Je les ressens comme l'expression d'une arrogance et d'un manque de respect de notre patrimoine commun. Ces gros et gras investisseurs se remplissent les poches au mépris des habitants et des amoureux des grands espaces pas encore industrialisés, (même façonnés par l'homme).

Ne tombons pas dans le piège d'un projet soi-disant «écologique» en se laissant bernier par la douceur du vent éole ! Arrêtons de croire qu'ils se préoccupent de l'avenir de la planète en installant des éoliennes. N'oublions pas que malheureusement nous sommes à l'époque de «l'argent-roi» et que «les énergies renouvelables» sont un marché tout comme la faim, la pollution, la santé...

Une demande de permis de construire a été demandée par les communes de Fa Rouvenac Brénac (Aude) pour sept éoliennes. Elles seront installées sur le plateau de Bouichet qui est un site d'une grande beauté. Cette crête est un lieu extraordinairement riche en faune et en flore qui seront en partie détruites ou grandement perturbées. Aucune concertation avec la population n'a été faite,



Installation d'éoliennes à Port-la-Nouvelle.

aucune enquête publique et les informations très difficilement accessibles...

Afin d'éviter que les investisseurs ne convoitent les crêtes qui sont des lieux très ventés, mais souvent au paysage remarquable, le gouvernement a prévu un tarif de rachat dégressif dans les lieux très ventés. La crête du plateau de Bouichet étant à la limite du rentable (21 éoliennes étaient prévues au départ, 7 ont été retenues), le tarif de rachat restera au plus fort pendant 15 ans.

Là où un projet éolien trouverait son sens, serait dans un projet d'une toute autre envergure : arrêtons le plus grand, le plus productif et revenons à une échelle humaine. Demandons aux communes et aux habitants de créer des coopératives qui investiraient et gèreraient leur projet comme cela se fait dans plusieurs pays nordiques avec des éoliennes plus petites (ou tout autres alternatives).

C'est en tant que citoyenne anti-mondialisation, anti-libérale et écologiste, pour une politique de réflexion globale et d'action locale que je m'oppose à ce projet.

Pour que les éoliennes ne deviennent pas le symbole de «l'horreur écologique», réagissons avant qu'il n'y en ait partout dans notre région : vous pouvez écrire au préfet de l'Aude pour expliquer le pourquoi de votre opposition à ces projets et tout spécialement à celui du plateau de Bouichet. Ça urge car le permis de construire a été déposé le 19 août (après le 1er septembre, l'enquête publique était obligatoire).

Vous pouvez vous procurer une lettre-type, ainsi que la pétition en écrivant à : Association AIRE, rue du Dr Roueylou 11500 Quillan.

Moutsie ■
Gironde.

Silence : Quelques éléments de réponse : (1) Le prix «du marché» du kWh éolien pour les grandes installations est plus faible que celui du nucléaire... lequel est très inférieur à son vrai prix (combien coûte la gestion des déchets ?) (2) Ces moteurs dépensent plus d'énergie qu'avec de l'essence, d'où leur échec. (3) Actuellement, il faut 200 grosses éoliennes pour un réacteur nucléaire. Certaines installations offshore atteignent des puissances de l'ordre de celle d'un réacteur nucléaire. Théoriquement, on peut remplacer le nucléaire par l'éolien, mais cela ne présente pas beaucoup d'intérêt : il faut diversifier au maximum, redéfinir quand on a besoin d'électricité et surtout économiser. (4) Les lignes à haute tension ne dépendent pas de l'éolien mais de la concentration des «centrales». Les éoliennes actuelles fonctionnent de l'ordre de 300 jours par an... et peuvent être complétées... comme le nucléaire qui ne peut varier en fonction de la demande. En France, c'est l'hydraulique qui complète le nucléaire et qui peut de même compléter l'éolien. (5) En projet à cette date. L'avantage d'une grosse éolienne, c'est que si demain, la société devient plus écologique, il ne faut que trois jours pour démonter une éolienne contre quelques milliers d'années pour le nucléaire.

Greenpeace, un fonctionnement peu écologiste

Peut-être êtes-vous déjà tombé dans *Libération* sur une annonce demandant des jeunes motivés par l'écologie pour travailler pour Greenpeace. Ou alors, vous êtes tombés, dans une rue piétonne, sur ces mêmes jeunes, T-shirt et casquettes sur la tête, qui vous proposent d'adhérer dans la foulée à Greenpeace. Voici le témoignage d'un de ces jeunes.

9 au 17 novembre 2002

11h-19h30

Nocturnes 22h:

mardi 12 et vendredi 15

Parc Floral de Paris

® Château de Vincennes

500 exposants, 100 ateliers, 20 conférences...

MARJOLAÏNE

Le Salon Bio & Nature



SPAS organisation

Tél. : 01 45 56 09 09 / Fax : 01 44 18 99 00

E-mail : spas@wanadoo.fr / www.spas-expo.com